

correspondance de presse internationale

inprecor

DÉSARMER

les marchés financiers



ÉCOSSE

Percée de la
gauche radicale

ALLEMAGNE

Les Grünen
Le pacte social

AMÉRIQUE LATINE

Le retour de
la classe ouvrière

Guerre des Balkans

<i>Non au diktat des grandes puissances</i>	Livio Maitan	3
<i>Appel international du 15 mai 1999</i>	(red)	4
<i>Pour une paix juste et durable dans les Balkans</i>	document	5

Union Européenne

<i>Marches européennes : Cologne et après</i>	Michel Rousseau (interview)	6
<i>Euroélections : une grille radicalement de gauche de lecture des résultats</i>	(red)	6
<i>Euroélections : Désaveu massif des partis dévoués au grand capital</i>	François Vercaemen	36

Écosse

<i>Percée électorale de la gauche radicale</i>	Alan McCombes	9
--	---------------	---

Note de lecture

<i>Éloge de la résistance à l'air du temps, de D. Bensaïd</i>	Michael Löwy	11
---	--------------	----

Allemagne

<i>Défaite de la gauche au congrès des Grünen</i>	David Müller	12
<i>"Pacte pour l'emploi" : une mécanique de capitulation syndicale</i>	Markus Kroughs	14

Mondialisation

<i>« Désarmer » les marchés financiers</i>	Denis Horman	19
--	--------------	----

Amérique latine

<i>1^{er} Mai : le retour de la classe ouvrière</i>	Ernesto Herrera	25
---	-----------------	----

Algérie

<i>Lendemain d'élections contestées</i>	Osmane Redouane	27
<i>Résolution du PST algérien</i>	document	29

Azerbaïdjan

<i>Les pieds dans le pétrole</i>	Serge Conrad	30
----------------------------------	--------------	----

Chine

<i>Une nouvelle phase, dix ans après Tien Anmen ?</i>	Livio Maitan	33
---	--------------	----

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Le retard d'inprecor de juin

Ce numéro d'*Inprecor* vous parviendra avec quinze jours de retard et, pour une fois, ce n'est pas pour pouvoir vous présenter des analyses encore chaudes des derniers événements... Non, c'est simplement une surcharge de travail liée au déménagement de notre local et à l'aménagement dans un local beaucoup plus petit. Alors des articles déjà prêts se sont égarés dans les cartons, les ordinateurs ont eu du mal à redémarrer, durant une semaine nous n'avions ni téléphone, ni fax et les montagnes de cartons, à défaut de pouvoir être rangés devaient être régulièrement déplacés pour permettre les travaux dans le nouveau local... *Inprecor* de juin en a pâti !

Nous tenterons de rattraper ce retard pour que le n° 437 de juillet-août puisse être à la hauteur de vos exigences. En attendant, veuillez accepter toutes nos excuses !

Jan Malewski

Abonnement

(11 numéros par an)

● France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Autres destinations	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● PLI FERMÉ (toutes destinations)	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Moins de 25 ans et chômeurs	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● Institutions (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Abonnement de soutien	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Découvrir <i>Inprecor</i> (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).



par
Livio Maitan*

A lors que nous écrivons, la guerre au Kosovo est arrivée à un tournant : l'arrêt des bombardements apparaît désormais possible mais une nouvelle vague d'attaques contre la Serbie pourrait également se produire. Essayons, toutefois, de donner un aperçu des conséquences gravissimes d'une guerre dont personne ne sortira réellement vainqueur.

Milosevic s'efforcera de sauver la face et, surtout, de maintenir son pouvoir. Mais il ne pourra pas masquer l'échec catastrophique du projet qu'il a nourri depuis la fin des années 1980. Il a été le principal responsable de cette relance du nationalisme qui a tant contribué à l'éclatement final de la Fédération yougoslave et aux conflits atroces qui ont ensanglanté la région pendant de longues années. Tout le monde peut constater quel est l'aboutissement de l'aventure de la "Grande Serbie". En fait, la Serbie est plus que jamais repliée sur elle-même et a dû accepter la mise sous tutelle de l'entité serbe de Bosnie. Elle ne pourra plus dominer le Kosovo, le Monténégro lui-même pourrait quitter ce qui reste de la Fédération et des centaines de milliers de Serbes d'autres républiques ont été chassés de chez eux. Qui plus est, l'aventure militaire a débouché sur la destruction d'une large partie de l'infrastructure la plus élémentaire et de l'appareil économique du pays et le peuple serbe, après avoir payé un tribut de sang très élevé sera condamné à mener une vie misérable pour toute une période dont il est encore impossible de prévoir la durée.

C'est devenu un lieu commun que l'OTAN ne pouvait pas se permettre de perdre la guerre qu'elle a déchaînée. Donc, si ses conditions sont finalement imposées, ses coryphées vont chanter victoire : les chefs des partis sociaux-démocrates au pouvoir ont déjà commencé à le faire. Toujours est-il que l'OTAN n'a pas de quoi pavoiser. Ses chefs politiques et militaires comptaient remporter une victoire rapide sous le masque idéologique de "l'intervention humanitaire". Ils ont employé des moyens

puissants pendant plus de deux mois en multipliant destructions et tueries. Ils prétendaient protéger les Albanais du Kosovo, victimes de la purification ethnique : le résultat est que, alors qu'avant le conflit on chiffrait par dizaines de milliers les Albanais du Kosovo chassés de leurs maisons, depuis le début de la guerre c'est près d'un million de personnes, qui ont été forcés d'entreprendre un exode biblique. Personne ne saurait aujourd'hui les convaincre qu'une "victoire" de l'OTAN pourra par elle-même leur permettre de retourner au pays à une échéance rapprochée. Personne ne saurait les convaincre non plus que ce sont eux qui sortent gagnants de l'épreuve.

Que va-t-il se passer maintenant ? Les commentateurs les moins aveuglés par leurs propres mystifications le disent sans détour. Ainsi, un article du *Financial Times* (7 juin) explique qu'il « *faudra des mois avant que les exilés retournent chez eux (ce qui semble d'un optimisme excessif) et des années avant que le Kosovo, la Serbie et le reste des Balkans retrouvent leur stabilité politique et leur prospérité économique* ». D'autres rappellent que les contingents armés internationaux restent installés en Bosnie depuis quatre ans et ne sont guère à la veille de s'en aller. En vertu de quel miracle les choses pourraient-elles se passer différemment au Kosovo ? Le médiateur de l'ONU, Carl Bildt, déclare pour sa part : « *Après cette guerre il doit être clair qu'il n'y a aucune stratégie militaire de sortie de cette région. Pour l'OTAN les Balkans seront désormais le nouveau front central et une présence militaire internationale pour garantir la paix devra être considérée dans les décennies à venir comme quelque chose de naturel, de même qu'il fut naturel pour l'OTAN d'avoir des troupes en Allemagne divisée tout au long de la guerre froide* ». Ajoutons que, justement dans une telle optique et pour ne pas être obligés de jouer les seconds violons aussi dans l'avenir, les pays de l'Union européenne se lanceront désormais dans une nouvelle campagne de réarmement. Que les peuples se disposent à bourse délier : il faudra bien se préparer aux "lendemain qui chantent" !

Non au diktat des grandes puissances !

D'autre part, sur le juteux marché de la "reconstruction", les multinationales américaines et européennes s'approprient déjà à se disputer les meilleurs morceaux. L'élargissement de l'Union européenne à l'Est fait partie de ce jeu.

Quelles que soient les péripéties des prochains jours et des prochaines semaines, une constatation élémentaire s'impose. Ce sont les grandes puissances qui feront valoir leur volonté. Que les troupes "internationales" au Kosovo soient sous le drapeau de l'ONU ou non est, dans le contexte donné, secondaire. Au Conseil de sécurité on pourra finalement trouver un compromis auquel la Russie pourrait être intéressée — ou obligée — de même que la Chine. Le sens de l'opération sera de toute façon d'avaliser ce que l'OTAN a fait de son propre chef, sous l'hégémonie de la puissance impérialiste numéro un. Les peuples des Balkans — dont le sort a été subordonné aux intérêts économiques et géopolitiques des grandes puissances depuis le congrès de Berlin en 1878, lors de la paix de Versailles en 1919 et à Yalta en 1945 — seront encore une fois traités comme des vassaux. Après le protectorat de Bosnie, un protectorat surgira au Kosovo.

Pour notre part, nous disons non de toutes nos forces. Les Kosovars ont le droit de décider eux-mêmes de leur sort. Ils pourraient éventuellement accepter la présence dans leur pays d'une force d'interposition internationale qui rende possible une consultation vraiment démocratique, mais à condition qu'aucun contingent de l'OTAN n'y participe. Quant au peuple serbe, qui n'est pas responsable des crimes de ses dirigeants, il doit lui aussi être mis en état de choisir librement. C'est lui qui doit mettre à la porte Milosevic et ses complices, reconstruire sa société civile et se donner des institutions démocratiques. C'est un devoir internationaliste de le soutenir dans cette bataille de même que de soutenir la bataille démocratique des Kosovars.

Rome, le 7 juin 1999

* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, est membre de la direction du PRC italien.

Appel international du 15 mai 1999

La guerre est un puissant accélérateur pour l'activité sociale et un discriminant fort sur le plan politique.

Mais en l'occurrence, son impact a eu des limites, en comparaison avec des conflits militaires antérieurs. La raison de fond c'est évidemment que — guerre dans les Balkans, et donc à distance —, elle a engendré plus de peur que de mal chez les populations en Europe occidentale. Ensuite, l'OTAN et ses gouvernements ont réussi leur coup, en habillant une guerre brutalement offensive en une opération "humanitaire" au service d'un peuple opprimé. Si certains partis politiques n'ont pas été épargnés par des secousses importantes, on est frappé par les pertes de repère politiques-analytiques au sein de la gauche qui a résisté (on ne parle pas ici des va-t'en guerre sociaux-démocrates et verts).

Au sein des PS, les adversaires de la guerre se sont exprimés mais sans rompre les rangs ou mettre en danger la stabilité gouvernementale — en plus il y a une campagne électorale en cours ! De même chez la gauche des Verts gouvernementaux : il fallait éviter la sortie forcée des gouvernements pluriels (Allemagne, France), ou le blocage à une entrée possible (Belgique, Pays-Bas). Les PC, de leur côté, ont, pays par pays, développé leurs orientations respectives, qui vont des pro-Otaniens sur la liste du PCF (Herzog) aux philo-Miloseviciens acharnés du PC grec (KKE). Cela ne les a pas empêchés de signer une déclaration commune (en tant que Gauche unie européenne, le groupe au parlement européen), lamentable par son contenu et dépourvue de toute force propulsive pour une vraie action à l'échelle de l'Europe.

Bref cette gauche anti-guerre, disposant de moyens organisationnels importants et légitimée par le suffrage universel, a été incapable de faire son devoir politique qui pourtant fut à portée de main : prendre une

initiative politique, forte par la justesse de son analyse et son action, crédible par sa représentativité institutionnelle, et innovatrice par sa perspective pan-européenne. Il y avait ce besoin impérieux afin de disputer à l'OTAN, l'Union européenne et l'ONU leur monopole de "l'alternative politique à la guerre" et de la solidarité "internationale". C'était nécessaire devant le monde du travail et la jeunesse en Occident. C'était encore plus indispensable pour les oppositions progressistes et multi-ethniques en ex-Yougoslavie, laminées par l'action convergente de l'OTAN et des régimes autoritaires.

Ainsi, l'opposition multiforme à la guerre et à l'épuration ethnique n'a pas trouvé une ample expression et visibilité à gauche à l'échelle de l'ensemble de l'Europe.



Ce blocage a donné toute son importance à l'Appel des intellectuels français. Dès son lancement le 29 mars (cf. *Inprecor* n° 434 d'avril 1999), il a trouvé un écho important, y compris en dehors des frontières de la France, où il a été spontanément traduit dans plusieurs langues et a recueilli des signatures.

Son importance politique réside dans le fait qu'il a contribué à décanter et conforté un courant internationaliste qui s'oppose à la fois à l'OTAN et à la politique odieuse de Milosevic, et qui reconnaît le droit à l'autodétermination des Kosovars. Ce "courant" a eu, au départ, des difficultés à trouver son droit de cité face à un activisme anti-OTAN mais pro-serbe et à la générosité pro-koso-

var dont la spontanéité fut manipulée par les médias et les gouvernements.

Ensuite, la force d'attraction de l'intelligentsia française hors de ses frontières a aidé à européeniser l'Appel, à l'occasion d'une réunion à Paris, le 15 mai. Des secteurs significatifs de l'intelligentsia de gauche ont soit participé soit envoyé des messages : *Le Monde Diplomatique* (Ignacio Ramonet), la *New Left Review* (Londres), *Il Manifesto* (le quotidien italien dirigé par Rosana Rossanda). Après le lancement initial par Pierre Bourdieu et Pierre Vidal-Naquet, ont signé le sociologue allemand Elmar Altvater, le cinéaste anglais Ken Loach, l'écrivain espagnol Manuel Vazquez-Montalban, Ilya Prigogine (prix Nobel de physique), les philosophes espagnols Francesco Buey et Carlos Taibo, Noam Chomsky et Edward Said (USA)... Cette impulsion a favorisé un "rassemblement" significatif de dirigeants politiques : Francis Wurtz (PCF), Fausto Bertinotti (PRC italien), Tony Benn (gauche du Labour party, Grande Bretagne) et Ken Coates (gauche ex-Labour party), Otto Frieder Wolff (Grünen, Allemagne), Sören Sondergaard (Alliance Rouge Verte, Danemark) André Brie (PDS allemand), Giuseppe Chiarante (gauche du PDS italien), Manuel Monereo (IU, Espagne), ainsi qu'une série de syndicalistes de toute l'Europe dont les initiateurs d'une pétition qui a rassemblé à ce jour plus de 12 000 signataires.

"L'Appel international du 15 mai", comme il s'intitule officiellement, prépare une nouvelle rencontre pour le mois de septembre avec comme objectifs de donner une large place à la réflexion susceptible de préciser les analyses et prises de positions. Dans cette perspective, une série de groupes de travail sont mis en chantier, à commencer à Paris (avec le souhait qu'il y en ait ailleurs) avec l'ambition de les faire vivre transnationalement :

- économie et politique néolibérales dans les Balkans ;
- droit et institutions internationales à l'épreuve de la crise balkanique ;
- l'Europe et les Balkans ;
- mondialisation, nationalités, nationalismes, droit des peuples ;
- Otan, géopolitique et stratégie ;
- les médias face à la crise des Balkans ;
- l'histoire des Balkans.

Nous reproduisons ci-contre le texte de l'appel et la liste des premiers signataires, devenue d'ores et déjà beaucoup plus longue.

DOCUMENT : **Pour une paix** **juste et durable** **dans les Balkans**

Les participant(e)s à la réunion internationale, tenue à Paris le 15 mai 1999, se sont fait l'écho de nombreux appels convergents qui, en Europe et aux USA notamment, se sont opposés à la fois à "l'épuration ethnique" au Kosovo et aux bombardements de l'OTAN contre la Yougoslavie. Les Etats qui ont lancé ou soutenu cette guerre non déclarée, menée en dehors de toute légalité internationale, ont prétendu qu'elle était morale et légitime puisqu'elle serait exclusivement justifiée par la défense des droits et des vies d'un peuple. Ils admettent que des "erreurs" ou des "dégâts collatéraux" ont été commis, mais il ne s'agit que de "faux pas dans la bonne direction". Toute critique envers la guerre de l'OTAN reviendrait, nous a-t-on dit, à soutenir le régime de Slobodan Milosevic ou, au mieux, à refuser d'agir contre sa politique réactionnaire. Tout cela est faux. Quel est le bilan de plusieurs semaines de bombardement de l'OTAN ? Une tragédie !

Chaque jour qui passe, la guerre aggrave la situation des populations civiles et rend de plus en plus difficile la résolution des conflits nationaux au Kosovo et dans l'ensemble de l'espace balkanique.

On ne peut tenir pour moraux et légitimes :

- Une guerre qui fournit un prétexte à une terrible aggravation du sort du peuple kosovar qu'elle prétendait secourir et favorise son exode provoqué ;
- Une guerre qui soude autour du régime répressif de Slobodan Milosevic la population yougoslave agressée et ainsi aveuglée sur les responsabilités de Belgrade dans le nettoyage ethnique des Kosovars ;
- Une guerre qui renforce le régime, fragilise son opposition démocratique, y compris au Monténégro et déstabilise la Macédoine ;
- Des bombardements qui tuent des populations civiles, détruisent des infrastructures, des usines et des écoles.

Cette guerre contredit en tous points ses buts affichés. Elle favorise un catastrophique engrenage, dont il faut sortir au plus tôt : entre, d'un côté, l'intensification des bombardements, poursuivis pour tenter de sauver la "crédibilité" de l'OTAN ; et de l'autre



La déportation des Albanais du Kosovo

l'expulsion brutale et massive de populations, accompagnée d'un déchaînement de violences sans commune mesure avec la répression qui sévissait avant le déclenchement des bombardements. Il n'est pas vrai que tout avait été tenté et que les bombardements étaient une riposte efficace à la répression serbe et une réponse appropriée à la défense des vies et des droits des Kosovars. Rien n'a été fait pour maintenir et élargir la présence des observateurs de l'OSCE et pour impliquer les Etats voisins et les populations concernées dans la recherche de solutions. Les gouvernements occidentaux ont accéléré la désintégration yougoslave et ils n'ont jamais traité de façon systématique les questions nationales imbriquées de cette fédération. Ils ont entériné le dépeçage ethnique de la Bosnie-Herzégovine conjointement organisé à Belgrade et Zagreb. Et ils ont laissé s'enliser la question albanaise du Kosovo parce qu'ils préféraient ignorer l'expulsion des Serbes de la Krajina croate. A l'occasion des négociations de Rambouillet, ils ont opté pour le recours aux armées de l'OTAN au lieu de proposer une force d'interposition internationale, agissant sur mandat de l'ONU, alors qu'une telle proposition aurait pu être alors légitimement imposée face à un refus de Milocevic : cette force d'interposition aurait été beaucoup plus efficace pour protéger les populations que les bombes de l'OTAN.

Aujourd'hui, il faut exiger :

- Le retour de populations albanaises sous protection internationale, placée sous la responsabilité de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;
 - Le retrait des forces serbes du Kosovo.
- Et, pour atteindre ces objectifs, obtenir d'abord :
- La cessation immédiate des bombardements ;
 - La réouverture d'un processus de négociation sur ces bases, dans le cadre de l'ONU,

non seulement n'implique aucune confiance envers Slobodan Milosevic, mais elle serait plus déstabilisatrice pour son pouvoir que les bombes qui n'ont depuis quelques semaines affecté que la population et l'opposition yougoslaves.

Une telle démarche doit reposer sur un principe et s'accompagner de moyens indispensables. Un principe : le respect du droit des peuples, et notamment du peuple Kosovar albanaise et serbe, à décider lui-même de son propre sort, dans le respect des droits des minorités. Des moyens :

- Une aide économique aux Etats balkaniques, uniquement et strictement subordonnée au respect des droits individuels et collectifs ;
- Une enquête sur les atrocités commises au Kosovo, conduite sous l'autorité du TPI ;
- Le respect du droit d'asile, selon les termes de la Convention de Genève, l'accueil de tous les réfugiés qui le souhaitent et des déserteurs yougoslaves et leur libre circulation dans tous les pays d'Europe.

Nous exigeons enfin un débat public dans nos pays sur le bilan de l'OTAN, sur le rôle qu'elle s'attribue désormais et sur les perspectives de la sécurité en Europe. Celle-ci ne saurait reposer, à nos yeux, sur une logique de guerre ou d'augmentation des dépenses d'armements, destinée à mener une politique de grande puissance, mais avant tout sur une politique de développement et d'éradication de la misère sociale et de réalisation des droits universels des peuples et des êtres humains, hommes et femmes.

Nous poursuivrons quant à nous :

- L'action de solidarité avec les oppositions démocratiques politiques, syndicales, associatives, féministes qui résistent aux pouvoirs réactionnaires ;
- L'action de solidarité avec les populations expulsées, en défense de leur droit d'asile comme de leur droit au retour et à l'autodé-

termination.

A Paris le 15 mai 1999

* * *

Les signataires suivants décident :

- De se coordonner de façon durable pour la réalisation de ces objectifs ;
- De mener en commun sur ces bases un travail de réflexion et de se réunir à nouveau en juin ou septembre dans une capitale européenne ;
- De faire signer cet appel et de le soumettre aux candidat(e)s aux élections européennes.

Premiers signataires (Cette liste sera réactualisée régulièrement) : **Allemagne** : Joachim Bishoff, Franzisca Brautner, Richard Detj, Wolfgang Gehrcke, Friegga Haug, Wolfgang Fritz Haug, Alex Neumann, Jakob Schäffer, Dr Peter Strutynski, Frieda Wolf ; **Auriche** : Wielfried Graf ; **Belgique** : Mateo Alaluf, François Vercammen ; **Danemark** : Soren Sondergaard ; **Espagne** : Francisco Fernandez Buey, Jaime Pastor, Carlos Taibo, Manuel Vazquez Montalban, Asceu Uriarte ; **Grande-Bretagne** : Sebastian Bogden ; **Italie** : Salvatore Cannavo, Giuseppe Chiarante, Rossana Rossanda ; **Suède** : Anders Fogelström ; **USA** : James Cohen ; **France** : Nils Andersson, Olivier Azam, Nicholas Bell, Daniel Bensaïd, Martine Billard, Alexandre Bilous, Pierre Bourdieu, Philippe Boursier, Suzanne de Brunhoff, Philippe Chailan, Jean-Christophe Chaumeron, Patrice Cohen-Séat, Marianne Debouzy, Françoise Dielmann, Zorka Domic, Bernard Doray, Yves Durrieu, Danielle Espagnola, Concepcion de la Garza, Elisabeth Gauthier, Serge Guichard, Michel Husson, Isabelle Kalinowski, Pierre Lantz, Francette Lazar, Frédéric Lebaron, Catherine Lévy, Isabelle Lorand, Henri Maler, Roger Martelli, Anne Mazauric, Jean-Paul Monferran, Aline Pailler, Claude F. Poliak, Jean Sagne, Catherine Samary, Anick Sicart, Daniel Singer, Jeanne Singer, Marie-Noëlle Thibaut, Rolande Treppe, Catherine Tricot, Patrick Vassalo, Pierre Vidal-Naquet, Rapahël Weil, Francis Wurtz.

Nous avons également reçu des messages de soutien lors de la réunion de Joachim Bishopp et Richard Detje (Allemagne), Arthur Mitzman, Marcel van der Linden et Michael Kratetke (Pays-Bas), Tony Benn et Ken Loach (Grande-Bretagne), Ignacio Ramonet, pour *Le Monde Diplomatique* (France), Noam Chomsky et Edward Saïd (USA).

Adresses provisoires :

E-mail : <hemaler@aol.com>

ou <sdebrunhoff@compuserve.com>

Fax: 0/33 1 42 78 83 56.

Marches européennes : Cologne et après ?

Au retour de Cologne, nous avons interviewé Michel Rousseau, membre du Secrétariat des Marches européennes.

Les Marches européennes ont réussi à mobiliser plus de 30 000 manifestants dans les rues de Cologne : quel bilan faites-vous de cette manifestation ?

Michel Rousseau : La manifestation fut une réussite, notamment du fait de la participation des organisations de chômeurs venues des quatre coins de l'Europe. Ces organisations très diverses ont trouvé là un moyen d'exprimer leur colère après deux décennies de chômage de masse et de longue durée. Si le réseau des Marches européennes a permis cela, nous pensons que cela est très positif et prometteur pour l'avenir. Mais nous savons aussi que ceux qui nous gouvernent ne connaissent que les rapports de force et

l'on est bien obligé de constater que sur une question aussi centrale que celle de l'emploi, la CES (Confédération des syndicats européens) n'a absolument rien fait et a même tout fait pour décourager ceux qui dans le monde syndical ne voulaient pas baisser les bras devant l'offensive néolibérale.

Les chômeurs et leurs organisations ne pouvaient à eux seuls faire le poids. Ils ont montré dans la rue qu'ils pouvaient mobiliser à l'échelle européenne et que des syndicalistes pouvaient rejoindre leur combat contre le chômage : l'Appel des syndicalistes à la manifestation de Cologne a réuni près de mille signatures de responsables syndicaux de toute l'Europe, dans les organisations de la CES ou hors de celle-ci. Plusieurs



Euroélections : Une grille radicalement de gauche de lecture des résultats

295 millions d'habitants de l'Union Européenne (UE) sont appelés aux urnes entre le 11 et le 13 juin 1999. Le degré d'abstention (là où le vote n'est pas obligatoire) sera élevé, nettement plus élevé que pour les élections nationales. Par astuce ou par obligation légale, des élections municipales, régionales ou nationales auront lieu au même moment en Italie, au Luxembourg, en Belgique et en Espagne.

Le déficit démocratique reste énorme dans l'UE : le poids de la Banque Centrale, de la Commission et du Conseil des ministres s'affirme ; celui du Parlement reste dérisoire, nonobstant la publicité.

Reste que cette consultation sera un réel sondage d'opinion qui ne manquera pas, paradoxale-

ment, d'influencer les politiques nationales et de signaler quelques évolutions significatives.

Bien entendu, cette masse d'électeurs et électrices jugeront, avant tout sur le plan social les 15 gouvernements, avec des sociaux-démocrates présents en leur sein dans 13 pays, et 11 premiers-ministres sociaux-démocrates à leur tête. Pour la social-démocratie européenne il y a en plus un enjeu au sein du Parlement européen : formellement elle était le groupe politique le plus fort. Depuis 20 ans, elle a assuré, dans une position de force, "la stabilité" du processus d'unification en collaboration avec la démocratie-chrétienne. Dès à présent, et indépendamment du vote, on peut dire que cela changera. Car les efforts de Kohl vont aboutir : la démocratie chrétienne accueille-

milliers ont participé à la manifestation. Les Marches européennes ont ainsi confirmé leur capacité à coordonner les luttes contre le chômage et ses conséquences à l'échelle européenne. Tout ceci est loin d'être négligeable, mais cela n'a pas suffi pour inverser la situation que nous vivons depuis 20 ans. Il est urgent que le monde syndical dans son ensemble relaye cette lutte au plus vite. Les concentrations industrielles et bancaires de ces derniers mois annoncent de nouvelles charrettes de licenciements en Europe et les patrons ne créent plus que des emplois précaires. La bataille pour une réelle diminution du temps de travail, pour des emplois et non de la flexibilité est vraiment la tâche la plus urgente à réaliser dans l'unité la plus large.

Quelle est votre évaluation du sommet de l'Union européenne qui vient de s'achever à Cologne ?

M.R. : Nous ne nous faisons guère d'illusions, mais force est de constater que le pire est arrivé. Les néolibéraux, Tony Blair, Schröder, les théoriciens de la "troisième voie" triomphent. Ils ont même scellé leur union dans une déclaration commune après

le sommet. Le sommet lui-même a adopté le même texte que celui de l'ECOFIN (Conseil des ministres des finances) du 25 mai à Bruxelles, reprenant les "recommandations", en fait les injonctions, de la Commission sur les Grandes Orientations des Politiques Economiques (les GOPE). Pour "lutter" contre le chômage, les gouvernements sociaux-démocrates vont précariser encore plus les emplois par la flexibilité et soumettre l'accès aux indemnités de chômage et aux aides sociales à l'acceptation de n'importe quel emploi à n'importe quel prix. Le gouvernement français a tenté de faire passer la pilule et de marquer sa différence en proposant d'inscrire dans le pacte de l'emploi pour l'Europe non pas des objectifs en matière de chômage mais une croissance annuelle minimale de 3 % : « la salle s'est esclaffée » a rapporté la presse. Ces rires et cette morgue en disent plus long que tous les discours sur ceux qui gouvernent.

Les Marches européennes rencontrent une réelle sympathie dans toute l'Europe : que représentent-elles exactement ?

M.R. : Les Marches européennes sont nées d'un manque. Face à la montée du chômage en Europe, à l'absence de riposte contre ce fléau et ses conséquences, la précarité, les exclusions, la misère, une poignée de responsables syndicaux et associatifs se réunissent à Florence en 1996 pour trouver une issue, sans idée préconçue. L'idée vint de réunir tous ceux et celles qui luttent contre le chômage d'une manière ou d'une autre à l'occasion d'une initiative commune à l'échelle de l'Europe. C'est ainsi que s'organisèrent les fameuses marches de 1997 qui convergèrent à Amsterdam.

Cela fit l'effet d'un coup de poing sur la table de la réunion du sommet de l'Union européenne. Surtout, on vit se mobiliser autour d'un même projet les forces les plus diverses tant du point de vue idéologique qu'organisationnel. Des organisations qui dans leur propre pays n'arrivaient à travailler en commun se sont retrouvées ensemble dans la même manifestation à Amsterdam. Une autre Europe commençait à naître par delà les frontières, mais aussi au-delà des clivages et blocages traditionnels, et cela, la même année que la lutte de Vilvorde. Le



ra deux nouvelles formations politiques en son sein (Forza Italia de Berlusconi, et le RPR de Sarkozy).

Deuxième vérification, celle de la prestation des Verts. Eux c'est moins leur bilan social qui est disputé que leur attitude face à la guerre des Balkans, et plus profondément, le jugement porté par leur base sociale "historique" sur leur évolution d'un parti d'opposition parfois turbulente en un parti d'Etat, respectable et "responsable". Le résultat risque de ne pas être univoque si on met face à face les récentes élections dans le Land allemand de Brême (perte d'un tiers de leurs électeurs) et le vote promis par les sondages pour Cohn-Bendit et les Verts français (8 à 9%, une hausse significative).

Plus en marge de la vie politique institutionnelle, la gauche radicale essaiera d'utiliser ces élections, dont le déroulement est dans plusieurs pays nettement plus démocratique que d'habitude grâce à (une dose de) proportionnelle (France, Grande Bretagne) et où l'expression de son opi-

nion se fait plus "librement".

C'est de la France que pourrait venir une heureuse surprise, avec la liste LO-LCR qui devra dépasser la barrière légale des 5% pour obtenir des élu(e)s.

Parmi les partis communistes, on suivra avec beaucoup d'attention l'Italie : les résultats de Rifondazione Comunista (PRC), dont le cours politique à gauche s'est affirmé et renforcé au cours de la dernière année, y compris face à la guerre. Bertinotti (le dirigeant principal) et Vinci (le chef de groupe au Parlement européen) seront certainement réélus. La direction nationale du PRC a sélectionné 8 candidats (avec à la 7e place, Gigi Malabarba, du courant gauche qui publie le mensuel *Bandiera Rossa*), misant sur un score de 8%. En Espagne, la popularité d'Izquierda Unida (IU), en crise politique, avait semblé pendant des mois en chute libre, avec même le risque d'être éliminée du Parlement européen. Récemment, il y a une remontée. Inversement, en Suède, le Parti de gauche (ex-PC) avait fait un spectaculaire bond

en avant (triplant son score à 12,3% lors des parlementaires nationales). Le confirmera-t-il après son soutien à un gouvernement social-démocrate pro-UE et néolibéral ? En Allemagne, le PDS compte sur une petite percée à l'Ouest (où il est un groupuscule), dès lors que la base des Grünen est fortement sonnée par le cours guerrier de Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères. En Grèce, très près de la guerre, on mesurera le résultat du PC (KKE) opposé à l'OTAN et radicalement pro-serbe.

Le Danemark se caractérise par la présence au parlement national (5 députés) d'une formation recomposée, l'Alliance Rouge Verte (ARV, comprenant communistes, trotskystes, socialistes de gauche, écologistes) qui joue un rôle politique très visible dans le pays. Mais pour les élections européennes, ce sont les deux mouvements non-partidaires qui ont mené depuis des années les campagnes contre l'UE, qui déposent les listes où figurent notamment des membres de... l'ARV.

En Grande Bretagne, l'image est fort contras-

Union Européenne

réseau des Marches s'est développé ensuite plus rapidement dans les pays qui ont connu des mouvements de chômeurs significatifs. Les exemples de la France, de l'Allemagne et de la Belgique sont typiques de cet effet, notamment par les échanges continuels entre ces mouvements se nourrissant réciproquement des acquis des uns et des autres (occupations en France, journées mensuelles en Allemagne...). Le réseau s'est aussi ancré dans tous les autres pays de l'Union européenne, avec une force particulière en Italie, en Espagne, en Grèce. Des Assises annuelles ont permis de préparer les initiatives communes et d'entreprendre l'élaboration d'une plate-forme revendicative à l'échelle européenne. La réflexion sur les minimas sociaux, la réduction du temps de travail, les droits sociaux s'enrichit à chaque étape. Bien qu'avec des limites, nous venons d'expérimenter à Cologne, la tenue d'un « Parlement des chômeuses et des chômeurs » : tout à fait dans la ligne de l'esprit des Marches, ce parlement va devenir un lieu de rencontre et d'élaboration pour toutes les organisations qui le souhaitent.

Un lieu d'élaboration, d'action et d'ini-

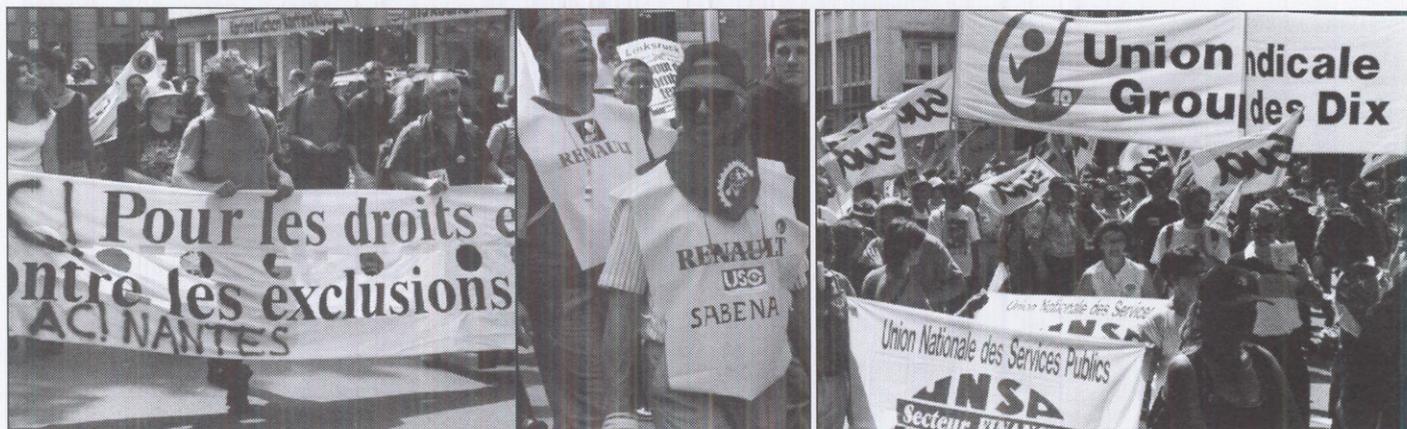
tatives, des équipes d'animation nationales qui se coordonnent à l'échelle européenne autour d'une mobilisation commune, des formes organisationnelles très souples, un fonctionnement au consensus, le réseau des marches est tout cela à la fois. Il avance en "marchant", avec une forte dose d'empirisme. Cela rencontre un écho très favorable auprès des anciennes et nouvelles générations militantes qui pensent que le chômage n'est pas une fatalité et le néolibéralisme l'avenir incontournable de l'Europe.

Après Cologne, que comptez-vous faire ?

M.R. : D'abord une courte "pause" pour réfléchir à un meilleur fonctionnement du réseau. Nous tiendrons en octobre une réunion des "secrétariats européens" pour faire le bilan de deux années de mobilisation et voir comment nous pouvons améliorer notre système d'échange d'informations, mettre en place une équipe d'animation réellement européenne. Jusqu'à présent le "secrétariat français" jouait le rôle de coordinateur européen. Pour Cologne, les réseaux des pays d'accueil, la Belgique et l'Allemagne ont joué un rôle déterminant. Il

nous faut maintenant associer à l'animation régulière du réseau toutes les forces vives qui se reconnaissent dans le réseau des Marches. Tout cela pose évidemment le problème des moyens. Nos budgets jusqu'à présent restent nationaux et correspondent aux initiatives. Nous devons trouver les moyens de fonctionner à l'échelle européenne.

Mais la rencontre d'octobre sera surtout consacrée aux prochaines initiatives. D'abord, à l'occasion du sommet en Finlande à la fin de l'année, la proposition a été faite par le Parlement des chômeurs d'organiser une journée européenne d'interventions multiples et massives en direction de tous les organismes censés gérer la situation des chômeuses et des chômeurs. A la fin de l'an 2000, le sommet de l'Union européenne se tiendra en France. Au vu des mobilisations contre le chômage qu'a connu ce pays, tous nos amis comptent sur nous pour organiser une mobilisation sans précédent. Nous la préparons ensemble lors de nos prochaines Assises au début de l'an 2000. ■



tée. En Écosse, une expérience de recombinaison très importante a démarré par le biais du Parti Socialiste Écossais qui vient de gagner un député au Parlement régional lors des premières élections régionales (plus de 20% dans sa circonscription, et 7% dans Glasgow). Ce parti issu de l'ex-tendance Militant du Labour Party, présente aux européennes Kerr, l'ex-eurodéputé du Labour, que Blair a mis à la porte. Ailleurs, Ken Coates, l'autre "défenestré", se présentera comme indépendant de gauche. Là, comme ailleurs en Angleterre, la gauche radicale a peiné en général à tirer profit de ce premier scrutin relativement proportionnel. Scargill, l'ex-dirigeant des mineurs, sera tête de liste dans la région de Londres, pour son SLP (Socialist labour party), qui refuse toute unité tout en n'hésitant pas à se présenter en concurrence avec d'autres listes de la gauche radicale (appelée Socialist Alliance). En Irlande, le député au parlement de Dublin, Higgins (membre du Parti Socialiste, l'autre composante issue de l'éclatement de l'ex tendan-

ce-Militant) se présentera.

Aux Pays-Bas, le Parti Socialiste (ex-maoïste) a progressé spectaculairement dans son implantation municipale et parlementaire. Saura-t-il prolonger ce bond en avant le 11 juin ? Dans l'espace à la gauche de la social-démocratie, une autre formation nettement plus modérée, a pris son envol au point de postuler ouvertement à entrer dans le gouvernement : le parti gauche-verte (fusion des communistes, pacifistes et écologistes). Les électeurs seront là pour juger la crédibilité de ce parti, dont les deux fractions parlementaires (Chambre et Sénat) se sont publiquement combattues à propos de la guerre des Balkans.

En Belgique, à gauche, on regarde la liste d'Orazio, d'après le nom d'un délégué syndical, licencié après la fermeture de son entreprise et qui a mené une violente bataille. Expression protestataire sans programme ou perspective, cette liste, soutenue par le PTB (maostalinienne) et le POS (section belge de la IV^e Internationale), pourrait

capturer une partie de l'électorat socialiste, désenchanté par les "affaires" et la politique anti-socialiste et anti-immigrés de la social-démocratie.

Au Luxembourg et au Portugal, deux expériences semblables à celle qui a réussi au Danemark, sont à suivre. Dans le pays méditerranéen, nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV^e Internationale) ont constitué un Bloc de gauche avec l'Union démocratique populaire (UDP, ex-maoïste) et des intellectuels issus du PC portugais. Et au Luxembourg, "La Gauche" se présente aux élections européenne et nationale. Ni cartel ni nouveau Parti, ce rassemblement qui s'est constitué à la faveur de "congrès ouverts" regroupe les militant(e)s du PC, de la Nouvelle gauche (une scission "droitière" du PC), du PSR (IV^e Internationale), des syndicalistes de gauche, des féministes, etc. Il a déposé des listes dans tout le pays. Une bonne surprise n'est pas exclue avec une entrée dans le Parlement national. ■

Percée électorale de la gauche radicale

par
Alan McCombes*

Lancé il y a six mois, le Scottish Socialist Party (SSP, Parti socialiste écossais) est arrivé au centre de la scène politique écossaise. « *Un orage menace la nouvelle aube politique écossaise, c'est l'agitateur Tommy Sheridan* », a annoncé le *Daily Record*. La veille du scrutin le même journal a publié un fac-similé du bulletin de vote (1) en supprimant la mention du SSP. Pendant toute la campagne les sondages qu'il a publiés ne faisaient référence qu'aux quatre partis principaux (le Labour, les Conservateurs, les Libéraux Démocrates et Parti national écossais).

Maintenant même ce journal, partisan fervent du New Labour, a été obligé de reconnaître l'importance de l'élection de Tommy Sheridan au parlement écossais (le Holyrood). « *Le Labour va le haïr parce il rappelle à ses dirigeants ce qu'ils étaient avant. Le Parti national écossais également, parce qu'il va lui voler les gros titres des journaux. Et les Libéraux-démocrates et les Tories (conservateurs) vont prendre mal l'effronterie de cet agitateur qui ne respecte que les pauvres.* »

La victoire éclatante du SSP à Glasgow et celle, écrasante, de Denis Canavan, ex-député travailliste que le New Labour a refusé de soutenir et qui s'est présenté contre lui, à Falkirk ont brisé le mythe que le socialisme rouge-sang serait mort et enterré. Comme l'a écrit sarcastiquement Gerard Warner, journaliste thatcheriste enragé « *Une nouvelle aube se lève pour l'Écosse ; et écoute, le chœur de l'aube est formé par les partisans de Tommy Sheridan, nouveau comte de Glasgow, qui chantent l'Internationale, la musique qui introduit l'Écosse dans le XXI^e siècle.* »

En Écosse, 100 000 votes se sont portés sur le Parti socialiste écossais et le Parti travailliste socialiste (2), 25 000 ont voté pour le dissident travailliste Dennis Canavan. Si on ajoute les voix récoltées par le Parti Vert, c'est un total de 250 000 électeurs qui ont voté contre les partis établis. C'est vingt fois

plus que lors des élections générales de mai 1997, ce qui est une gifle à la face des quatre grands partis pro-bourgeois.

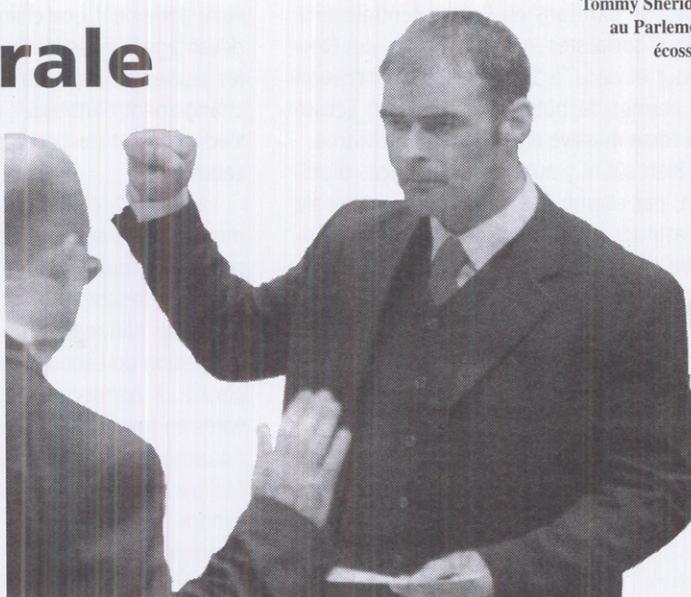
Il s'agit de la première brèche dans l'édifice du système politique quadripartite de l'Écosse, une brèche qui s'élargira car le nouveau gouvernement travailliste-libéral poursuit sa politique au service du grand business.

Comme Tommy Sheridan l'a souligné après sa victoire à Glasgow, « *C'était un affrontement auprès duquel la lutte entre David et Goliath peut être regardée comme un combat entre opportunistes programmatiques égaux* ». Les quatre grands partis se sont emparés de 99,99 % de l'espace dans la presse et à la TV. Ils ont consenti à limiter leurs budgets électoraux à 1,5 million de livres (près de 15 millions de francs français). Le budget électoral du SSP a atteint 25 000 livres, moins de 2 % du budget des grands. A Glasgow, la plus grande ville de l'Écosse, le score du SSP arrive à concurrencer le vote conservateur resurgissant et a renvoyé les Libéraux-démocrates à la sixième place. 18 581 électeurs ont voté pour sa liste et 16 177 lui ont accordé un vote préférentiel. De plus, au scrutin municipal, tenu simultanément, 16 220 voix se sont portées sur le SSP, soit 8 % de l'électorat.

Il faut comparer ces scores aux moins de 8 000 voix obtenues en Mai 1997 par l'alliance socialiste écossaise. En même temps les voix en faveur du New Labour chutaient à Glasgow de 181 000 dans 1997 à 112 000.

En plus de ces quelques 50 000 votes à Glasgow, le SSP en obtenait près de 40 000 dans le reste de l'Écosse.

Le SLP lui aussi a obtenu des scores significatifs dans les villes plus petites, où le SSP est moins présent. Dans les quatre circonscriptions qui incluent un grand nombre de villages ex-miniers — Carrick, Cumnock et Doon Valley; Midlothian; Cunninghame



South; East Lothian — le SLP obtient 5 % des votes.

Bien que le SLP existe à peine en Écosse en tant que parti (beaucoup de ses candidats étaient ramenés d'Angleterre) le nom "travailliste-socialiste" attirait indubitablement une couche d'anciens électeurs travaillistes.

Il faut cependant souligner que l'existence de deux partis socialistes, en compétition l'un avec l'autre, ne peut que faciliter le jeu du New Labour et des autres partis bourgeois.

Le SSP ainsi que *Scottish Socialist Voice* ont argumenté en faveur d'un parti socialiste unifié en Écosse. Nous appelons à nouveau les membres du SLP en Écosse — et ceux d'autres groupes socialistes — à entamer les discussions dans le but d'unifier les forces du socialisme écossais. Nous nous adressons aussi à Dennis Canavan et à son

*Alan McCombes est un des principaux dirigeants du Parti socialiste écossais (Scottish Socialist Party, SSP). A l'instar de beaucoup de membres du SSP, il a milité durant des années au sein de la tendance Militant, qui fut exclue du Labour party pour "trotskisme". Après l'exclusion du Labour, le Militant a tenté une politique de regroupement de la gauche radicale britannique, sans succès, sauf en Écosse. Ses membres écossais ont impulsé la formation du SSP au moment même où leurs camarades anglais engageaient un tournant d'auto-affirmation sectaire devant les échecs des tentatives de regroupement. Le SSP a fait une percée aux élections du Parlement écossais, parvenant à faire élire Tommy Sheridan (lui aussi issu de l'ex-tendance Militant). L'article que nous reproduisons ici permet de mieux comprendre la politique menée par le SSP.

1. Un seul bulletin de vote est imprimé portant la mention de chaque liste ; l'électeur coche le nom de la liste ou le candidat choisi avant de le mettre dans l'urne.

2. Socialist Labour Party, SLP, dirigé par le dirigeant syndicaliste mineur Arthur Scargill, refuse toute unité de la gauche radicale.

armée de partisans en Écosse centrale ainsi qu'aux socialistes restés au sein du New Labour et dans le SNP pour saisir l'occasion qui permet de bâtir maintenant en Écosse une force massive en faveur du socialisme.

Bien sûr, il y aura des différences d'opinion, par exemple sur la question nationale et l'attitude à adopter envers l'indépendance de l'Écosse. Mais le SSP a une structure démocratique ouverte qui permet la liberté des débats et tolère les opinions des minorités.

Déjà au cours des six semaines passés, le SSP a fait un bond en avant. Depuis les Îles Shetland loin dans le nord jusqu'à Galashiels dans l'extrême Sud, nous avons été inondés des demandes d'adhésions. A la différence des autres partis, le SSP est plus qu'une machine électorale pour attirer des voix. C'est un parti de combat qui lutte au jour le jour contre l'injustice, l'exploitation et l'inégalité. Son succès dans ces élections n'en reste pas moins très significatif et il ouvre la voie du développement du socialisme en Écosse.

Lorsque les résultats des élections de la nouvelle assemblée écossaise commencèrent à arriver, il y eut des scènes de jubilation au sein du New Labour face à la diminution des bataillons d'activistes Écossais. Cependant loin d'une euphorie devant la promesse d'une nouvelle aube, c'était plus un soulagement, de voir que le train du Parti national écossais (SNP) marquait un arrêt.

La campagne électorale du Labour fut plus hystérique que jamais en Écosse. Son spot télévisé électoral montrait le lent mouvement d'une fenêtre cassée et des enfants tristes regardant tragiquement le paysage désolé d'une Écosse après l'indépendance. Chaque jour les chiffres produits par les patrons et les économistes soutenant le New Labour étaient là pour mettre en garde contre l'indépendance, « *le divorce le plus coûteux dans l'histoire* ». Tous les quotidiens écossais soutenaient le New Labour. Le *Daily Record* abandonnait toute prétention d'information sur l'actualité politique. Il se concentrait sur une campagne de propagande monstrueuse, digne d'un Goebbels.

Avec l'arrière-plan d'une guerre dans les Balkans et une économie britannique balbutiante la direction du New Labour ne pouvait pas rêver d'affronter cette élection dans des conditions aussi favorables. Pourtant, les électeurs n'ont pas applaudi de manière retentissante le New Labour, ni voté la confiance envers l'Union britannique. Bien sûr certains, en particulier les électeurs âgés et les classes moyennes, furent attentifs aux slogans du New Labour et des médias. D'autres encore ont voulu donner au nou-

veau parlement une chance avant d'avancer davantage la question nationale. Mais parmi les jeunes et les travailleurs on sentait un changement d'attitude : des grains de sable s'échappaient de dessous les pieds du New Labour.

Dans 20 circonscriptions, essentiellement dans la ceinture centrale, le Labour a perdu plus que 10 % en faveur du SNP. A Glasgow, le score du SNP fut le double de sa moyenne nationale. Dans Dundee West — un bastion du Labour depuis 1950 — le SNP parvint à happer le siège. En général les votes en faveur du Labour chutaient dramatiquement en comparaison avec 1997. Malgré la faible participation — 59 % — le Labour passe de 46 % lors des élections générales de 1997 à 39 %. Les Libéraux-démocrates, proches alliés du New Labour n'obtiennent que 11 %, soit autant que ceux que les sondages d'opinion classaient comme "autres". Le fait que les Libéraux eurent dix fois plus de publicité que tous les "autres" souligne l'étendue de leur humiliation et parallèlement la percée de forces nouvelles, radicales et opposées à l'ordre établi.

Le SNP, bien qu'il ne parvienne pas à réaliser le score que les sondages lui attribuaient en 1998 (à égalité avec le New Labour), est dans une position potentiellement plus forte que jamais. La percée sensationnelle du Plaid Cymru (nationalistes gallois) en Galle — qui obtient un soutien presque équivalent à celui du SNP en Écosse — témoigne de l'instabilité croissante du Royaume-Uni. Comme l'a observé Tim Williams, un membre de l'aile droite du Labour gallois, dans *The Scotsman* : « *Les choses ne peuvent que s'améliorer ? Le blairisme, le Labour, l'Union : tous endommagés en un jour. Bonne journée, Tony !* ». Le même soulignait de manière caustique : « *Les électeurs des terres travaillistes écossaises ont préféré un socialiste archaïque et un trotskiste truculent aux placements politiquement corrects de Blair* ».

Cependant, le fait que le SNP n'est pas parvenu à une percée décisive a déjà conduit à des tensions croissantes sur sa gauche et sa droite. *The Sunday Herald* citait un député anonyme du SNP : « *À moins que quelqu'un n'engage la bataille (contre Alex Salmon, dirigeant du SNP), il y aura un glissement vers le SSP ou une alliance similaire.* » Dans le même article, une dirigeante de premier plan dans le Sud de l'É-

cosse, Christine Hutchison, déclarait son intention de rejoindre le SSP avec nombre de ses camarades et le soutien privé de deux députés écossais du SNP.

Le jour suivant, le porte-parole environnemental du SNP, George Kerevan, appelait le parti à suivre le New Labour à droite. « *Beaucoup de ceux qui sont la cible du SNP, électeurs traditionnels du Labour déçus par le blairisme, se sont abstenus. D'autres, un sous-produit désormais permanent de la représentation proportionnelle, passaient par dessus le SNP modéré en-route vers les partis de la gauche dure, dont l'étatisme utopique attire les travailleurs du secteur public. Le SNP ne veut pas de ceux là* ». Concluant son plaidoyer pour une nouvelle version dure du thatcherisme, Kerevan, un ex-membre de l'IMG (3), disait : « *Bien sûr, nous ne voulons pas obtenir le soutien de ceux qui ont voté pour Tommy Sheridan.*



Mais alors, ne faisons pas n'importe quoi ». Il y a une certaine vérité dans les commentaires de Kerevan. En essayant de faire face dans les deux directions simultanément, le SNP a échoué à la fois à convaincre le grand patronat en faveur de l'indépendance et à obtenir un soutien massif au sein de la classe ouvrière.

Sa timide politique visant à consacrer un penny de l'impôt sur le revenu aux dépenses de l'éducation et de la santé a suscité l'opposition furieuse du grand patronat et de la presse et a conduit à une érosion de sa base parmi les classes moyennes. Mais son refus d'empoigner les questions fondamentales telles que la pauvreté, l'inégalité et la nécessité d'une redistribution des richesses a rendu le SNP incapable de mobiliser la classe ouvrière et les pauvres contre le New Labour.

Si le SSP avait eu les ressources et la couverture des médias du SNP, notre appel pour

3. International Marxist Group a été le nom, au cours des années 1970, de la section britannique de la IV^e Internationale.

une Écosse socialiste indépendante, employant les richesses en faveur des millions de gens et non des millionnaires, aurait inspiré d'innombrables jeunes, fermiers et salariés mal payés à se soulever en masse contre le New Labour. À une petite échelle, c'est précisément ce que le SSP a réussi à réaliser, surtout à Glasgow, où le parti a des racines plus profondes et un profil plus affirmé que dans le reste de l'Écosse. Avec l'élection de Tommy Sheridan, ce profil a déjà atteint de nouvelles hauteurs, certes, seulement à Glasgow, mais face à toute l'Écosse. Au cours de ces quelques derniers jours, le parti a bénéficié d'une couverture médiatique plus grande qu'au cours de ses premiers six mois d'existence. Et avec Tommy Sheridan qui s'est engagé à vivre avec le salaire moyen d'un ouvrier qualifié, déterminé à lutter dans le Holyrood (nouveau Parlement écossais) et à diriger l'action extraparlamentaire, le SSP peut devenir une force puissante dans la vie politique écossaise au cours des prochaines années.

La victoire de Dennis Canavan fut un

magnifique triomphe de l'idéalisme socialiste sur le cynisme du New Labour. Congédié par Donald Dewar comme « pas assez bien pour être un membre du Parlement écossais », Canavan obtint plus de voix que Dewar, pourtant quasiment canonisé par les médias écossais. Mais sans un fort parti socialiste derrière lui, l'impact de Dennis, particulièrement hors du parlement, sera limité.

La victoire du Parti Vert à Lothians fut une autre défaite dévastatrice pour la brigade des costumes gris.

Mais le député Vert, Robin Harper, après avoir flirté avec l'idée d'appuyer Dennis Canavan au poste de Premier Ministre, disait ultérieurement au *Scotsman* : « *Mon intention a toujours été que Donald Dewar mérite d'être Premier Ministre. Il est stable et fiable et je ne pourrais penser à personne de meilleur.* » Si R. Harper rejoint le gouvernement, les dizaines de milliers de jeunes révoltés qui appuyaient les Verts vont commencer à regarder ailleurs, particulièrement vers le SSP, dont le programme écologique est le

plus radical de tous les partis politiques de l'Écosse.

Les électeurs travaillistes âgés, dont certains ont soutenu en seconde préférence le SLP, seront aussi de plus en plus attirés par le SSP. Alors que le désenchantement envers le Labour se durcit, le SSP apparaît comme une alternative et l'idée d'une cassure plus décisive avec le travaillisme commence à se propager.

Mais par-dessus tout le SSP est maintenant en position de s'adresser au plus d'un million de gens, dont beaucoup vivent dans la pauvreté, qui ont refusé de voter le 6 Mai parce que les grands partis n'avaient rien à leur offrir. Le New Labour et les médias commencent déjà à déchanter. Au contraire, les forces du socialisme croissent, sûres d'elles et pleines d'optimisme.

Les prochaines quatre années peuvent devenir un des moments forts des temps modernes et le Parti socialiste écossais peut jouer un rôle clé dans les événements tumultueux de l'avenir proche. ■

Note de lecture

Livre

Éloge de la résistance à l'air du temps Daniel BENSÄID

Voici un petit livre qu'on lit avec un vif plaisir. Il nous fait suivre, sous forme d'entretiens à bâtons rompus, un peu décousus, le mouvement d'un esprit libre qui a perdu ses certitudes mais non ses convictions. Un esprit qui prône la résistance à la rhétorique de la résignation, ce discours extraordinairement déraisonnable — mais dominant — selon lequel le capitalisme serait la fin de l'Histoire, « le terminus où tout le monde descend ».

Il s'agit tout d'abord de réhabiliter l'action politique contre les grandes mécaniques déterministes de la « raison historique » ou, pire encore, de l'automatisme marchand. Une action politique qui est intimement liée au conflit social et qui trouve — selon le pari rationnel de Marx — dans la lutte des classes le principal vecteur d'une universalisation concrète et le moyen privilégié de briser l'escalade meurtrière des identités — ethniques, nationales, religieuses, tribales — exclusives. Cette refondation du politique s'inspire de Hannah Arendt, mais aussi — et surtout — des grands dissidents du socialisme, ces penseurs anti-positivistes à la recherche d'une conception non-linéaire du temps : Charles Péguy, Walter Benjamin. Liés par une secrète affinité, ces deux hérétiques ouvrent « un passage inédit pour une relecture critique de Marx ». Ils font partie, avec Gramsci, Mariategui, Victor Serge, les surréalistes et la revue *Critique Sociale*, d'un courant de critique souterraine du fétichisme historique et de

l'idéologie du progrès, dont l'expression philosophique et politique mûre et réfléchie sont les célèbres *Thèses sur le concept d'histoire* de Benjamin. On n'a pas besoin de partager tous les arguments de Daniel Bensaïd — personnellement, je ne suis pas du tout d'accord avec ses critiques au concept d'humanité, où à celui de crime contre l'humanité, désigné comme « une boîte de Pandore » juridique — pour apprécier la force critique et subversive de son discours. Un discours qui n'hésite pas à se réclamer de la grande tradition messianique et prophétique de l'Ancien Testament, celle qui n'annonce pas un destin implacable (comme l'oracle grec) mais s'énonce sur le mode conditionnel : voici ce qui arrivera si... Ce conditionnel est une invitation à l'action, un signal d'alarme face à la course à l'abîme (Benjamin) : contrairement à la fatalité mécanique, il désigne « la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » (Lénine). Pour ce messianisme profane et laïcisé, la révolution — cette idée d'un changement radical que structurent les espérances depuis deux siècles — reste toujours d'actualité : c'est une échappée au-delà de l'ordre établi, un point d'évasion possible, un trou dans le mur, une façon de saisir, dans les déchirures de l'événement, les promesses intermittentes d'humanité et d'universalité. Si les conceptions stratégiques du passé — d'inspiration politico-militaire — sont dépassées, reste l'essentiel : le sentiment que le monde tel qu'il est n'est ni fatal ni éternel. Qu'il ne peut pas durer. Et qu'il doit changer : il n'y a pas de raison pour que le Capital soit le dernier mot de l'aventure humaine.

Notre époque — la fin du XX^{ème} siècle — se présente comme un immense champ de ruines, un grand cimetière d'espérances. Reste à savoir si les effets destructeurs de la logique marchande —

atomisation, fragmentation sociale — sont universels. Sans optimisme excessif, D. Bensaïd perçoit les premiers signes, fragiles et incertains, d'un recommencement, d'une refondation.

Mais attention : le nouveau chapitre ne peut pas s'écrire dans l'oubli du précédent. Il existe un héritage à retravailler et à transmettre. Et dans cet héritage, certains mots, certains concepts ont une place importante : « *Les mots ont leur propre vie, en rapport avec des expériences et une mémoire collective. Celui de "communisme" a une longue histoire pour le meilleur et pour le pire. Il reste à nos yeux le plus précis, d'un point de vue historique et programmatique. Il ne saurait se confondre avec le stalinisme, qui est le nom d'une terrible contre-révolution bureaucratique. Admettre qu'on doit cesser d'être communiste lorsqu'on combat le stalinisme, ce serait ratifier l'identification stalinisme/communisme voulue par les staliniens. Leur reconnaître une sorte de victoire posthume.* » Dans cette entreprise de refondation révolutionnaire, il avoue sa dette envers les grands hérétiques défaits sans s'être rendus, sans avoir rallié le cortège des vainqueurs : Saint-Just, Blanqui, Trotsky, Jeanne d'Arc. Ces « princes du possible » ont travaillé pour l'incertain, sans garantie de victoire.

Plus encore que le programme possible d'une « gauche de gauche », D. Bensaïd nous offre, dans ce petit ouvrage informel et débridé, des pistes infiniment précieuses pour refaire de la politique une éthique profane, inscrivant le conflit social dans un horizon d'universalité.

Michael Löwy

* Daniel Bensaïd, *Éloge de la résistance à l'air du temps*, entretien avec Philippe Petit, Paris, Éditions Textuels, Collection « Conversations pour demain », 126 pages, 1999.

Défaite de la gauche au congrès des Grünen

par
David Müller*

Le congrès extraordinaire des *Grünen* (1) a marqué provisoirement leur évolution d'un parti-mouvement critique du système en un parti de modernisation, expression de couches moyennes éclairées. En même temps, une minorité non négligeable a commencé à lâcher la discipline de la coalition gouvernementale avec la SPD. Du fait même que la participation à une guerre ne laisse pas de place à un compromis, il apparaît inévitable que la rupture de l'union sacrée entre les "*Linken*" (gauche) et les "*Realos*" provoque à moyen terme une rupture dans le parti.

Lorsque le parti des *Grünen* fut fondé en janvier 1980 et dans les années suivantes, il exprima sans ambiguïté un projet de gauche. C'est surtout le mouvement de la paix qui exerça une influence sociale sur la nouvelle formation. Des anciens soixante-huitards, des membres déçus d'anciens groupes communistes et des militants provenant des "nouveaux mouvements sociaux" formèrent un parti visant à transférer sur le terrain parlementaire les revendications de la résistance sociale. Résultat : l'engagement de nombreux *Grünen* dans les mouvements et la ligne parlementaire ont coexisté sans être intégrés dans une conception d'ensemble bien définie. Ces deux orientations devaient entraîner de plus en plus de contradictions.

Après la victoire électorale de Kohl en octobre 1982 et le recul du mouvement anti-guerre après 1983, l'aile gauche fut de plus en plus attirée vers les "mouvements sociaux". Des écologistes radicaux comme Jutta Ditfurth et Manfred Zieran et des écolo-socialistes comme Thomas Ebermann et Rainer Trampert ont pu se maintenir longtemps au sommet des *Grünen* justement

parce qu'ils avaient une base solide parmi des militants du parti. Ces militants étaient souvent actifs non seulement dans le parti, mais aussi dans des petites structures résiduelles de mouvements sociaux en transformation ou au niveau d'autres structures de base. Cette aile établissait ainsi de nombreux liens avec des milieux radicaux ou de la gauche alternative.

Toutefois, pendant toute une période, le déclin des mouvements a renforcé la ligne inspirée par la *Realpolitik* alors que des coalitions avec la SPD apparaissaient plus aptes à déterminer des changements sociaux qu'un travail à la base pénible, dont la base de masses était de plus en plus défaillante. Cela n'empêche que les *Grünen* étaient encore capables de prendre des initiatives importantes. A leur congrès de 1987, ils se sont prononcés à une large majorité pour le boycott du recensement de l'époque. A la même assemblée ils ont décidé de soutenir des revendications de gauche des syndicats comme la socialisation de l'industrie de l'acier.

Opposition radicale

Mais octobre 1987 était le début de la fin de la gauche des *Grünen*. Jutta Ditfurth, en tant que membre de la présidence fédérale, lançait une campagne pour la libération des membres emprisonnés de la *Rote Armee Fraktion* (RAF). Indépendamment de la justesse de cette revendication, une telle campagne ne pouvait pas donner au parti une perspective. Les divergences d'orientation qui en découlaient provoquaient l'érosion de la gauche verte traditionnelle. Une bonne partie de sa base devenait de plus en plus passive ou s'orientait vers un "Forum de gauche". Le résultat de cette tentative de poursuivre une politique verte de gauche sans déformations sectaires, était que, en l'absence d'une pression de mouvements sociaux, les coalitions avec la SPD, prônées aussi par la gauche des *Grünen*, débouchaient sur une adaptation de plus en plus grande.

Lors des élections de la réunification en



Au congrès des Grünen : « Avec votre permission, M. le Ministre, vous êtes un trou du cul »

1990, à la suite de la campagne sur le climat, partagée aussi par les écologistes radicaux ("tout le monde parle de l'Allemagne, nous parlons du climat") les *Grünen* ne dépassaient pas dans la partie occidentale du pays la barre des 5 % (4,8 %). Au cours de la même année, l'aile écolo-socialiste autour de Thomas Ebermann quittait le parti car elle aurait voulu mener une bataille d'opposition radicale contre la réunification. Rien ne s'est développé de ce qui restait de ce courant. L'année suivante les écologistes radicaux sortaient eux aussi du parti pour former la "gauche écologiste", un mélange particulier de la cour de Jutta Ditfurth et d'un courant écologiste-autonome.

Déjà à l'époque de la guerre du Golfe il était clair que toute une série des perspectives inspirées par la *Realpolitik* n'étaient pas en consonance avec le rejet de la guerre par le parti. De nombreux *Grünen* participaient aux protestations, mais sans agir en tant que parti et sans s'efforcer d'élargir la base des protestations par des thèmes verts caractérisés.

Ainsi la gauche verte traditionnelle était poussée hors du parti. La nouvelle gauche autour de Jürgen Trittin se transformait de plus en plus en une cordée, qui, après l'armistice conclu entre les deux ailes du parti en 1991, avait de plus en plus le caractère d'une clientèle visant à conquérir des fonctions croissantes dans l'État et l'administration. Au développement progressif des positions néolibérales dans le camp des *Realos* la "gauche" n'opposait pas grand chose dans la mesure où elle aussi avait intériorisé le but

* Nous publions ici une traduction abrégée de l'article paru dans notre publication-sœur en langue allemande, *Inprekorr*, de juin 1999.

1. *Inprekor* n°427 de septembre 1998 a publié une longue analyse de l'évolution des *Grünen* (verts).

stratégique d'une coalition avec le SPD et y subordonnait son propre programme sur toute question décisive.

Certes, il serait erroné de réduire les racines sociales des changements des Verts à la corruption de leurs représentant(e)s important(e)s ayant des fonctions bien rétribuées dans l'appareil de l'État. Le vieux milieu de gauche, auquel au début des années 1980 les *Grünen* étaient liés, se rétrécissait de plus en plus. La jeune intelligentsia, autrefois rebelle, s'était assez bien intégrée. De même, de nombreux vétérans parmi les *Grünen* avaient quitté le parti. Par exemple, de 700 membres recensés dans les branches de Hanovre, 400 sont entrés depuis 1994 et seulement 30 % des membres appartenaient au parti avant cette date. Les nouvelles recrues n'ont presque pas d'expérience d'intervention dans les mouvements sociaux et sont marqués par la période du tournant à droite sous le gouvernement chrétien-démocrate et libéral. Il existe même de jeunes fonctionnaires verts qui reconnaissent ouvertement avoir adhéré au parti pour faire carrière plus rapidement.

La formation du gouvernement de coalition rouge-verte a accéléré le processus d'adaptation à une échelle massive. La direction du parti autour de son étoile, Joschka Fischer, savait déjà longtemps avant les élections que le SPD n'accepterait une alliance gouvernementale avec les *Grünen* qu'à la condition que ceux-ci acceptent d'utiliser l'armée même dans des affrontements guerriers. Par ailleurs, au niveau de la masse des membres du parti, la poussée vers la participation gouvernementale était la préoccupation majeure des réflexions politiques. Par exemple, la question de la menace d'une participation allemande à une intervention contre ce qui restait de la Yougoslavie, n'a jamais été abordée. Toute tentative de discuter avec les *Grünen* sur un tel problème avant les élections ne donnait aucun résultat : l'idée était considérée tout simplement comme absurde.

Pourtant, déjà au cours des premiers mois d'activité de la coalition un malaise apparaissait non seulement dans la gauche, mais aussi parmi des *realos* critiques. Finalement, le retrait de Lafontaine engendrait dans la majorité du parti un sentiment de frustration, alors que les *realos* cachaient mal leur joie. En fait, ils pensaient qu'ils auraient dorénavant plus de chances d'imposer leur propre orientation économique néolibérale.

A la suite de la guerre au Kosovo la ligne "réaliste" d'adaptation au rapport de forces existant avait le dessus. Mais en même temps, les restes de la gauche commen-

çaient à rompre avec la logique de coalition et, lors de la préparation du congrès, à se donner leurs propres structures sous la forme d'initiative des « *Grünen de base* ».

Le débat au congrès

Le débat pour le congrès a fait apparaître encore une fois une multiplicité étonnante de positions. Un projet de résolution provenant du Baden-Württemberg, la citadelle de l'aile néolibérale, appuyait la politique du gouvernement, alors que le projet de la présidence fédérale liait l'appui au ministre des affaires étrangères à la revendication d'une suspension des attaques de la part de l'OTAN. Les deux projets étaient caractérisés par l'absence d'une critique plus approfondie à l'égard de l'OTAN. Un contre-projet d'ensemble était présenté par Christian Ströbele, qui en opposition à la ligne des *realos* demandait une trêve unilatérale des attaques de l'OTAN. Par ailleurs, ce texte ne contenait pas d'appréciation des raisons qui avaient poussé les États occidentaux à la guerre. Un projet de gauche plus clair, présenté par des fondamentalistes de Hambourg et de la Basse Saxe, marquait beaucoup de points, mais sans avoir dès le début aucune chance de prévaloir.

Les débats pendant le congrès, de même que beaucoup de discours autour du congrès, n'étaient que des répétitions simplifiées des arguments avancés dans les projets de résolution. Mais à la base des arguments du camp des *realos* il y avait surtout la volonté de sauvegarder la coalition. Pour leur part, Joschka Fischer et Angelika Beer n'ont pas dit un mot sur le fait que l'OTAN a sur le Kurdistan une attitude tout à fait différente de celle adoptée au Kosovo. Les interventions de la gauche étaient meilleures sous plusieurs angles, mais trop centrées elles aussi sur le problème de la discipline de la coalition. Donc, il n'y a eu aucune analyse d'ensemble sur les buts de l'OTAN ou de l'Allemagne. Les réticences de la gauche étaient la conséquence aussi bien d'une insuffisance d'analyse sur le conflit que de l'espoir d'être en état de gagner grâce à une telle attitude. La gauche a été aussi désavantagée du fait que celui qui avait été jusqu'alors son principal dirigeant, le ministre de l'environnement, Jürgen Trittin, a accepté à un tel point la discipline de la coalition qu'il n'a même pas pris la parole en se contentant d'une fonction décorative à la tribune. Malgré tout, le projet de la présidence du parti n'a finalement gagné que par 444 voix contre 318 favorables au projet de Christian Ströbele et d'autres.

Mais la résolution, comme l'on dit, ne

vaut pas le papier sur lequel elle a été écrite. La revendication d'une suspension des bombardements y avait été introduite contre l'avis des *realos* dans le but de s'assurer la majorité. En même temps il était clair pour tous les participants que cette résolution n'aurait aucune influence sur la politique du gouvernement ni même sur la fraction parlementaire des *Grünen*. Voilà une autre nouveauté pour ce parti, qui, à la différence des autres partis représentés, avait toujours fait preuve de la plus grande concordance entre les résolutions et la politique réelle. Maintenant, la fraction au Bundestag a déjà annoncé qu'elle renonce d'avancer la revendication de suspendre les bombardements pour « *ne pas mettre en danger la conclusion des négociations qui sont en train de se dérouler* ». De quelle conclusion s'agit-il, voilà un secret, que de la dite fraction n'a pas l'intention de révéler...

Vers un réseau de gauche ?

La gauche des *Grünen* qui a essuyé une défaite au congrès, a décidé d'organiser une première rencontre le 6 juin pour discuter de la voie à suivre. Il est vraisemblable qu'elle constitue un réseau composé de la gauche verte et d'alternatifs de gauche en dehors du parti. Ce sera l'occasion pour débattre de plusieurs choix en présence, qui vont de la fondation d'un nouveau parti à la création d'un réseau de la gauche qui s'oppose à la guerre. Il est intéressant de noter que jusqu'ici la plupart des *Grünen* de gauche évitent de se poser la question du PDS (2). Puisqu'aucun mouvement anti-guerre d'envergure n'offre une patrie naturelle aux groupes verts de gauche déçus, il pourrait ne leur rester d'autre solution qu'une intégration au sein du PDS.

Pour l'instant, la guerre au Kosovo continue d'être la question la plus importante. Sur ce terrain il y a des possibilités multiples d'un travail commun de la gauche radicale et de la gauche verte. Il existe désormais un malaise qui s'accroît. Face à l'attitude du gouvernement et de l'opposition de droite, la gauche a au moins la possibilité de transformer ce malaise en protestation, en dépit de toutes les difficultés. ■

2. Pour une analyse des positions récentes et des débats au sein du PDS allemand, on se reportera à *Inprecor* n° 429 de novembre 1998 et n° 435 de mai 1999.

"PACTE POUR L'EMPLOI" une mécanique de capitulation syndicale

par
Markus Kroughs*

Au départ, c'était une initiative apparemment audacieuse du président de l'IG Metall, Klaus Zwickel. Après, c'était devenu un passe-partout pour le chantage patronal dans les entreprises. Maintenant, c'est officiellement l'enjeu principal de la crédibilité du gouvernement Schröder, du gouvernement SPD/Bündnis 90/Die Grünen : le "Bündnis für Arbeit", pacte pour l'emploi d'après l'expression courante à caractère purement germano-idéologique, ou pacte social selon la terminologie d'usage dans les autres pays.

Le départ, c'était le 18^e congrès de l'IG Metall fin octobre-début novembre 1995. Après que les décisions importantes eurent été prises par les délégués — favorisant, entre autres, une nouvelle offensive pour la réduction du temps de travail — le président Klaus Zwickel, fraîchement élu, proclama une nouvelle initiative qui revenait à une nouvelle ligne dans le combat contre le chômage de masse :

« Je propose au gouvernement fédéral, aux patrons et à leurs associations un traité mutuel pour la création de postes de travail, un pacte pour l'emploi. Ce pacte nécessite également un apport de notre part. Il s'agit de prendre et de donner. Si les entreprises de la métallurgie, pour les trois années à venir, donnent la garantie de s'abstenir de licenciements classiques ("betriebsbedingte Kündigungen"), de créer 300 000 emplois supplémentaires, d'embaucher 30 000 chômeurs de longue durée et d'augmenter les emplois d'apprentis de 5 % par an, et si le gouvernement fédéral se déclare prêt à conserver les allocations au chômage et les minimas sociaux et à faire payer des amendes aux entreprises qui n'embauchent pas d'apprentis, je vais m'engager à des

conventions collectives avec des augmentations salariales ne dépassant pas le taux d'inflation et incluant des diminutions salariales pour les chômeurs de longue durée nouvellement embauchés. »

Les délégués étaient perplexes. Il semblait difficile de critiquer cette démarche, prononcée en dernière minute en cavalier seul par un président fraîchement élu, dont il ne fallait pas miner au départ l'autorité publique potentielle.

Après coup, la presse faisait la fête à Klaus Zwickel. Pour quelques semaines, les organisations patronales et le gouvernement étaient au pied du mur. « *Les syndicats ont fait un pas en avant* », écrivaient même les journaux conservateurs-libéraux, « *c'est aux organisations patronales de réagir à leur tour. Et c'est au gouvernement d'organiser un rapprochement des partenaires sociaux.* » Par le discours de Zwickel, le mouvement syndical paraissait pour un petit moment « à l'offensive » dans le débat public. Les syndicats étaient devenus tout à coup les bons. Les méchants, c'étaient maintenant les organisations patronales, trop intransigeantes, trop peu disposées à faire des compromis.

Mais cet effet n'était que de courte durée. Le DGB reprit l'initiative de Zwickel à son compte, le gouvernement réagissait vite, les organisations patronales prenaient un peu plus de temps, mais réagissaient également. La « nécessité » du « pacte pour l'emploi » devenait rapidement évidente pour presque tous les participants au débat public. Zwickel lui-même semblait quelque peu surpris. D'après Ingrid Kurz-Scherf, intellectuelle connue liée au mouvement syndical, (dans les *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 4/96) « *la direction de l'IG Metall n'avait pas pensé à une telle réaction médiatique et politique. Pour elle, il s'agissait plutôt de démontrer aux membres à la base et au grand public que le patronat n'est en vérité pas intéressé à amoindrir le chômage de masse et qu'il n'est même pas prêt à des compromis si les syndicats font de sérieuses concessions en matière salariale. Les premières réactions des représentants*



patronaux semblaient donner raison à cette appréciation. »

Le gouvernement Kohl s'était vite appuyé sur l'initiative de Zwickel pour l'instrumentaliser à ses propres fins : obtenir l'acceptation des syndicats pour les prochaines mesures anti-sociales, bien entendu au nom d'une politique visant prétendument à favoriser la création d'emplois. Ainsi, l'initiative de Zwickel — en soi déjà douteuse quant à son contenu et à la manière non-démocratique de son lancement — fût rapidement vidée de tout contenu socialement progressiste. Déjà en janvier 1996, les dirigeants de l'IG Metall relativisaient les « 300 000 emplois à créer en 3 ans » en disant que, s'il n'y avait pas une perte de 100 000 emplois dans la métallurgie en 1996, la part patronale du "pacte" serait déjà remplie !

Le 23 janvier, gouvernement, représentants syndicaux et patronaux réunis à Bonn approuvaient en commun une déclaration intitulée « *pacte pour l'emploi et pour la préservation du lieu de production Allemagne ("Standortsicherung")* ». Pour la première fois dans l'histoire de la RFA, les syndicats avaient signé un document annonçant des mesures antisociales d'austérité : élévation de l'âge du départ à la retraite par étapes, abaissement d'une partie des allocations de chômage, critères plus sévères pour les chômeurs en matière d'acceptation d'emplois mal payés, etc. En plus, le document cité est une acceptation des dogmes néolibéraux, et donc il s'agit d'une concession de taille des directions syndicales à l'idéologie de la "pensée unique" : pour « *la croissance* » tout court, pour l'abaissement « *des coûts salariaux* » (!), pour des mesures créant un meilleur cadre « *pour les investissements*

* Markus Kroughs est rédacteur du bimensuel *SoZ, Sozialistische Zeitung*. Les photos de cet article illustrent les mobilisations dans la métallurgie lors du renouvellement des conventions collectives en février 1999. Elles sont tirées du tract *Metallpress Hanau/Fulda*.

(privés) », pour « un nouvel esprit entrepreneur et créateur d'entreprises », pour « la discipline budgétaire », pour une « part croissante d'initiative privée en matière de protection sociale » etc., et le tout dans une vision étroitement « nationale » de lutte « allemande » dans le cadre de la concurrence internationale. La seule « concession » des organisations patronales et du gouvernement était la vague profession de foi de « réduire le chômage de masse de 50 % jusqu'à l'an 2000 » (une promesse vide de tout contenu). La signature par les directions syndicales d'un tel document était une « véritable capitulation idéologique », comme le précisait notre camarade Hermann Dierkes, délégué d'entreprise et responsable syndical de l'IG Metall dans le secteur acier à Duisburg (SoZ-Magazin printemps 1996). La suite lui a donné raison. Mais déjà le 25 janvier 1996, *Handelsblatt*, un journal défen-



dant traditionnellement les intérêts patronaux, triomphait : « Les syndicats ont donné leur appui à des mesures positives d'une manière dont on ne pouvait pas rêver il y a quelques années. Il n'y avait même pas de cris pour de chers programmes de conjoncture keynésiens. Avec leur signature, les syndicats se déclarent prêts à accepter de telles mesures sans grèves, sans démonstrations et sans les grognements usuels... »

Il devint vite clair qu'il n'y aurait pas de mesures concrètes patronales ou gouvernementales créant des emplois. Les représentants des associations patronales affirmaient (non sans raison) qu'ils n'avaient pas d'emprise sur les décisions d'embauche des directions d'entreprise. Les directions syndicales argumentaient pour une réduction des heures supplémentaires, mais même à cela il n'y eut pas de réponse positive des patrons. Que faire ? « Il faut transporter le "pacte pour l'emploi" dans les entreprises », répondait Walter Riester, vice-président de l'IG Metall (et aujourd'hui ministre du travail dans le gouvernement Schröder) déjà fin 1995. Mais il ne s'agissait de rien d'une promesse, c'était plutôt une menace ! Car la réalité du "Pacte pour l'emploi" depuis le début de l'année 1996, c'est la "discipline salariale" des syndicats sans aucune contrepartie

patronale en matière d'emplois, combinée à une multitude de "pactes pour l'emploi" entreprise par entreprise - ce dernier processus se prolonge jusqu'aujourd'hui et apparemment au delà. Ces "pactes pour l'emploi" ne sont en réalité que des concessions aux patrons faites par les délégués d'entreprises : paiements en-dessous des tarifs officiels, abolition d'acquis spécifiques d'entreprises données dépassant les tarifs officiels, non-paiement des gratifications de Noël, plus de flexibilité en matière de temps de travail, etc., et en contrepartie, des promesses vagues « de ne pas licencier massivement pendant un an », « de préserver le "Standard" de telle ou telle partie de l'entreprise », « d'investir dans la production » (comme notamment chez Ford à Cologne), etc.

En mars 1996, le gouvernement adopte un nouvel ensemble de mesures antisociales, faisant largement écho à la déclaration commune avec les associations patronales et les syndicats. Se développe alors une agitation sociale en dehors des sphères contrôlées par les appareils traditionnels. De part et d'autre, dans un grand nombre de villes, se multiplient des unités d'action incluant parfois des directions syndicales locales et toujours un bon nombre de militants syndicaux, il y a des manifestations de colère sociale, dirigées contre la politique



anti-sociale du gouvernement Kohl. Souvent, ce sont des petits groupes de militants d'extrême gauche qui en sont à l'initiative. Le 1^{er} mai de cette année 1996, dans de nombreuses villes également, les orateurs officiels du DGB se font siffler, se retrouvent confrontés à une critique ouverte articulée par des banderoles ou slogans criés non pas par des petits groupes en marge des manifestations, mais par de fortes minorités ou même par la majorité des manifestants présents. La critique du *Bündnis für Arbeit* et l'exigence de mobiliser contre les mesures du gouvernement Kohl étaient au coeur des critiques articulées par des gens en colère souvent sans aucun lien antérieur avec les différentes petites forces de la gauche radicale. Dans quelques villes, notamment à Berlin avec sa tradition des « démonstrations

révolutionnaires du 1^{er} mai », les rassemblements officiels du DGB se trouvaient majorés par des mobilisations de forces d'extrême-gauche ou parfois plutôt ultra-gauches du courant "autonome".

Dans ce climat se forgeait un comité d'action au niveau fédéral à l'initiative de petites forces socialistes-révolutionnaires incluant des représentants régionaux du PDS et quelques représentants syndicaux locaux appelant à exprimer la colère sociale le 15 juin à Bonn. Après un premier temps d'information, de coordination et de mobilisation, cette « unité d'action pour le 15 juin » parvenait à mobiliser quelques 15 000 manifestant(e)s en vue du 15 juin 1996.

Les directions syndicales du DGB avaient vite compris que cela signifierait leur constater une place dans la réalité sociale qu'il vaudrait mieux défendre. Après un premier temps d'hésitation et de dénonciation, le DGB, très officiellement, proposa l'action commune au comité, la mobilisation commune pour le 15 juin ! Comme on pouvait le lire dans les journaux de tous les pays européens, ce 15 juin à Bonn, il y eut 350 000 manifestants.

Bien entendu, le DGB réussit à marginaliser les forces de la gauche radicale et à dominer largement le caractère des discours et des slogans. Le contenu principal de la manifestation était la protestation contre le gouvernement Kohl. Il faut un autre gouvernement — sous-entendu : un gouvernement à majorité social-démocrate, et ceci par le moyen traditionnel des élections parlementaires.

Il est vrai qu'après cette journée de mobilisation il y eut encore des luttes syndicales significatives, soit pour le paiement des congés maladie à 100 % (où, par exemple, la direction de l'IG Metall, après avoir dit oui à un mauvais compromis avec le gouvernement, se voyait contrainte par la base de



prendre la tête d'un mouvement de grèves d'avertissement finalement plus ou moins victorieux), soit dans le cadre de négociations des conventions collectives en matière salariale, où la base syndicale poussait également souvent à des actions plus massives que prévu par les directions. Klaus Zwickel, déçu par l'attitude des directions patronales

Allemagne

et du gouvernement Kohl, lançait aussi le slogan de la « *fin de la modestie* » et d'une politique tarifaire à nouveau « *redistributive* ». Mais tout ceci n'a jamais brisé la dynamique des concessions entreprise par entreprise sous l'appellation plus que douteuse de « *préservation d'emplois* ».

Il est vrai aussi que le gouvernement Kohl (encouragé par des succès électoraux conservateurs et libéraux au niveau des Länder au printemps 1996 et par la déclaration compromettante pour les syndicats que nous avons citée) avait vite rompu les négociations du "*Bündnis*" au niveau fédéral. Le résultat contradictoire était la combinaison d'une défaite idéologique et morale du mouvement syndical, où la base ne comprenait plus ce qui était tactique et ce qui était position de principe et se voyait de plus en plus en proie à l'idéologie néolibérale, et une offensive politico-électorale des syndicats argumentant maintenant presque ouvertement pour un vote contre le gouvernement Kohl, coupable d'avoir fait couler le "*Bündnis für Arbeit*" au niveau fédéral. Heiner Geissler, vieux dirigeant chrétien-démocrate lié à l'aile des salariés organisés dans le CDU, résumait après les élections fédérales : « *La fin du Bündnis était le début de la fin du CDU comme parti gouvernemental* ».

Les directions syndicales, avec toujours Klaus Zwickel et ses conseillers, argumentaient maintenant pour un "pacte pour l'emploi" qui matérialiserait une alternative de fond au néolibéralisme, au « *capitalisme pur* », une alternative aussi au nouveau dogme que « *la politique* » dans l'ère de la mondialisation ne peut plus rien faire, puisque tout est dicté par les lois du marché.

La direction du SPD, avec le très pragmatique Gerhard Schröder comme candidat à la chancellerie et avec un Oskar Lafontaine plus traditionnellement social-démocrate et néo-keynésien comme chef de parti (ayant démissionné comme on sait maintenant sous la pression du grand capital), réussissait à convaincre une majorité des électeurs que le SPD pourrait en même temps gagner la confiance du patronat et sortir de l'impasse

du « *capitalisme pur* » par une politique de concertation et de conciliation des intérêts des principaux acteurs sociaux. La promesse d'un renouveau du "*Bündnis für Arbeit*" au niveau fédéral était au cœur du dispositif. Gerhard Schröder déclarait — et déclare toujours — qu'une réussite substantielle dans la lutte contre le chômage de masse est le critère principal pour la réussite de sa politique et de son gouvernement tout court. L'idée d'une politique basée sur la concertation systématique des principaux acteurs sociaux a cela de sympathique qu'elle peut signifier la fin du style politique largement autocrate de l'ère Kohl. D'autre part (comme écrivent Richard Detje et Otto König — dirigeants syndicaux représentant une partie de l'aile gauche de l'appareil syndical) dans la revue Sozialismus (d'avril 1999), on peut appeler cela aussi une conception « *corporatiste* », où la base a encore moins d'influence, puisque tout se règle par des négociations entre quelques dirigeants syndicaux, patronaux et gouvernementaux.

Une référence importante en Allemagne, reprise fortement par le gouvernement Schröder, c'est le « *modèle néerlandais* ». On nous dit qu'aux Pays Bas il a été possible à la fois de renforcer l'économie dans le cadre de la concurrence internationale et d'amoinrir le chômage, et tout cela dans le consensus général appuyé à la fois par les syndicats et par les organisations patronales. Ce qu'on explique moins, c'est le prix payé pour cela par les salariés, à commencer par les secteurs les plus faibles dans leurs rangs ! L'amoinrissement du chômage par ces méthodes-là ne se fait pas par la création d'emplois, mais par une augmentation de la flexibilisation et des emplois précaires, du temps partiel, etc. Mais le principal

continuité de la capitulation idéologique, puisque l'idée de la création d'emplois est donc liée à l'idée concurrentielle d'améliorer encore plus la « *compétitivité* » de « *notre économie* », de « *nos entreprises* » (privées), de « *nos* » patrons... Il n'est pas surprenant que les premières négociations n'aient, une fois de plus, rien apporté en matière de concessions aux salariés ou en matière de création d'emplois, sauf des professions de foi — reprenant largement les « *arguments* » patronaux pour l'amoinrissement des coûts sociaux et des charges fiscales. L'abaissement des charges fiscales pour les entreprises (qui figurait déjà, il est vrai, dans le programme électoral du SPD et dans celui des Grünen également) étant la seule mesure réelle fixée dans les résultats des négociations et rapidement mise en pratique par l'initiative législative des partis gouvernementaux !

Ce que le gouvernement Schröder veut à plus long terme, c'est une institutionnalisation systématique du "*Bündnis für Arbeit*", ce qui rappelle un peu l'institutionnalisation totale des rapports des grands acteurs sociaux dans le style autrichien des "*Arbeitskammern*", mais là aussi la référence principale est le modèle néerlandais du "*Stichting van Arbeid*". L'objectif, c'est la création d'un "*Institut du Travail*" dont la direction serait formée par les présidents des



aspect qui est attirant pour les dirigeants sociaux-démocrates, c'est justement la "discipline" des directions syndicales acceptant cette logique et perdant petit à petit ce qui leur restait de potentiel contestataire.

Le nouveau "*Bündnis für Arbeit*" instauré par le gouvernement Schröder s'appelle maintenant "*Bündnis für Arbeit und Wettbewerbsfähigkeit*". Cela traduit la

associations patronales, par le chancelier et quelques uns de ses ministres, par les principaux dirigeants du DGB et des plus grands syndicats en son sein ainsi que par les présidents des principales associations sociales. Comme structure opérationnelle en-dessous de cela il y aurait un "*Steering Committee*" avec des permanents dirigeants des associations mentionnées et des secrétaires d'Etat. Une structure qui travaille d'ailleurs déjà et qui s'est organisée en huit groupes de travail, incluant aussi des professeurs d'université comme Streeck (Institut Max Planck, Cologne) ou Heinze (Université de Bochum) liés traditionnellement au ministre et à la chancellerie, Bodo Hombach, un socialdémocrate très voué aux "vertus" de l'économie marchande, partisan d'un socialdémocratisme à la Tony Blair.

Dans la presse de la IV^e Internationale il n'est très probablement pas nécessaire de souligner que les salariés n'ont rien à gagner à la collaboration des directions syndicales dans une telle institution. Mais il est peut-être intéressant de voir comment jugent Detje et König, qui eux ne s'opposent pas de manière principale à une politique de concertation, mais qui défendent quand-même une certaine capacité d'action autonome des syndicats (dans l'article cité de la revue *Sozialismus*) :

« Si les syndicats participent à un tel pacte institutionnalisé, la deuxième initiative de Klaus Zwickel — de forger un pacte comme projet de réforme sociale — est une faillite : Projeter de la lumière dans le sens proclamé par lui sur des alternatives économiques et sociales au capitalisme de la *shareholder value* n'est presque pas possible au

tent isolées et ritualisées. Le débouché politique faisant défaut, puisque le gouvernement "rouge-vert" est installé, l'institutionnalisation de la concertation sociale devient un débouché en soi, un très mauvais débouché, qui est systématiquement alternatif à une conception basée sur la mobilisation et sur la mise en pratique de la solidarité des salariés et des exclus par en bas, par l'action commune.

Mais dans l'appareil syndical, surtout

de vérité dans ces arguments. Cette vérité est surtout concurrentielle. Si, dans un pays



sein d'un pacte de corporatisme institutionnalisé. Une stratégie double ("Doppelstrategie") au sein d'un pacte — campagnes d'explication et de contre-mobilisation dans la rue ne serait possible qu'avec des compromis ponctuels sur certains points précis ... mais pas au sein d'un institut qu'on a co-créé soi-même. »

Il est vrais que certains représentants du patronat continuent à dénoncer la « sauce consensuelle » (Olaf Henkel) du « *Bündnis für Arbeit* ». On peut dénoncer leur "radicalisme" patronal. Mais ceci ne doit pas amener des syndicalistes de combat à défendre la participation des directions syndicales au « *Bündnis* ». Il ne faut pas oublier que les directions syndicales, en Allemagne, pourraient changer le rapport de force social général en quelques jours, s'ils se décidaient à mobiliser sérieusement et de façon conjointe pour faire valoir les intérêts des salariés, pour imposer des programmes d'investissements publics sociaux, une réduction légale du temps de travail, la défense des acquis sociaux, l'arrêt des privatisations, etc. Mais de fait ils font tout à chaque coup pour que les luttes qui existent (comme tout récemment à l'occasion de la négociation des conventions collectives dans le secteur public, dans le secteur des banques...) res-

sent les arguments principaux des protagonistes de cette ligne ?

1) Le "capital humain". Il y aurait un intérêt commun de tout le monde à former et à qualifier systématiquement la force de travail. Mieux on est formé, mieux on gagne sa vie, plus facilement on trouve du travail convenablement payé, et - pour les patrons - mieux on peut s'appuyer sur un savoir-faire développé de "ses" salariés. Donc il doit y avoir des possibilités d'harmoniser l'intérêt pour des programmes de formation systématique et pour des stratégies de création d'emplois et de politique salariale orientées par le dénominateur commun de la plus grande productivité.

2) La "paix sociale". La conservation de la "paix sociale" serait en soi également un facteur productif, puisqu'elle garantit un cadre sûr et calme pour les investissements. Si on économise les coûts de conflits sociaux, tout le monde en profite.

3) La "mondialisation". Elle implique, dit-on, la nécessité de se concerter et de coopérer y compris au niveau international. Or cela présuppose la collaboration de tous les acteurs principaux. L'alternative à cela serait justement la jungle du "capitalisme pur".

Il faut bien comprendre qu'il y a un fond

riche industrialisé donné, la force de travail est très bien formée, si les conflits sociaux sont bien maîtrisés, si les grands patrons et les gouvernements de ces pays se concertent en incluant dans cette concertation les directions syndicales, la possibilité de réaliser des profits au détriment des plus pauvres et des plus faibles s'agrandit effectivement. Et il ne faut pas recourir à la catégorie d'"aristocratie ouvrière" (Lénine) pour voir que dans ce cadre toute une couche de salariés pourrait conserver un niveau de vie plus ou moins confortable, surtout comparé à la situation des plus défavorisés !

Ceci dit, le caractère idéologique des arguments cités saute quand-même aux yeux.

La réalité au niveau des entreprises et au niveau des programmes gouvernementaux, depuis les années 80, n'a pas beaucoup à voir avec une prétendue valorisation du "capital humain". Où sont les « cercles de qualification », où est le « travail en groupe », où est « l'humanisation de la production », « l'après-fordisme » si souvent cité ? Des bouleversements au sein de la production ont effectivement eu lieu, mais la couche salariale hyper-qualifiée n'est ni plus grande que l'ancienne couche qualifiée en partie détruite, ni mieux payée, mais souvent moins bien protégée, et son travail reste un travail très aliéné (programmeurs par exemple). La logique du *shareholder value* est justement une logique à court terme, pas à long terme. Elle tend à épargner des coûts, non à investir dans un avenir qui est en dehors de l'horizon des actionnaires. Et la logique de la politique d'austérité fait que les investissements publics en matière de formation apparaissent comme des frais inutiles. La réponse patronale à cela, c'est en dernière analyse la formation d'une petite élite dont les patrons des grands trusts financent et contrôlent eux-même la qualification, tandis que l'enseignement public général s'appauvrit.

La "paix sociale" n'est pas en soi encore un "facteur productif" dans le sens des pro-

Allemagne

fits. Ce qui est bon pour les profits, c'est justement le chômage de masse qui exerce une pression terrible — sur celles et ceux qui ont encore un emploi et sur celles et ceux qui en cherchent un — pour leur faire accepter des salaires plus bas et des conditions de travail plus mauvaises. Si la concurrence entre les salariés s'amointrit par un chômage moins



massif, ils se défendent mieux, même au niveau individuel ! Là encore donc, il y a peu de place pour le fameux "intérêt commun" des salariés et des patrons.

L'argument pour la coordination et la concertation au niveau international serait bon si on commençait soi-même à se coordonner en tant que mouvement syndical pour agir au niveau international. La coordination patronale et gouvernementale des dernières années avait (et a toujours) comme but principal la dérégularisation, le combat contre les "obstacles aux investissements", et ce sont les droits élémentaires des salariés et des défavorisés, ce sont des acquis de civilisation qui sont dénoncés comme "obs-

taclés".

Est-il si difficile à comprendre que le critère de la "compétitivité" de l'économie nationale est un obstacle majeur à la coordination de l'action syndicale commune au niveau international ? Déjà l'argument de la compétitivité de l'entreprise fait que les salariés se retrouvent pieds et poings liés face à leur patron en particulier et face au patronat en général. Chaque mesure améliorant leur niveau de vie ou leurs



conditions de travail risque de miner cette compétitivité — sauf si on réussit à généraliser les acquis. Sans cela, même la création de syndicats n'aurait jamais eu un sens. Voilà donc le contre-argument décisif : généraliser les acquis, y compris au niveau international, à commencer par le niveau européen, sans en rester là !

L'argument compétitif est aussi idéologique dans le sens d'une exagération intéressée. Il n'est pas vrai que le capital productif soit devenu tellement mobile qu'il peut "fuir" de façon substantielle les pays industrialisés riches. La grande majorité des profits industriels se réalise au sein de ces pays (la privatisation de services n'y change rien, puisque le profit à tirer par exemple dans des secteurs comme la poste ou la distribution d'eau sont liés au territoire donné) se basant sur les capacités du marché national (ou européen), et la part d'échanges internationaux se situe dans le commerce entre ces pays riches. Les

concessions au patronat ne font pas croître le niveau de vie de la majorité des salariés dans les pays riches.

Le grand problème pour le mouvement syndical, c'est que sa capacité d'action, sa force potentielle vis-à-vis du patronat se trouvent peu à peu minées, même en Allemagne avec son taux d'organisation tellement élevé. La stratégie patronale vise à faire reculer le poids des conventions collectives générales au profit de conventions négociées entreprise par entreprise, en utilisant comme solution transitoire des « clauses d'ouverture » dans les conventions générales. En même temps, les directions d'entreprise s'attaquent à la "Mitbestimmung" allemande — par exemple en divisant les entreprises artificiellement en une multitude de "sous-entreprises", soit-disant indépendantes, pour ne pas devoir appliquer les lois sur la "Mitbestimmung" — qui n'est pas seulement un système de concertation, mais qui implique quand même aussi certains droits des délégués d'entreprise de contredire des décisions patronales !

L'idéal de la vision patronale, c'est le contrat individuel négocié avec chaque salarié isolé. C'est comme cela que le capitalisme a commencé, et c'est le retour à ce capitalisme sauvage qui est le rêve des combattants néo-libéraux ! Le facteur objectif sur lequel ils s'appuient, s'est non seulement le chômage de masse de longue durée, mais aussi la multiplication d'emplois précaires, tout ce qui mine la force et la solidarité potentielle des exploités.

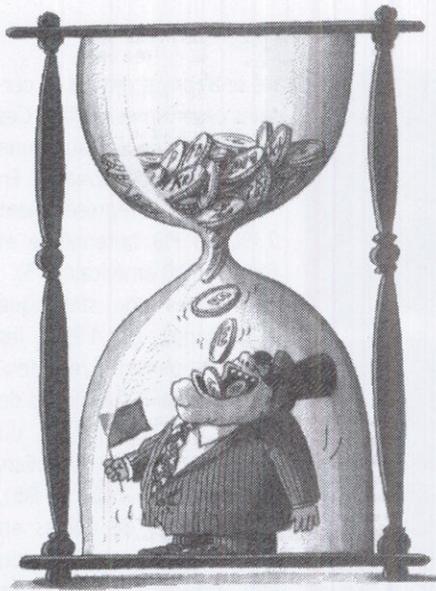
Les directions syndicales subissant le poids de l'offensive néo-libérale tendent à accepter les clauses d'ouverture et la création de nouveaux secteurs légalement mal payés et mal protégés, toujours au nom de la lutte pour la création d'emplois et avec l'argument que, si on ne fait pas de telles concessions, les patrons quitteraient en masse leurs associations, et au lieu du mauvais il y aurait du pire. C'est dans le "Bündnis für Arbeit und Wettbewerbsfähigkeit" que les nouvelles vagues de concessions au patronat naissent. C'est aux syndicalistes de combat à se coordonner et à s'organiser — y compris au niveau international — pour mieux pouvoir se dresser contre cette logique et pour forger un autre pacte — un pacte de solidarité des victimes de cette logique. ■

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.
K. MARX

librairie
La Brèche

8, rue de Romainville, 75019 Paris
tél : 01 42 38 04 14
fax : 01 42 38 27 51
ouvert : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h
métro Nation

vente par
correspondance
Paris, province,
étranger : envoi
gratuit



par
Denis Horman*

« **L**a mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les Etats souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers (...). Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant »

Cet extrait de la plate-forme ATTAC (1) éclaire les raisons profondes du sursaut citoyen qui nourrit la dynamique de ce mouvement international. Il pose la nécessité d'une redistribution massive des richesses pour mener à bien des politiques sociales. Il met l'accent sur la mobilisation sociale, condition indispensable pour que le politique reprenne le dessus, pour ne pas laisser aux pouvoirs économiques et financiers l'entière liberté de dicter notre vie.

Un sursaut d'indignation

Les raisons de cette mobilisation citoyenne dans le mouvement international ATTAC, et qui va bien au-delà des couches militantes habituelles, sont à chercher avant tout dans une réalité quotidienne de plus en plus intolérable, inacceptable.

Difficile en effet d'accepter une société où l'augmentation continuelle et la concentration des richesses dans les mains d'une poignée de personnes vont de pair avec la

« Désarmer » les marchés financiers

précarité, la misère et les exclusions de toute nature ! Difficile de soutenir un système incapable de satisfaire les besoins sociaux fondamentaux, mais qui "investit" une part importante des profits, issus de l'exploitation de la force de travail, dans la spéculation financière, les paradis fiscaux ou qui s'adonne à la criminalité financière organisée ! Difficile de rester de marbre devant un marché financier mondialisé, libéralisé, déréglementé, qui peut en un délai très bref précipiter dans le chaos la vie économique et sociale de près de la moitié de l'humanité — en Asie, en Amérique latine, en Russie, etc. — et, par ricochet, la planète entière ! Difficile d'accepter l'explosion de la dette publique au Sud et au Nord, gonflée par des taux d'intérêts exorbitants et la défiscalisation des revenus du capital !

Une intolérable concentration des richesses

Jamais, l'humanité n'a disposé d'autant de ressources et de moyens techniques pour résoudre ses problèmes de survie et de bien-être. Au cours des cinquante dernières années, le revenu mondial (en termes de PIB réel) a été multiplié par sept et le revenu par habitant (en termes de PIB par habitant) a plus que triplé (2).

Mais, en même temps, le processus de régression sociale et de paupérisation s'est accéléré. Depuis sa première parution en 1990, le *Rapport mondial sur le développement humain* a confirmé, par une série d'informations accablantes, ce paradoxe à première vue incompréhensible. Ce Rapport annuel, faut-il le rappeler, émane d'un organisme officiel de l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Ainsi, le Rapport 1998 du PNUD signale que, dans une centaine de pays "en développement", le revenu par habitant est inférieur à ce qu'il était il y a dix, vingt, voire trente ans. En clair, précise James Gustrave Speth, administrateur du PNUD, « près de 1,6 milliard d'individus vivent plus mal qu'au

début des années 80 » (3).

Ce processus de paupérisation se confirme également au Nord, dans les pays industriels avancés. Ainsi, « aux Etats-Unis, plus de 47 millions de personnes n'ont pas d'assurance maladie » (4). « Dans l'ex-bloc de l'Est européen, à la suite de la réintroduction du capitalisme, le taux moyen de pauvreté absolue pour l'ensemble de la région, fixé à quatre dollars par jour, est passé de 4% en 1988 à 32% en 1994. Il a donc été multiplié par huit. Le nombre de pauvres est passé de 14 millions à 119 millions. Parmi ces pauvres, 60 millions vivent en Russie » (5).

L'Europe des Quinze, avec ses 60 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté, ses 20 millions de chômeurs et plus de 5 millions de sans abris (6), présente le même constat accablant.

Il y a toutefois plus choquant encore : c'est le contraste entre la concentration de plus en plus grande des richesses dans les mains d'une poignée de personnes, de groupes financiers et industriels et l'extension de la précarité, de la misère.

Ainsi, toujours selon le Rapport du PNUD 1998, la fortune des trois personnes les plus riches du monde dépasse le Produit intérieur brut (PIB) cumulé des quarante-huit pays "en développement" les plus pauvres. Selon

* Denis Horman, journaliste, est notamment auteur de *Une clause sociale pour l'emploi et les droits fondamentaux ?*, éd. Luc Pire/CETIM, Bruxelles 1996.

1. ATTAC, association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, a été créée en juin 1998, à l'initiative du *Monde Diplomatique*. Elle rassemble des personnalités, des associations, organisations syndicales et différentes publications. ATTAC est déjà implantée dans plusieurs pays européens (France, Italie, Espagne, Grèce, Suisse, Autriche, Irlande, Belgique...) et au-delà (Canada, Brésil...).

2. *Rapport mondial sur le développement humain*, 1994, p.37.

3. *Le Monde* du 11 octobre 1996.

4. *Rapport du PNUD* 1997, p.31.

5. *Idem*, p. 37.

6. Marches européennes contre le chômage, la précarité, les exclusions, le racisme; documents : Assises européennes de Bruxelles des 22 et 23 février 1997 et Appel syndical pour manifester le 29 mai 1999 à Cologne.

le même rapport, la satisfaction des besoins essentiels de l'ensemble des populations des pays en développement (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, éducation, santé, gynécologie, obstétrique) est estimée à 40 milliards de dollars par an, soit 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales.

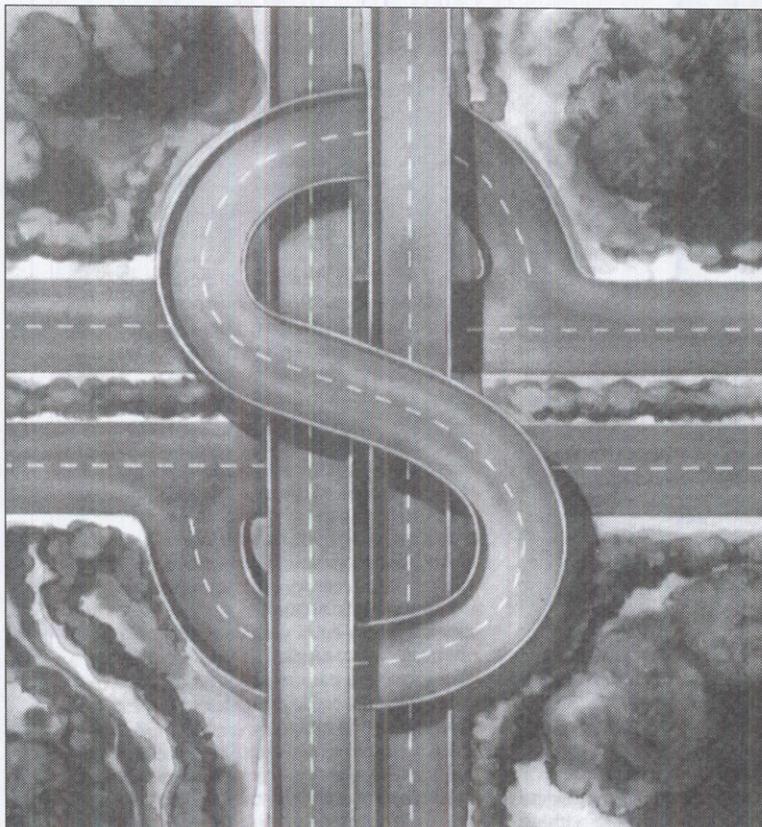
En France (7), en Belgique (8) et dans bien d'autres pays de l'OCDE, 10% des ménages détiennent plus de 50% de la fortune, des patrimoines mobiliers et immobiliers.

Les données, établies à partir d'un échantillon des principaux pays industrialisés pour lesquels les statistiques de l'OCDE sont disponibles et portant sur la période 1960-1996, montrent le rétablissement du taux de profit des entreprises à des niveaux comparables à ceux d'avant la crise des années 1974 et suivantes (9).

Pourtant, ces mêmes pays connaissent aujourd'hui des conditions de travail et de revenu de plus en plus dégradées, l'extension de la précarité et des discriminations sociales, une paupérisation grandissante !

Une spéculation financière aux effets dévastateurs

Aujourd'hui, le volume moyen des transactions quotidiennes sur le marché des changes internationaux s'élève pratiquement à 2 000 milliards de dollars. C'est environ cent fois plus que le montant quotidien de biens et services. Dans les années 70, le volume mondial de ces transactions quotidiennes se situait entre 10 et 20 milliards. Il est passé à 80 milliards en 1980, à 500 milliards en 1990 et a donc été multiplié par quatre depuis le début de la décennie (10). Seulement 7% à 8% de ces transactions monétaires correspondent à des règlements commerciaux ou servent de véhicule pour des transferts de capitaux destinés à des investissements productifs. En 1995, le montant total du commerce mondial de marchandises et de services a correspondu au montant de seulement trois jours et demi des transactions sur les marchés des changes (11). En d'autres termes, plus de 90% de ces transactions servent à des opérations spéculatives sur les monnaies.



C'est un marché d'échanges (opérations d'achat suivies de revente) de court terme, à la recherche du profit maximum. D'après les données de la Banque des règlements internationaux (BRI), 82% de ces opérations ont une durée de vie inférieure à sept jours et 43,5% une durée inférieure à deux jours (12).

Un autre grand chantier spéculatif s'est également construit sur les fameux produits dérivés (13), à l'origine de nombreux scandales financiers. L'exemple le plus spectaculaire a été la faillite de la banque Barings de Londres au printemps 1995, à la suite de spéculations sur l'évolution de la Bourse de Tokyo par sa filiale qui ont mal tourné.

Ces "marchés dérivés" se sont à leur tour considérablement développés. Leur encours atteignait, fin 1995, cinquante fois l'équivalent du produit intérieur brut (PIB) américain (14).

Qui sont les principaux acteurs de la spéculation financière, sur les marchés financiers ? Qui sont ces investisseurs dits "institutionnels", ou encore "zinzins", comme les appellent les chroniqueurs financiers branchés ? A côté des grandes compagnies d'assurances et banques multinationales, à côté des fonds de placements collectifs surtout aux Etats-Unis (money market funds ou mutual funds), à côté de quelques dizaines de grandes entreprises industrielles multinationales, on trouve également les fonds de pension privés, nés du placement des capitaux liés au financement des retraites dans

les entreprises privées et certains organismes publics. Ces fonds ont pris eux aussi une ampleur impressionnante. En 1993 déjà, ils représentaient 73% du PIB britannique et 68% du PIB américain (15).

D'après une statistique européenne de 1996, les fonds de pensions représentent près de 100 milliards de dollars en France (6,3% du PIB), 340 milliards de dollars en Allemagne (14% du PIB), 848 milliards de dollars en Grande-Bretagne (74% du PIB), 366 milliards de dollars aux Pays-Bas (92% du PIB), 30 milliards de dollars en Irlande (43% du PIB) et 11 milliards de dollars en Belgique (4% du PIB). Pour l'Europe des Quinze, les montants sont de 2 000 milliards de dollars, soit 22% du PIB européen (16).

Les fonds de pension et les fonds de placement américains ont accumulé une telle puissance financière qu'ils sont poussés à accroître notablement la part de leurs investissements internationaux. Ainsi, détiennent-ils, selon les mois, entre

7. *Alternatives Economiques*, fiscalité, une réforme incomplète, n°162, septembre 1998, pp. 18-21.

8. Koen Rademaekers et Jef Vuchelen, *Les patrimoines des ménages belges, 1992-1997*, Bulletin de documentation du Ministère des Finances, septembre-octobre 1998.

9. Les principaux pays en question sont : les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Suisse. cf. Michel Husson, *Après l'âge d'or, Sur le Troisième âge du capitalisme*, in *Le Marxisme d'Ernest Mandel*, sous la direction de Gilbert Achcar, *Actuel Marx Confrontation*, Presses Universitaires de France, pp. 49-78.

10. *Alternatives Economiques*, n°163, octobre 1998.

11. F. Chesnais, *Tobin or not Tobin, une taxe internationale sur le capital*, éd. L'Esprit Frappeur, 1999, p.53.

12. Ibid.

13. Appelés ainsi, car leur valeur évolue en fonction de celle de l'action, de l'obligation, de la devise, de la matière première, etc. sur laquelle ils s'appuient.

14. Voir René Passet (président du conseil scientifique d'ATTAC), *En amont de la crise financière, un système contre nature*, Document ATTAC.

15. Ibid.

16. J-F. Ramquet, *Les principaux acteurs dans la spéculation financière*, la Fondation André Renard, Liège, 1998.

35% et 40% de la capitalisation boursière française (17). Les fonds de pension américains et irlandais détiennent par exemple la majorité de l'entreprise Usinor.

Ce que l'on a soigneusement caché aux citoyens, c'est que ces fonds ne garantissent en rien la stabilité et le montant des retraites, puisqu'ils dépendent essentiellement du "bon fonctionnement" des marchés, des placements financiers, de l'exploitation maximale des travailleurs actifs et de la captation de la richesse produite dans les pays dits "émergents". Ainsi, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le capital financier est parvenu à faire en sorte que d'anciens salariés dépendent, pour le niveau de leurs retraites, de la férocité avec laquelle sont exploités leurs camarades de travail (18).

Les gestionnaires des fonds de pension, introduits dans les conseils d'administration des entreprises, leur imposent des impératifs de rentabilité immédiate, et certains vont jusqu'à publier des "listes noires" de sociétés ne servant pas suffisamment de dividendes à leurs actionnaires (19).

Mécanismes de la dette publique et capital rentier

Les grands opérateurs financiers investissent une part croissante de leurs actifs dans les titres de la dette publique (titrisation de la dette) des Etats des grands pays industrialisés, comme dans ceux des pays du Tiers Monde, qui ont atteint un certain niveau de développement industriel et qui sont les principaux pays endettés en chiffres absolus.

Ainsi, sur la base de données de l'OCDE, sept pays du Tiers Monde, parmi les plus importants et les plus endettés, avaient déjà en 1995 plus de 50% de leur stock de dette détenus par les marchés financiers (20).

Davantage encore dans les pays du Nord

les plus industrialisés — Etats-Unis en tête — les placements sous forme de titres de la dette publique et d'obligations émises par les Etats sont une source de revenus de plus en plus appréciée par les "acteurs institutionnels", en particulier par les fonds de pension.

Dans la première moitié des années 90, ces placements ont représenté 20% à 25% des actifs des fonds américains et environ 15% de ceux des fonds britanniques. Le marché obligataire public est le compartiment le plus actif et internationalisé de la place de Paris. Avec des variations importantes de mois en mois, entre 20% et 40% de la dette française ont été détenus par les fonds étrangers au cours de cette décennie (21).

Dans un contexte de crise financière, le rendement des titres de la dette publique, plus bas que celui des actions (titres d'entreprises) s'avère cependant très avantageux et surtout sûr. Les gouvernements de pays capitalistes avancés sont considérés comme les débiteurs les plus fiables au monde (22). Au dire même du Fonds monétaire international, les marchés des titres de la dette publique (marchés obligataires publics) sont la "pierre angulaire" de la mondialisation financière.

En fait, le marché des titres de la dette publique est le mécanisme le plus solide de transfert de richesses de certaines classes et couches sociales et de certains pays vers d'autres.

La dette publique est surtout un transfert massif du surproduit social créé par les salariés, les petits producteurs, une ponction importante sur les revenus des travailleurs et allocataires sociaux au profit du capital rentier.

Un mécanisme subtil pour les possédants ! Les gouvernements taxent de moins en moins lourdement le capital et les revenus élevés. Pour financer les finances publiques, ils empruntent à ceux-là mêmes qu'ils ne veulent plus taxer. Et comme ils contractent ces emprunts à des taux d'intérêts supérieurs à ceux de l'inflation et de la croissance, la dette se reproduit mécaniquement d'année en année.

Le capital financier bénéficie d'un flux régulier, reproduit d'année en année, de richesses "soustraites" sur le pouvoir d'achat de ceux sur lesquels pèse tout le poids de la fiscalité. En effet, le poids principal de la charge des impôts, et donc de la dette et de ses intérêts, est porté par les travailleurs, les allocataires sociaux, les couches déjà les plus précarisées et appauvries des populations au Nord comme au Sud.

Ce système de cocagne, où les gouver-

nements aident les rentiers à placer leur épargne avantageusement plutôt que de taxer la richesse, est fortement encouragé par les grandes institutions financières (FMI, Banque mondiale) et économiques internationales (OMC, OCDE...). Dans un rapport de 1997, l'OCDE en a pris allègrement son parti : « *En raison de la mobilité accrue des investissements fixes et des investissements financiers, il peut se révéler nécessaire d'alléger la taxation des revenus du capital. Ainsi, la majeure partie de la charge de l'impôt retombera sur le travail qui est le facteur le moins mobile* » (23).

Ce mécanisme international de transfert de richesses au profit des plus riches aggrave les inégalités déjà très accentuées entre pays et au sein de chacun d'entre eux. Il asphyxie littéralement les pays du Tiers Monde.

Parasitisme du capital financier et nature de la crise actuelle du capitalisme

Le discours sur "l'argent fou" peut aller jusqu'à suggérer que le gonflement de la sphère financière et la montée des taux d'intérêt seraient la cause de la crise et l'obstacle principal à une "sortie" de cette crise. En quelque sorte, des critères plus sains de gestion des capitaux permettraient de renouer avec une logique de croissance soutenue. Ne perdrait-on pas ainsi de vue les vraies causes de la crise ? De même, ne serait-il pas dangereux de considérer qu'il existe d'une part une économie "réelle" et, d'autre part, une économie "virtuelle", déconnectée de l'économie réelle.

En fait, la prédominance du capital financier, et de la spéculation en particulier, caractérise une nouvelle phase du capitalisme, où les profits des entreprises augmentent grâce à la généralisation de l'austérité salariale et de la flexibilité, sans que cela ne débouche sur une reprise des investissements productifs. C'est, au contraire, le chômage de masse qui se développe ou encore la précarité, l'appauvrissement de couches entières des populations.

Cela veut donc dire que les niveaux élevés de taux de profit ne suffisent pas pour répondre aux besoins sociaux.

C'est bien là la malédiction du capitalisme. Pour qu'il y ait une véritable reprise des investissements productifs, et donc les garanties d'une croissance durable, il faut deux conditions contradictoires dans le cadre du fonctionnement de ce système : une augmentation des profits privés au moyen d'une surexploitation de la force de travail (les politiques monétaristes) et une

17. F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, ibid, p.38.

18. Voir François Chesnais, *Les salariés pris en otage par le capital financier*, in *Le Monde Diplomatique*, avril 1997; voir également Michel Husson, *La duperie des fonds de pension, jouer sa retraite en Bourse*, in *Le Monde Diplomatique*, février 1999.

19. Voir René Passet, ibid.

20. Source : OCDE, *Quelques aspects de la dette extérieure à la fin de 1995*, Paris 1996. Les sept pays sont : Mexique, Argentine, Brésil, Thaïlande, Corée du Sud, Chine, Turquie.

Voir E. Toussaint, *La Bourse ou la vie*, Ed. CADTM-L. Pire-CETIM-SYLEPSE, 1998, p.95-98.

21. F. Chesnais, *Demain, les retraites à l'amer de marchés*, in *Le Monde Diplomatique*, avril 1997.

22. F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, ibid, p.30.

23. *Taxation and Economic Performance*, OCDE, 3 mars 1997, cité par F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, ibid, p.28.

Mondialisation

demande solvable (politiques keynésiennes), donc un pouvoir d'achat suffisant pour acheter les biens et les services. Mais, l'évolution du salaire réel, produit de la lutte des classes, fait reculer le taux de plus-value. Quoi d'étonnant alors à ce que l'aspect rentier, parasite du fonctionnement capitaliste se soit renforcé ces dernières années ? Faut-il d'occasions d'investissements "rentables", une partie importante des profits rétablis se transforme en capital-argent qui se jette sur la spéculation. Cet argent spéculatif ne tombe toutefois pas du ciel. Il n'est, après tout, qu'une des formes de la plus-value extorquée aux travailleurs. Les titres financiers représentent, sous des formes juridiques très diverses, un droit de tirage sur le surplus social.

La financiarisation est en quelque sorte un des signes les plus forts de l'incapacité du capitalisme à assurer la satisfaction des besoins sociaux (24).

Taxer et contrôler le grand capital

Face à l'explosion de la gigantesque crise économique et financière en Asie du Sud-Est, en Amérique Latine, en Russie..., face à la volatilité des flux de capitaux à court terme et l'ampleur de la catastrophe sociale, le G7 (le groupe des sept pays les plus puissants de la planète) et les institutions qu'il commande (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE...) ont changé de ton. « On a laissé se développer le marché des capitaux dans l'anarchie la plus complète », constate Michel Camdessus, le directeur général du FMI (25). Il faut, selon les porte-parole des grandes institutions « définir de nouvelles règles de contrôle financier » ou encore « contrôler les mouvements de capitaux ». Mais, en même temps, le FMI s'active à négocier un amendement important de ses statuts. Celui-ci établirait un droit général en faveur des investisseurs étrangers d'investir dans des portefeuilles, sans aucune restriction ni surveillance gouvernementale (26).

De passage en Malaisie, en novembre

1997, Jacques Chirac déclarait : « la spéculation tout à fait excessive doit être maîtrisée », s'empressant d'ajouter : « Je ne suis naturellement pas favorable au contrôle des changes ou à la limitation des mouvements de capitaux. La liberté de circulation des



capitaux est aujourd'hui une règle admise par tout le monde » (27).

Lors du dernier "forum économique mondial" de Davos, Robert Rubin, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, a été clair. Il

a appelé les gouvernements à faire face à la contestation populaire, à ne pas y céder et à résister à toute tentative de « mettre en cause les acquis de la libéralisation et de la mondialisation financière » (28).

Même la taxe Tobin, qui vise seulement à freiner les mouvements de change purement spéculatifs, apparaît, pour les milieux financiers, comme un « crime de lèse-capital » et, dans les sphères gouvernementales, comme une mesure peu crédible.

En 1995, le candidat Lionel Jospin avait inscrit la mesure dans son programme de campagne présidentielle. Le candidat socialiste, devenu Premier ministre, a demandé à l'un de ses proches conseillers, Olivier Davanne, d'instruire, dans un rapport du Conseil d'analyse économique, le procès contre la taxe Tobin (29).

En Belgique, en réponse à une interpellation d'un regroupement de syndicats et d'ONG (organisations non gouvernementales), le Gouvernement, à participation social-chrétienne et socialiste, « reconnaît les avantages qui pourraient être obtenus par la régulation et l'instauration d'une taxe sur les flux de capitaux dans le but d'éviter l'écllosion de bulles spéculatives ». Il s'en remet cependant au FMI pour poursuivre l'analyse technique des implications d'une taxe « à la Tobin », rappelant toutefois que « les services du FMI et l'OCDE ont porté à plusieurs reprises un jugement négatif sur la proposition en soulignant que la taxe Tobin offrait plus d'inconvénients que d'avantages » (30).

Contrôler et taxer les marchés financiers

En proposant, dès l'année 1972 (abandon par Nixon des changes fixes en 1971) de taxer les transactions sur les marchés de devises, l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie en 1981, n'a pas la prétention d'enrayer la machine, la libre circulation des capitaux. Il veut seulement glisser « des grains de sable dans les rouages de la finance internationale » et ainsi réduire la volatilité des capitaux, ralentir les placements financiers à court terme ou encore les transactions purement spéculatives.

Cette taxe « motivée par le besoin d'améliorer le système monétaire international » (31) aurait également un autre effet, non explicité dans la proposition de l'économiste américain, mais avancé par la plateforme ATTAC : « Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait

24. Michel Husson, *Contre le fétichisme de la finance*, in *Critique Communiste*, n°149, été 1997. Voir également Denis Horman, *Le néolibéralisme, idéologie et réalité, éléments pour une critique de la pensée unique*, Actes du colloque : *Mondialisation de l'économie et coopération Nord-Sud, quelles alternatives au modèle néolibéral ?*, Solidarité socialiste, Belgique, février 1997.

25. *Le Monde* du 27 octobre 1998.

26. Tania Noctiummes, *Si la porte est fermée, passe par la fenêtre, Le "nouveau marché transatlantique" (NMT) et la "nouvelle architecture" du FMI*, in *AMI, Attention, un accord peut en cacher un autre*, CETIM-Genève, 1998, 150 p.

27. *Le Monde*, 18 novembre 1997.

28. F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, ibid, p.15.

29. Olivier Davanne, *Instabilité du système financier international*, la Documentation française, Paris, novembre 1998.

30. Réponse du gouvernement belge au cahier de revendications politiques de la plateforme "Un monde à retravailler" : Opter pour plus d'emprise sur le Travail et l'Economie, 18 octobre 1998.

31. Voir Interview de James Tobin dans le mensuel français *Regards* et reproduit dans le mensuel belge, *Avancées*, *Face à la crise, la taxe Tobin en débat*, janvier 1999.

être utilisée pour des actions de lutte contre les inégalités, y compris les inégalités entre sexes, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable ».

La taxe Tobin a été tournée en dérision par les économistes libéraux, avant d'être murée dans une conspiration du silence. La grave crise financière et économique internationale et les échecs essuyés par le FMI ont relancé le débat. Maintenant que le silence est brisé, se met en place une seconde ligne de défense : la taxe Tobin est peut-être une bonne chose en soi, mais, hélas, elle n'est pas applicable.

Un ouvrage fondamental sur la faisabilité technique de la taxe Tobin résulte d'un colloque international, tenu en 1995, avec la participation de l'économiste américain (32). Il a été, à son tour, soigneusement boycotté.

La concentration financière et géographique du marché des changes ne rendrait-elle pas précisément la perception de la taxe tout à fait faisable au plan technique ?

Les opérations quotidiennes sur le marché des changes ont pour intermédiaires un nombre restreint de banques internationales et de courtiers spécialisés. En 1995, dix opérateurs ont assuré 47% des transactions à New York et 40% dans le cas de Londres. A Paris, en 1998, six établissements ont concentré 69% des opérations de change contre 59% du total seulement trois ans plus tôt. La concentration géographique du marché des changes est tout aussi grande. Au total, en 1998, Londres, New York, Tokyo, Francfort et Paris concentraient plus des deux tiers du marché et huit places assuraient 82% du total des opérations. La liste totale du petit cercle des pays qui composent le marché des changes comprend le G7, les autres pays de l'Union européenne non membres du G7, la Suisse, Singapour, Hong-Kong et l'Australie.

Il est certain que l'application de la taxe Tobin exige qu'elle soit mise en oeuvre par les principales places financières de la planète (33). Mais, comme le souligne James Tobin, « ceux qui trouvent des motifs d'infaisabilité sont ceux qui ne veulent pas faire le saut. La "taxe Tobin", comme l'appelle la presse, opère automatiquement, manuellement ou par transmission électronique » (34).

Encore faut-il pouvoir contrôler ces grands flux financiers, les échanges par marché électronique. Précisément, les techniques informatiques, les procédures informatisées permettent de contrôler la rapidité des flux financiers. Et, comme le souligne la



plate-forme ATTAC, « les salariés des institutions bancaires peuvent jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations ».

Cette démarche implique cependant la levée du secret bancaire, moyen de détection de la grande fraude fiscale, et la mise en oeuvre d'autres mesures que la taxation des opérations de change — ainsi que le demande le mouvement international ATTAC — car le parasitisme financier ne pourra être jugulé à moins de s'attaquer aux mécanismes qui sont à sa base.

Si l'on veut décourager à la base la spéculation financière, il faut également, en les taxant davantage, arrêter de favoriser au niveau fiscal les revenus du capital par rapport aux revenus du travail. Entre 1980 et 1993, l'impôt sur le travail pour l'ensemble de la Communauté européenne a augmenté d'environ 20%. Par contre, l'impôt sur le capital a diminué de plus de 10%. L'exigence démocratique minimale serait que les revenus du capital soient taxés au même taux que les revenus du travail.

Pour "maîtriser" le capital, d'autres taxes sont également avancées (sans être reprises dans la plate-forme ATTAC), à savoir une taxe sur les investissements directs à l'étranger ou encore une taxe unitaire sur les bénéficiaires (35).

Il s'agit également de mettre en cause les mécanismes politiques et juridiques qui protègent les paradis fiscaux et exigent leur démantèlement. D'après certaines informa-

tions, ceux-ci verraient passer la moitié des flux financiers mondiaux. Ces paradis fiscaux abritent l'argent sale de la criminalité organisée (trafic de la drogue, traite des êtres humains, commerce des armes, etc). Selon certaines sources, le PCB (produit criminel brut), c'est-à-dire le chiffre d'affaires mondial généré par l'ensemble des activités illícites des organisations criminelles, pèserait aujourd'hui 800 milliards de dollars, soit un bon 15% du commerce mondial (36).

La priorité doit être également donnée à la défense des systèmes de retraites par répartition et non aux fonds de pension par capitalisation, sans oublier l'une ou l'autre forme d'impôt sur les grosses fortunes.

Enfin, s'impose comme préalable à tout développement, l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable.

C'est d'ores et déjà sur de tels objectifs que se mobilise le mouvement international

32. Le livre a été coordonné par Mahbub Ul Haq, Inge Paul et Isabelle Grunberg, *The Tobin Tax : Coping with Financial Volatility*, Oxford University Press, 1996.

33. F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, *ibid.*

34. Avancées, janvier 1999 *ibid.*

35. Howard M. Wachtel, *Trois taxes globales pour maîtriser la spéculation*, in *le Monde Diplomatique*, octobre 1998.

36. *Un monde sans loi, La criminalité financière en images*, Stock 1998.

Mondialisation

ATTAC, appuyé par de multiples mouvements lui préexistant dans de nombreux pays (37).

En fait, malgré et au-delà de ses limites, le mouvement international ATTAC, et en particulier la campagne autour de la taxe Tobin, viennent alimenter des logiques de résistance, redonner des marges de manoeuvres aux citoyens. Ils signifient que le politique doit reprendre le dessus.

Mobilisations sociales et volonté politique

Comme le souligne la plate-forme ATTAC, l'expérience indique que les gouvernements ne créeront pas « de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux niveaux national, européen et international... sans qu'on les y incite ».

Il est important de le rappeler : les étapes successives de la libéralisation et de la déréglementation financières — que ce soit l'abandon du système de taux de changes fixes, l'abrogation des contrôles des mouvements de capitaux et leur libre circulation, la "titrisation" des effets de la dette publique, la déréglementation des marchés d'action — ont été ouvertes par des décisions politiques des gouvernements Thatcher, Reagan, puis des autres gouvernements. Le 13 juillet 1988, l'adoption par les Douze ministres des Finances de la directive européenne sur la libéralisation des mouvements de capitaux fut « le symbole — et le "noyau dur" — d'une idéologie néolibérale triomphante dans la Communauté économique européenne » (38).

Ces grandes étapes de la libéralisation des marchés financiers ont été activement soutenues par les grandes organisations financières et économiques internationales (FMI, Bm, OMC, OCDE) liées au G7. Ces grands pays et leurs gouvernements n'ont d'ailleurs pas renoncé à signer un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs

financiers et économiques et imposerait tous les devoirs aux Etats.

La démission, le 12 mars 1999, d'Oscar Lafontaine, social-démocrate et ministre allemand des Finances, fut l'aboutissement de l'épreuve de force engagée avec les milieux financiers et les fédérations patronales. « Mais, comment ne pas voir dans son départ, un signe supplémentaire de l'effondrement idéologique de la social-démocratie » (39) au pouvoir dans douze des quinze pays de l'Union européenne ?

Pourtant, les objectifs de Lafontaine, partisan d'une politique « orientée vers la demande », restaient fort modérés. Il cherchait à financer les promesses électorales, à savoir l'augmentation des allocations familiales, la réduction d'impôts pour les plus défavorisés. Il envisageait, pour seul élément de "redistribution" du haut vers le bas, de supprimer de nombreuses possibilités de déductions fiscales, multipliées au cours des seize années de gouvernement Kohl, qui font que les patrons allemands ne payent quasiment plus d'impôts (40).

L'agression néolibérale est permanente. Elle compte sur l'usure et sur l'absence de combativité des citoyens et des citoyennes, des syndicats, des associations. Elle se manifeste dans tous les domaines de l'existence et met en cause les droits fondamentaux.

Face à cette agression, partout dans le monde, se mènent des luttes sociales et se prennent des initiatives alternatives.

C'est à travers ces mobilisations et ces

luttes sociales, leur coordination et leur unification au niveau national, européen et international que nous pourrions « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière » (plate-forme ATTAC) et poser l'exigence d'une redistribution massive des richesses.

« Associer les aspirations à la démocratisation de la société et celles visant à donner à la gestion de l'économie une portée sociale positive pour les classes populaires constitue probablement l'axe principal autour duquel peuvent s'unifier ces luttes » (41). Cette aspiration et cette démarche, concrétisées par le mouvement international ATTAC, expliquent certainement l'impact de celui-ci.

Pour se donner le maximum de chances de réussite, pour mener une opposition résolue « à tout nouvel abandon de souveraineté des Etats au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands », pour forcer en quelque sorte la décision politique sur ses objectifs au niveau national et international, ce mouvement doit se construire en toute autonomie et indépendance du pouvoir financier, économique et politique.

En ce sens, la proposition du Manifeste de la Coordination contre l'AMI, à savoir « l'exigence d'une autorité de contrôle et d'audit internationale et indépendante, comprenant les organisations syndicales, les ONG et les associations » (42) est d'une importance stratégique fondamentale. ■

Un fonds pour la diffusion d'Inprecor au Sénégal

Les militants d'And-Jef PADS apprécient *Inprecor* et souhaitent pouvoir le diffuser plus largement. Mais l'écart entre nos coûts de fabrication et d'envoi d'une part et les ressources de nos lecteurs sénégalais de l'autre, constitue une barrière à la diffusion. Pour résoudre cette difficulté, nous avons constitué en avril 1998 un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal. Les contributions reçues nous permettent d'envoyer régulièrement 50 exemplaires. Vous pouvez y contribuer en nous faisant parvenir vos dons (adresse en p. 2). N'oubliez pas de mentionner "fonds Sénégal".

Premier total publié dans *Inprecor* n° 428

Gérard G., France	90,00 F
Gilbert G., France	80,00 F
Jacques N., France	50,00 F
Jacques G., France	150,00 F
Michel M., France	40,00 F
Jacques T., France	20,00 F
Michel M., France	100,00 F
Antoine R., France	100,00 F
René L., France	40,00 F
Txema M., Euskadi	100,00 F
Jean-Marie J., France	40,00 F
Claire R., France	100,00 F

Joel F., Suisse	404,86 F
Georges G., France	10,00 F
André H., Suisse	40,00 F
Sylvain R., France	30,00 F
Michael L., France	50,00 F
Albert H., France	200,00 F
Marc I., France	100,00 F
Philippe D., France	150,00 F
Jacky M., France	150,00 F
Marc P., Belgique	48,00 F
Gerard A., France	20,00 F
Dominique D., France	50,00 F
Pierre L., France	50,00 F
Jean Christophe I.-A., France	70,00 F
Bruno S., France	100,00 F
Michel C., France	100,00 F
Régine M., France	120,00 F
Jean-Louis M., France	25,00 F
Rita B., Martinique	100,00 F
Jean-Luc P., France	40,00 F
Jean-Claude C., France	50,00 F
Guy P., France	100,00 F
Ambroise V., France	100,00 F
Joel F., Suisse	100,00 F
Hubert C., France	40,00 F
Jean-François M., France	200,00 F
Pierre D., Belgique	100,00 F

Nouveau total au 1 juin 1999 : 6 412,72 F

37. Voir en Belgique par exemple, Le Groupe Copenhague, le réseau "action contre la spéculation financière", l'Appel des six cents, etc.

38. Bernard Cassen, *La directive qui changea tout*, in *Manière de Voir*, n°42, *Anatomie de la crise financière*, Le Monde Diplomatique, bimestriel, novembre-décembre 1998, pp.17-18.

39. Ignacio Ramonet, *Social-conformisme*, éditorial du *Monde Diplomatique*, avril 1999.

40. *La Gauche*, n°6, 26 mars 1999.

41. *Un autre-another-otro Davos, Mondialisation des luttes sociales*, Document de travail du Forum des Alternatives, 15 janvier 1999.

42. Manifeste français du 28 avril 1998, signé à cette date par plus de 70 organisations, politiques, syndicales, associatives, collectifs de lutte....

1^{er} MAI

Le retour de la classe ouvrière

par
Ernesto Herrera*

Critiques du néolibéralisme, augmentation des salaires mais aussi et surtout création d'emplois : telles étaient les principales revendications du mouvement syndical en ce 1^{er} Mai. Sous des formes diverses, des dizaines de milliers de travailleurs se sont mobilisés dans différents pays. Quoique affaiblis par la perte d'adhérents et moins aptes à polariser la situation sociale — c'est le résultat direct des privatisations, de la destruction des droits acquis des salariés et de la flexibilité —, les syndicats ont à nouveau mobilisé pour exiger des changements et affirmer leur rôle.

Une toile de fond désastreuse

Le récent rapport sur le « panorama social » de l'Amérique latine présenté par la Cepal ce mardi 4 mai à Santiago du Chili, fournit une description de ce que l'écrivain Eduardo Galeano appelle le « paysage typique ».

Les pauvres sont au nombre de 204 millions, soit 47 % de la population de l'Amérique latine ; la partie de la population qui souffre d'indigence est passée de 63 millions en 1980 à 90 millions fin 1997. La situation est bien pire qu'il y a trente ans. Le rapport souligne lui-même que la réduction de l'inflation (un des « succès » les plus vantés par les gouvernements et les organismes financiers internationaux) « ne conduit pas nécessairement à une réduction de la pauvreté », ni même à une meilleure « distribution des revenus » (qui est, en Amérique latine, la plus inégalitaire du monde). La Cepal souligne que « la redistribution des revenus a été déficiente » et que la concentration des richesses s'est amplifiée. Les chiffres de l'emploi ne poussent pas davantage à l'euphorie : si le PIB de la région a crû de 3,2 % (avant l'actuelle crise économique capitaliste), l'emploi n'a progressé que de 2,8 %. La majorité des nouveaux emplois ont été créés dans le secteur privé où la productivité est la plus faible, en particulier dans le secteur des

biens et services, et dans le secteur « *informel* » de l'économie (pour 85 % des emplois nouvellement créés).

L'application des politiques d'ajustement recommandées par le FMI a eu d'autres effets dévastateurs pour les populations : la « *dépense publique sociale* » per capita atteint le niveau honteux de 457 dollars par an, ce qui veut dire moins d'éducation, moins de santé, moins de logements, moins d'avantages sociaux de toutes sortes. A vrai dire, le rapport de la Cepal n'ajoute rien qui ne soit déjà connu. Mais il y ajoute « *l'autorité* » d'une institution des Nations Unies, qui tout comme la Banque mondiale, le FMI ou

elle ». Plus de 50 % des pauvres en Amérique latine vivent dans les villes où s'aggrave la carence des services publics dans les quartiers populaires, dont beaucoup constituent de « *véritables villes de pauvres au sein des grandes villes*. » Le rapport de ces trois chercheurs apporte un autre élément glaçant : 150 millions de Latino-Américains (soit 1 sur 3) survivent avec un revenu inférieur à 2 dollars par jour !

Dans les pays du continent, c'est donc la pauvreté et l'extrême misère qui s'accumulent, tout comme « *l'informalité* » et la précarité (qui touchent entre 30 % et 50 % des activités économiques urbaines), la marginalité, les logements de fortune et l'absence des services les plus élémentaires. Et surtout des millions « *d'inemployables* », cette nouvelle catégorie que sociologues, économistes, technocrates et journalistes de tous bords ont inventée pour définir le chômeur qui n'a aucune chance sur le marché du travail, ce qui confirme, en passant, les thèses sur « *la fin du travail* »...

Revendications et luttes communes

Même si les mots d'ordre n'ont pas manqué contre l'intervention impérialiste en ex-Yougoslavie, et pour le jugement du dictateur Pinochet, les mobilisations syndicales de ce 1^{er} Mai ont essentiellement concerné les salaires, l'emploi, la défense des droits syndicaux mis à mal par l'offensive néolibérale. C'était notamment le cas lors de la grande mobilisation (plus de 10 000 personnes) organisée à Rivera-Livramento, à la frontière entre l'Uruguay et le Brésil, par la Coordination des centrales syndicales du cône sud (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). La cible en était aussi la dénonciation du Mercosur, en tant que processus d'intégration régionale du capital « *injuste et mercantile* » qui conduit à l'accélération de

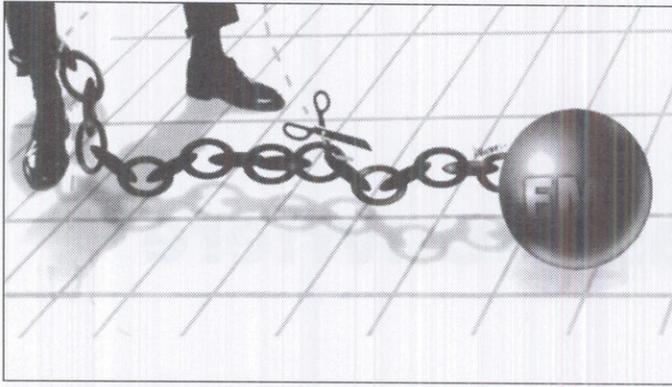
* Membre de la commission internationale du Frente Amplio et de la direction du Parti socialiste des travailleurs d'Uruguay, E. Herrera est un dirigeant de la IV^e Internationale.

Amérique latine, paysages typiques

« Les Etats ne jouent plus leur rôle d'entrepreneurs et se consacrent à leur rôle de policiers. Les présidents deviennent gérants d'entreprises étrangères. Les ministres de l'Economie sont de bons traducteurs. Les industriels deviennent importateurs. La majorité dépend de plus en plus des excédents de la minorité. Les travailleurs perdent leur emploi. Les paysans perdent leur lopin. Les enfants perdent leur enfance. Les jeunes perdent l'envie de grandir. Les vieux perdent leur retraite. "La vie est une loterie" estiment ceux qui gagnent. »

Eduardo Galeano, dans son dernier livre *Patatas arriba. La escuela del mundo al revés* (Cul pardessus tête. L'école d'un monde sens dessus dessous). Ediciones del Chanchito, Montevideo, 1998.

la BID, a défendu les politiques de « *réforme structurelle* ». Il y a quelques semaines, lors d'un séminaire organisé par la mairie de Montevideo, le rapport élaboré par trois universitaires, Klaus Bodemer (Hambourg), José Luis Coraggio (Buenos Aires) et Alicia Ziccardi (Mexico), donnait une description beaucoup plus précise de ce désastre social. « *La pauvreté n'est plus un phénomène marginal, assurent-ils, mais atteint une dimension de masse et se répand dans les villes, et l'on voit se développer des enclaves "exemptes de pauvreté" mais encerclées par*



la prise de contrôle des économies de ces pays par le capital étranger.

Voici un bref résumé des mobilisations, luttes et revendications ouvrières, paysannes et populaires de ce 1^{er} Mai en Amérique latine.

● **Uruguay** : la centrale syndicale PIT-CNT (Plénum intersyndical des travailleurs - Convention nationale des travailleurs) a mobilisé sous le mot d'ordre « *plus jamais ça - des changements pour les gens, par les gens* », pour les principes de « *dignité, solidarité et lutte de la classe ouvrière* », en réclamant « *un pays productif, en défense de l'industrie nationale* ». Le rassemblement a eu lieu à un moment particulièrement critique, alors que se succèdent les faillites d'entreprises ou leur reprise par des capitaux étrangers. Cela ne fait qu'aggraver la situation de l'emploi alors que plus de 500 000 personnes (35 % de la main d'œuvre) ont des problèmes d'emploi et que le chômage atteint 11 %. Ce 1^{er} Mai a été marqué par une victoire partielle : 330 000 signatures ont été recueillies à l'initiative des syndicats membres du Frente Amplio pour réclamer un référendum contre les fonds de

pension privés et donc contre le nouveau système de sécurité sociale.

● **Paraguay** : des milliers de travailleurs, de paysans et d'étudiants ont lancé des grèves, des occupations de terres, ont barré des routes, forts du succès politique remporté après la

chute du gouvernement de Cubas Grau (cf. *Inprecor* n° 435). Alors que 800 employés du Service national de promotion professionnelle démarraient une grève pour le paiement d'un retard de salaires, 600 salariés de la mairie de la capitale annonçaient une grève illimitée contre l'entrée en service de 40 camions et engins donnés par le Japon qui conduirait au licenciement de centaines d'employés. La manifestation du 1^{er} Mai a été organisée par la coordination de syndicats et d'organismes qui fonctionne depuis 1995, avec la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), la CNT (Centrale nationale des travailleurs) et la CPT (Centrale paraguayenne des travailleurs).

● **Pérou** : Pour la première fois depuis que Fujimori est au pouvoir, la CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou) a organisé une grève nationale de 24 heures, suivie par 57 % des salariés à Lima et dans les principales villes du pays, d'après des sources syndicales et de l'opposition. La plate-forme avançait 12 points, notamment « *le refus de la politique économique dictée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international* » et la dénonciation du

projet de Fujimori d'obtenir un troisième mandat consécutif. En jeu aussi la baisse des tarifs des services publics, la dénonciation de l'endettement des agriculteurs, l'augmentation des subventions aux municipalités et une « *éducation gratuite et de haute qualité* ».

● **Colombie** : alors que le gouvernement renouait les négociations avec les FARC, le pays connaissait d'importantes luttes syndicales. Dans les transports, 3 000 petits entrepreneurs incapables de remplacer leurs véhicules vétustes refusent un décret qui les condamne à se recycler ou à disparaître. La mobilisation touche également les étudiants, la santé, l'éducation, l'agriculture. Les 300 000 maîtres d'écoles et professeurs sont en grève illimitée pour protester contre un budget qui pénalise 5 millions d'élèves. Par ailleurs, 115 000 employés des cliniques et des hôpitaux publics ont également lancé une grève illimitée le 27 avril. Le Syndicat des travailleurs du district de Bogota réclame « *le relèvement des salaires* » et un refinancement de ce secteur en pleine crise. Quelques 5 000 salariés de la Caisse agricole, une banque nationale destinée aux agriculteurs, se sont mobilisés contre un plan de « *restructuration* » qui doit conduire à 2 000 licenciements, dans un pays où le chômage a atteint 17,4 %, son niveau le plus haut depuis 1990.

● **Chili** : la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), l'organisation syndicale la plus forte du pays, met en avant la lutte pour l'emploi et contre les licenciements. Le chômage touche 8,2 % de la population active, ce qui veut dire 500 000 sans emploi. Pour les syndicats, c'est le prix payé en contrepartie de « *la politique drastique d'ajustement*

Mercosur : tout est à vendre

La dénationalisation des économies ne se limite plus au paiement impossible de la dette extérieure, à la privatisation des entreprises publiques ou au pilotage des organismes financiers internationaux qui sont les véritables auteurs des budgets gouvernementaux. L'achat des entreprises de capital « autochtone » devient une constante. Au cours de la dernière année, quelque 150 grandes et moyennes entreprises d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay sont devenues la propriété de capitaux extérieurs aux pays du Mercosur. Les capitaux investis dans ces transferts de propriété atteignent les 20 milliards de dollars, une somme équivalente au PIB de l'Uruguay. Les entreprises de télécommunications, les banques, les supermarchés, les cimetières privés, le pétrole, les boissons, les aliments, les moyens de communication, la publicité, les mines, la médecine, la construction, rien n'échappe à la voracité multinationale.

En 1988, 76 entreprises ont été cédées au

Brésil. Les Etats-Unis arrivent en tête avec 30 acquisitions, devant la France (10) et l'Allemagne (6). Au total, l'Union européenne en a acquis 35 (avec aussi le Portugal, la Belgique, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Danemark et la Hollande). Deux entreprises sont passées aux mains de capitaux canadiens, et seuls deux pays latino-américains figurent au tableau, le Mexique et le Chili.

C'est un peu la même chose en Argentine. 55 entreprises ont été vendues l'an dernier, dont 21 à des capitaux nord-américains, dans la banque, le pétrole et l'électricité principalement. L'Espagne apparaît en deuxième position (9), suivie par la France (7). L'Union européenne arrive encore en tête.

Le petit Uruguay n'a pas échappé à ce processus. Pour la seule année écoulée, 9 entreprises ont été acquises par des capitaux étrangers, dont 3 par le seul groupe Exxel, à majorité nord-américaine. Il cherche d'ailleurs à acheter maintenant la principale production laitière du pays, Conaprole, ce qui ruinerait des milliers de petits producteurs et

réduirait au chômage des centaines de salariés de cette entreprise.

Ce processus d'aliénation et d'expropriation des richesses produites dans le pays apparaît dans les données suivantes : selon une enquête du département d'économie de la faculté de sciences sociales, il y avait un total de 3 944 entreprises en Uruguay en 1994, dont 165 étrangères. Mais ces dernières concentraient 27,5 % des ventes totales.

Ces derniers temps, les chaînes de supermarché sont devenues le terrain de prédilection, ce qui a conduit à la ruine de petits et moyens commerçants. Leur association dénonce le fait que pour chaque emploi créé par les super ou hypermarchés, le commerce de détail en perd 6. Il faut aussi ajouter que les firmes multinationales qui s'installent dans les pays du Mercosur « exigent une meilleure productivité pour des salaires en baisse et le renoncement par les travailleurs à leurs avantages acquis ».

(sources : Daniel Gatti, IPS, 13-4-99 et l'hebdomadaire *Brecha*, Montevideo, 16-10-98)

appliquée par la Banque centrale et le gouvernement en 1998 pour faire face à l'impact de la crise internationale et contenir l'inflation et les dépenses ».

● **Equateur** : les organisations syndicales et populaires ont célébré le 1er Mai en collectant des signatures pour un référendum contre les privatisations et pour dénoncer la dette extérieure. « *Ce doit être un 1er Mai différent, de protestations massives* », a déclaré Virgilio Hernandez, dirigeant de la CMS (Coordination des mouvements sociaux). Les organisateurs prévoyaient de recueillir quelques 250 000 signatures pour pouvoir exiger l'organisation d'un référendum. Le Front patriotique qui regroupe des organisations syndicales, des groupes indigènes et paysans, des communautés chrétiennes de base et des ONG, espère obtenir le même succès qu'en 1996 lors d'un référendum similaire où 60 % des électeurs s'étaient prononcés contre les privatisations.

● **Nicaragua** : les syndicats et les petits patrons du secteur des transports ont paralysé le pays et se sont affrontés violemment avec la police du gouvernement de droite d'Arnoldo Aleman. Gustavo Porras, dirigeant syndical de la santé et coordinateur du FNT (Front national des travailleurs), lié au FSLN (Front sandiniste de libération nationale), a reconnu que le mouvement syndical nicaraguayen « *traverse une crise d'identité* » face au « *système capitaliste sous son visage néolibéral* » et à la « *répression subie sous le gouvernement de Violeta Chamorro* ». La lutte contre le chômage est aussi au premier plan : selon les statistiques officielles, il y a 19 % de chômeurs, mais toutes les autres sources parlent de 50 %.

● **Brésil** : le MST (Mouvement des sans terre) a organisé une marche massive le vendredi 30 avril sur la ville de Sao Paulo pour exiger une réforme agraire. Le MST développe une nouvelle stratégie pour gagner le soutien des sans emploi et des couches marginalisées des villes, tout en impulsant un débat pluri-sectoriel pour proposer un projet alternatif de développement, « *option pour le Brésil* ».

● **Mexique** : en ce 1er Mai, les syndicats se sont mobilisés contre la privatisation du secteur de l'énergie électrique, pour laquelle le gouvernement a présenté un projet de loi qui n'a pas encore été adopté par le parlement. L'UNT (Union nationale des travailleurs), qui s'oppose au syndicalisme officiel de la CTM (Centrale des travailleurs du Mexique), a renouvelé ses appels à la lutte contre le « *modèle néolibéral* » du gouvernement Zedillo.

Montevideo, 6 mai 1999

Lendemain d'élections contestées

par
Osmane Redouane*

Quatre ans après avoir élu Liamine Zeroual au poste de président de la République, les Algériens très peu enthousiastes se sont dirigés vers les urnes, dans une ambiance d'instabilité du pouvoir... sur fond d'effondrement économique et social.

Un plébiscite raté

Abdelaziz Bouteflika, seul candidat en lice, a remporté sans surprise l'élection présidentielle du 15 avril, après le retrait spectaculaire de six autres candidats à quelques heures du scrutin. L'annonce du taux de participation gonflé a suscité une levée de boucliers protestataires. Très bas au cours de la matinée, il a grimpé de façon spectaculaire à l'approche de la clôture pour atteindre les 60,91 %. Ce qui a suscité des ricanements dans les rangs de l'opposition. Les six ont appelé à ne pas cautionner cette « *fraude massive* », après avoir constaté qu'elle avait bel et bien commencé dans les bureaux itinérants et dans les corps constitués.

Comparativement à la présidentielles qui a plébiscité Zeroual en 1995, cette campagne a soulevé de nombreux débats et controverses autour du taux de participation. Cet état de fait n'exclut pas forcément les témoignages d'observateurs qui confirment qu'à l'intérieur du pays des électeurs se sont rendus aux urnes avec le sentiment de voter « *pour la stabilité* ». Mais les dix millions de votants annoncés par le Ministère de l'Intérieur auraient été plus visibles. Dans les grandes villes il y a eu peu de participation et notamment à Tizi Ouzou et à Béjaïa, fiefs traditionnels de la contestation berbère. Les taux de participation officiellement annoncés (5,82 % pour Tizi Ouzou et 6,64 % pour Béjaïa), les plus bas du pays, confirment un scrutin fortement identitaire.

Avec 7 millions d'Algériens qui se sont officiellement abstenus et les fraudes présumées, Bouteflika obtient "seulement" 7 445 045 voix, soit le tiers des inscrits dans une ambiance paradoxale. Car le vote se déroule

comme si les autres candidats étaient toujours en lice. La victoire de l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui a exigé le jour du scrutin un taux substantiel pour accepter de gouverner, constitue un succès amer : le caractère illégitime des résultats et le retrait des six autres candidats lui interdisent de se présenter comme étant « *l'homme du consensus* ».

Sa majorité virtuelle le met dans une situation fragile : le temps pour asseoir son pouvoir lui est compté. Il bénéficie cependant de conditions économiques nettement plus favorables que son prédécesseur, grâce à une embellie financière de 800 millions de dollars provenant de la remontée du baril de pétrole et également d'une bonne recette agricole. Mais cette éclaircie est contrariée par le glissement du dinar algérien et les remboursements du service de la dette qui atteignent le pic de 5,197 milliards de dollars, soit 41,6 % des recettes des exportations.

Les autres candidats — dont les candidatures nonobstant leur retrait furent présentées aux électeurs — ont obtenu peu de suffrages : Aït Ahmed 3,18 %, Ahmed Taleb El-Ibrahimi 12,53 %, Hamrouche 3,11 %, Abdellah Djaballah 3,96 %, Mokdad Sifi 2,24 % et Youcef El-Khatib 1,2 %.

Crise du régime

La véritable signification du 15 avril ne réside pas dans la conquête d'une majorité absolue des voix mais répond surtout à une logique de plébiscite nécessaire pour l'équilibre du pouvoir dont la stabilité a été ébranlée par la démission de Zeroual.

En fait, en dépit de sa prétention rassurante « *de consacrer l'alternance du pouvoir en écourtant son mandat présidentiel* », son départ précipité correspondait à une crise du régime consécutive à l'intensification des affrontements entre les différents clans autour d'enjeux politiques et économiques. Les divergences en ce qui concerne la trêve

* Osmane Redouane est membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs.

Algérie

avec l' AIS (l'aile armée du FIS), comme celles au sujet des réformes économiques, ont eu des conséquences sur les différents relais de l'Etat : l'éviction du général Bétchine (homme puissant et conseiller du président Zeroual) et le limogeage du ministre de la Justice (éclaboussé par une affaire de mœurs) en témoignent.

De ce fait la société civile, les organisations de masse et les partis politiques ont été à leur tour minés par la crise. C'est dans cette ambiance que la caste militaire avait multiplié des contacts avec des personnalités pour la mise en place d'une solution concertée, afin de maintenir son hégémonie.

La crainte d'un processus démocratique incontrôlable, le syndrome islamiste et les incursions des revendications sociales dans le champ politique ont conduit le régime à opter pour un processus démocratique étroitement balisé.

Le pouvoir misait sur un consensus tacite de l'opposition en lui garantissant une intégration plus large. Bouteflika était censé apparaître au dessus des clans et rassurer les Algériens écrasés par la violence d'une guerre sourde et par une régression sociale et économique alarmante.

C'est dans ce contexte qu'ont émergé les premières candidatures balisées par des procédures contraignantes de validation : il fallait 75 000 signatures réparties à raison d'au moins 1 500 dans chaque wilaya ou 600 signatures d'élus. Chose peu facile à réaliser dans un pays miné par la guerre civile larvée. Le pouvoir a ainsi réduit l'expression politique au seul camp libéral avec ses variantes islamistes et modernistes. Au niveau économique, tous les candidats qui ont passé le cap de la validation des candidatures ont tenu le même discours sur « l'incontournable libéralisme », même si certains ont tenu à l'affubler d'un habillage populiste. Mais ce dosage n'a pas suffi pour éliminer les divergences sur les contenus à donner à l'Etat et à la réconciliation nationale.

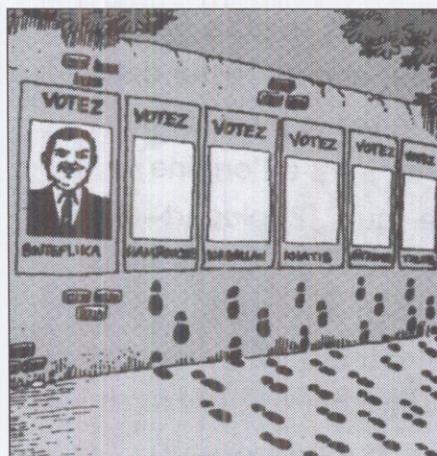
Les six : une opposition timorée

Si le retrait des six candidats a pu remplir d'un contenu leurs prétentions démocratiques, c'est pourtant sur le terrain d'une alternative démocratique radicale qu'ils ont été les plus inconséquents. Ils ont renoncé à se battre sur le terrain des libertés démocratiques quand les candidatures de Louiza Hannoun du Parti des travailleurs (PT, lambertiste), celle de Nahnah du MSP (islamiste modéré, arrivé en seconde position lors de l'élection présidentielle de novembre 1995) et bien d'autres ont été éliminées et quand le droit de manifester a été suspendu. Un

mois après les élections, à huis clos, les six ont élaboré le « Manifeste des libertés pour la démocratie », une sorte de feuille adressée à tous ceux qui veulent mettre en échec les velléités totalitaires du régime. Ils disposent cependant de peu d'atouts dans cette bataille avec le pouvoir, car ils continuent à être timorés par peur d'une dynamique de mobilisation démocratique qu'ils ne pourraient plus contrôler. En fait ils aspirent à une transition démocratique sous la tutelle des militaires et sans les masses. Leur perspective reste de s'intégrer dans le jeu politique en créant de nouveaux partis politiques, porte-voix du libéralisme et d'un Etat fort normalisé sur plan démocratique.

Recomposition politique

L'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika a reconfiguré le paysage politique algérien. Déjà les tractations pour sa désignation avaient déstabilisé le RND, parti au pouvoir, qui a éclaté en deux fractions rivales, l'une soutenant Bouteflika et l'autre appuyant Hamrouche et Sifi. Le FLN, ancien parti au pouvoir, a lui aussi été secoué par des désaccords autour de la candidature Bouteflika (qu'il avait pourtant annoncée) à



la veille de l'élection. Le départ précipité des « réformateurs » dirigés par Hamrouche a affaibli ce vieux parti. L'aile Mehri (ancien secrétaire général du parti, limogé lors de l'élection de Zeroual) s'oppose à l'actuelle direction.

La mouvance islamiste s'est également divisée en plusieurs regroupements. La scission d'Enahda a donné naissance à un nouveau parti : le Mouvement de la réforme nationale (MRN) qui est favorable à la réhabilitation du FIS dissous. Quant au MSP de Cheikh Nahnah, il est traversé de soubresauts qui atténuent son poids. Défaite militairement, l'aile armée est en phase de déclin, même si elle se maintient dans quelques poches dans l'Ouest et en Kabylie.

L'après élection est en train de métamorphoser le champ politique. Plusieurs partis sont en voie de création en préparation de l'échéance probable de législatives anticipées. Dans le camp des partis qui se réclament de la classe ouvrière, le PT et le PST restent trop faibles pour rééquilibrer l'échiquier politique dominé par les partis bourgeois, même si leurs propositions ont eu un certain écho dans les milieux populaires et ouvriers.

Les laissés pour compte des élections

Après sept ans de violence des groupes islamistes armés et d'une régression sociale et économique terrible, les élections n'ont pas apporté beaucoup de changements. Les travailleurs ont boudé les urnes malgré l'appel traditionnel de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à voter pour le candidat du pouvoir. Si en 1995 ils avaient voté pour Zeroual, refuge imaginaire contre les coupeurs de têtes du GIA, dans ces dernières élections ils se sont plutôt abstenus, désabusés. Ils ont fait l'expérience du libéralisme. C'est aussi pour cette raison que le discours de Bouteflika — pâle image du boumediennisme, figure d'un Etat fort et stable — a pu séduire.

L'effondrement économique a élargi la fracture sociale. Aujourd'hui, il y a d'un côté une majorité de démunis vivant au dessous du seuil de la pauvreté et de l'autre de nouveaux parvenus qui s'enrichissent de façon scandaleuse. On compte 14 millions de pauvres. Un demi million de travailleurs ont été licenciés à la suite de la mise en liquidation de 1181 entreprises. Le chômage touche la grande majorité de la jeunesse en âge de travailler.

A la veille des élections les travailleurs ont cependant redressé l'échine : un mouvement de grèves a touché des secteurs importants, tels les Postes et Télécommunications, Air Algérie, les enseignants du supérieur, les métallurgistes. Cette tempête sociale a quelque peu répolitisé les milieux syndicaux et imposé un débat social, obligeant les partis bourgeois et leurs candidats à verser des larmes sur la condition des travailleurs. L'avènement de Bouteflika, qui promet d'élargir le secteur public et de lutter contre la corruption, a suscité un intérêt chez les travailleurs. La gauche socialiste, dont le PST est un vecteur, est en train de se redéployer. Une alternative anti-libérale et démocratique a des chances de se cristalliser dans un vaste mouvement des démunis et des opprimés.

Alger, le 13 mai 1999

DOCUMENT

Résolution du PST algérien

1. Après des années de violence terrible et l'effondrement social causé par la thérapie du FMI, les élections présidentielles anticipées se sont déroulées dans un contexte de crise larvée du régime et de faiblesse du mouvement social. Les masses étaient peu enthousiastes de se rendre aux urnes encore une fois après les échecs successifs autour d'un changement possible. Les élections de 1999 ont confirmé que les masses, dans un vote-refuge, ont sanctionné les partisans islamistes de la lutte armée sans pour autant retirer leur confiance à l'aile légale de l'intégrisme. L'islamisme a subi une défaite militaire, ses partis légaux ont subi une régression politique, mais il demeure un pôle.

2. Après le départ de Zéroual, consécutif à l'intensification des affrontements entre les différents clans du régime autour d'enjeux sécuritaires et économiques, les contradictions internes ont éclaté au grand jour avec l'explosion de ses différents relais politiques dans l'État et la société civile. L'épisode d'émiettement du Rassemblement national démocratique (RND) et des organisations de masse, la dissension dans les partis politiques en sont l'illustration.

3. C'est dans cette ambiance que la caste militaire tente de mettre en place une solution pour maintenir son hégémonie. La crainte d'un processus démocratique incontrôlable, le syndrome islamiste, les incursions de la revendication sociale dans le champ politique et la faiblesse du régime interdisaient un processus électoral qui ne soit pas étroitement balisé.

4. Dans ce contexte Bouteflika a été désigné comme candidat du pouvoir. Ce favori du parti des mandataires, dont la caste militaire est la colonne vertébrale, était prêt à jouer le rôle d'un homme au dessus des clans, une pâle image de Boumedienne, figure d'un État fort et stable, d'où sa qualification d'homme de consensus. mais le rapport de forces entre les clans l'a empêché dès sa désignation de jouer le rôle d'arbitre et l'a contraint à négocier un plébiscite artificiel. Dans un contexte où le régime bénéficiait de l'aspiration à la stabilité après des années de guerre, la caste militaire a fait

émerger Bouteflika dont la campagne autour de l'âge d'or boumedienniste rassurait les masses écrasées par l'effondrement économique. Mais d'autres candidatures issues du pouvoir expriment les différents calculs des clans et assurent l'apparence du pluralisme.

5. C'est donc dans cette évolution ambiguë et incohérente du pouvoir qu'ont émergé les candidatures balisées par des procédures contraignantes dans le ramassage des 75 000 signatures, dans les moyens financiers et dans l'expression politique. En l'absence d'une opposition conséquente, ces candidats pourtant issus du régime sont apparus comme une contestation de la candidature Bouteflika, autrement dit celle du pouvoir. Ils se sont présentés comme les défenseurs de la transformation du régime, de l'intérieur. Leur caution à l'ensemble du processus électoral déloyal confirme bien qu'ils ne constituent pas un pôle démocratique radical mais un courant hétéroclite polarisé par l'ambition personnelle et par le discours libéral. La campagne monocorde de ces candidats proposant tous le libéralisme, malgré les élans populistes de certains, offrant tous, malgré leurs nuances, le dialogue politique, a maintenu la suspicion des masses qui se préparaient néanmoins, pour une bonne part, à voter pour le moindre mal. Une fraction significative de l'électorat se cantonnait, elle, dans l'expectative et la méfiance.

6. Leur retrait à 12 heures du vote, s'il a déçu leurs électeurs potentiels, les a placés en tant qu'illusion d'alternative démocratique face à un régime discrédité par la fraude. Porte-voix d'une transition démocratique « soft » sous la tutelle militaire et soutenus par le capitalisme international et par une bourgeoisie algérienne en plein essor, ils pourraient donner l'illusion d'une solution de rechange.

7. Bouteflika, dont la légitimité en sort très affaiblie, est obligé de faire des concessions. Son pouvoir sera soumis au contrôle de la caste militaire, véritable pouvoir occulte. De leur côté, les chancelleries des créanciers impérialistes pèseront de tout leur poids.

8. La cristallisation d'un pôle de gauche, déjà fragilisé par la guerre civile larvée, n'a pu se concrétiser malgré l'ampleur des luttes de la rentrée. Les errements de Louisa Hanoun, à la recherche d'un consensus national pour la paix, son opportunisme vis-à-vis des islamistes et sa complaisance vis-à-vis du pouvoir, l'ont conduit à diluer son identité politique. Le PST, malgré l'écho de ses propositions et malgré son action pour aider à la convergence du mouvement social, des noyaux socialistes et des syndicalistes n'a pu déboucher sur l'affirmation forte d'une alternative de gauche.

9. Le score significatif des islamistes, même dans ce vote entaché de fraude, confirme leur poids sur l'échiquier politique. Si l'expérience du FIS a enterré le radicalisme religieux; l'islamisme politique demeure. Le désarroi peut encore trouver un refuge dans ce repaire identitaire. La trêve de l'ALS, la cohabitation avec le pouvoir va reconforter le bloc islamiste sur le champ politique. L'islamisme, malgré sa domestication actuelle, pourrait même, en l'absence d'une alternative politique globale, capter de nouveau le mécontentement social (y compris celui des couches moyennes désabusées) dans les crises politiques des années qui viennent.

10. Ce scrutin indique aussi un autre pôle de stabilité électorale, celui de la Kabylie qui conforte un vote fortement identitaire. Par contre, les scores de Sifi, Hamrouche et Khatib sont un véritable désaveu.

11. Les résultats gonflés d'Abdelaziz Bouteflika constituent une victoire amère, car elle est délégitimée par l'accusation de fraude et déshonorée par le retrait des six. Il dispose de peu de délai de grâce pour renforcer son pouvoir dans un système fissuré par les affrontements. L'illégitimité des résultats interdit à Bouteflika de se présenter comme l'homme du consensus dans le bloc social au pouvoir et interdit au régime une fermeture du champ politique. Le risque d'un effondrement du régime n'est pas à l'ordre du jour.

12. Le PST doit maintenir le cap d'une alternative démocratique anti-libérale. Le PST peut converger ponctuellement avec les six et l'opposition sur des actions contre la fraude et pour la démocratie mais ne doit pas, dans son expression, les innover dans ce processus électoral, ni se placer sous la direction d'une opposition qui défend le libéralisme sans parler de la présence d'islamistes ou d'anciens fraudeurs comme Sifi.

Alger, le 22-23 avril 1999
Direction nationale du PST

Les pieds dans le pétrole

Par
Serge Conrad

L'OTAN ouvrira-t-elle une base en Azerbaïdjan ? Le 24 mars, à l'occasion de la visite d'une délégation militaire des États-Unis, le président de cette ancienne république soviétique, Heydar Aliev, déclarait que la première étape d'une coopération militaire avec l'OTAN et les États-Unis était en train d'être finalisée. Il ajoutait, sans préciser ses intentions, que son pays était disposé à passer à une nouvelle phase. Ces derniers mois, les dirigeants azéris n'ont cessé de protester contre les livraisons d'armes russes à l'Arménie. Vafa Goulizade, le principal conseiller de la présidence pour les affaires étrangères, a proposé que l'OTAN,



les États-Unis ou la Turquie installent une base en Azerbaïdjan. Réagissant à la livraison de missiles et d'avions MIG à la base militaire russe située en Arménie, il déclarait récemment au New York Times que « L'Azerbaïdjan est soumis à une grave menace de la part de la Russie. Ils se préparent à utiliser les Arméniens pour nous frapper ». Le ministre azéri de la Défense et le général Agaguseinov ont également déclaré qu'il fallait prendre des mesures pour rééquilibrer le rapport de forces militaires dans le Caucase, et que cela passait par un accord de défense avec la Turquie ou une présence de l'OTAN ou de soldats américains.

Est-ce du bluff ? C'est ce que pense « un diplomate de haut rang en poste à Bakou » cité par l'agence de presse Interfax. Mais

tout le monde n'est pas de cet avis. Et le président Aliev a eu beau affirmer que l'installation de bases étrangères n'était pas à l'ordre du jour pour le moment, les propos de ses collègues ont créé un certain émoi à Moscou et à Téhéran. Plusieurs États tels que la France ont également manifesté leur inquiétude face à des projets militaires qui, selon eux, ne pourront qu'accroître l'instabilité de cette région du monde.

Lorsqu'ils se réunirent à Washington pour le 50^e anniversaire de l'OTAN, les dirigeants des pays membres ont-ils évoqué cette affaire ? On sait en tout cas que leurs ministres des affaires étrangères ont fait la leçon aux présidents des trois pays caucasiens (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie). Madeleine Albright en tête, ils leur ont expli-

Manœuvres de crocodiles autour de la Mer Caspienne

D'après Jan Kalicki, Conseiller énergie du Département du Commerce des États-Unis pour la Mer Caspienne, les réserves prouvées de la mer Caspienne et de l'Asie Centrale s'élèveraient à 30 milliards de barils. Certains estiment même que les réserves en eau profonde de la Mer Caspienne pourraient ajouter 90 milliards de barils, soit autant que les réserves cumulées de l'Iran et du Koweït et plus que les réserves de la Russie, estimées à 60 milliards de barils. Les réserves de gaz sont tout aussi impressionnantes : l'équivalent de celles de la Mer du Nord et des États-Unis. Le Turkménistan, à lui seul, dispose de l'un des dix plus importants gisements de gaz au monde (plus de 1000 milliards de m³). Les experts s'accordent finalement pour évaluer la Mer Caspienne à 10 % des richesses d'hydrocarbures dans le monde. Les principales compagnies pétrolières ont déjà mis la main sur ces richesses. Pas étonnant, dans ces conditions, que les gouvernements occidentaux soient pleins de sollicitude vis-à-vis des régimes de la région, aussi dictatoriaux soient-ils.

Les réserves de la Mer Caspienne sont toutefois enclavées. Plusieurs voies d'exportation existent déjà :

- un pipeline de la société "CPC", emmenée par Chevron, ira des gisements de Tengiz (Kazakhstan) vers Novorossiysk (côte russe de la mer Noire); sa construction, pour un coût de 2,2 milliards de dollars, doit commencer en 1999 et s'achever en 2001 ;

- un pipeline réhabilité en 1997 relie Bakou à cette même côte ;

- un pipeline inauguré en avril 1999 relie Bakou à Supsa (côte géorgienne de la mer Noire).

Toutefois, dans la perspective d'une exploitation accrue d'ici 10 ans, de grandes manœuvres se déroulent autour du tracé d'un pipeline à grand débit vers l'Occident (dit "Main Export Pipeline" MEP, c'est-à-dire de 42 pouces de diamètre au lieu des 24 pouces de ceux en opération). Son tracé fait encore l'objet d'intenses négociations, où s'affrontent des considérations géopolitiques et économiques :

- un tracé Bakou - Supsa, donc parallèle au pipeline déjà en opération

- un tracé Bakou - Novorossiysk, également parallèle à celui en opération

- un tracé allant de Bakou au Golfe en passant par l'Iran

- un tracé Bakou - Ceyhan (port de la côte méditerranéenne de la Turquie).

La Turquie milite pour cette dernière solution, dont elle attend des bénéfices politiques (y compris un appui international pour renforcer sa guerre contre le peuple kurde) et économiques. Elle annonce qu'elle s'opposera par tous les moyens et menace déjà BP de boycott si la multinationale faisait un autre choix, argumentant officiellement qu'elle n'autorisera pas, pour des "raisons écologiques" l'augmentation du trafic de pétroliers par le détroit du Bosphore. Les États-Unis ne veulent pas entendre parler de l'option iranienne ou russe et appuient l'option turque, son principal allié de l'OTAN dans la région. L'Azerbaïdjan, le

Turkménistan et le Kazakhstan ont été ralliés.

Selon un responsable de la compagnie azéri SOCAR, la Turquie a proposé à l'Azerbaïdjan « de très bonnes conditions commerciales dépassant toutes les options concevables ».

Les compagnies pétrolières, notamment AIOC qui financera la construction et sera le principal client du MEP, font par contre les comptes. D'après les calculs d'AIOC récemment rendus publics, les options géorgiennes et russes sont les plus rentables : respectivement 1,8 et 2,5 milliards de dollars contre au minimum 3,7 milliards pour Bakou-Ceyhan. Les coûts de transport du brut seraient respectivement de 2 dollars, 2,7 dollars et 4 dollars par baril. D'après le président d'AIOC, si cette route était construite, le consortium perdrait la somme considérable de 12 milliards de dollars sur sa durée d'exploitation (2004 - 2024). Qu'à cela ne tienne, faisant peu de cas des principes de l'économie de marché, les États-Unis, la Turquie et même l'Azerbaïdjan négocient un niveau de subventions suffisant pour "convaincre" BP-Amoco.

Les compagnies pétrolières prévoient par ailleurs d'acheminer les hydrocarbures du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan de deux façon :

- un pipeline à gaz reliant le Turkménistan (et accessoirement le Kazakhstan) à la Turquie, en passant sous la Mer Caspienne pour éviter l'Iran.

- à terme, si la production de pétrole du Kazakhstan atteint comme prévu les 1,5 millions de baril/jour, la construction d'un pipeline sous-marin traversant la Mer Caspienne vers Bakou.

qué qu'il fallait résoudre les conflits de manière pacifique et non pas, comme l'a dit un diplomate, « *emprunter la voie du Kosovo* ». Pourtant, à en croire le journal turc *Aydinlink*, certains services de l'administration nord-américaine auraient des vues assez différentes. Selon cet hebdomadaire, la compagnie pétrolière américaine Amoco servirait de cheval de Troie à des agents de la CIA qui auraient attisé les conflits entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. En outre, l'Amoco, qui aurait un différent avec Aliiev, aurait comploté contre lui en s'appuyant sur des "loups gris" de l'extrême droite turque. Ajoutons que les États-Unis n'ont pas été enchantés d'apprendre que l'Azerbaïdjan avait concédé des parts à l'Iran dans deux exploitations offshore de la Mer Caspienne. On le voit, l'Azerbaïdjan, coincé entre la Russie, l'Arménie, la Géorgie, l'Iran et la Mer Caspienne, se trouve mêlé à des conflits politiques et économiques d'une grande complexité.

Espoirs et déceptions

Ce n'est pas d'hier que son pétrole suscite des convoitises. A Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, est née la première exploitation industrielle de l'or noir, en 1872. L'exploitation pétrolière ne commencera en Pennsylvanie que quelques années plus tard. En 1918, c'est-à-dire deux ans avant la conquête de Bakou par l'Armée Rouge, la Grande Bretagne avait arraché à Moscou le contrôle de la manne pétrolière et placé un général à la tête de la British Oil Administration. Depuis la fin de l'URSS, tout est rentré dans l'ordre, les "majors" ont repris le contrôle des champs pétroliers.

Les réserves de l'Azerbaïdjan sont estimées, et non prouvées, à 2 milliards de tonnes (15 milliards de barils). En 1994 était signé le « *contrat du siècle* » (expression locale) avec AIOC (Azerbaïdjan International Operating Company), un consortium dominé par BP-Amoco. C'est l'un des dix-neuf accords signés depuis cinq ans avec des compagnies occidentales, dont trois en avril dernier. L'Azerbaïdjan espère faire passer sa production de 10 millions de tonnes en 1998 à 45 millions de tonnes dès 2005, dont 80 % pourrait alors être destiné à l'exportation. Les exportations pétrolières pourraient ainsi passer d'environ un demi milliard de dollars en 1998 à 4 milliards de dollars par an en 2005 sur la base du prix actuel.

En fait, il n'est pas sûr que l'exploitation soit si rapide, car si AIOC a signé un contrat d'exploitation de gisements prouvés, les autres consortium sont actuellement assez déçus par les résultats des forages, et deux d'entre eux viennent de quitter le pays. De plus, le prix du baril de brut est tombé dès novembre 1998 en dessous de 11 dollars, soit son prix le plus bas depuis 20 ans. Les facteurs de cette baisse sont trop nombreux et importants pour imaginer que le cours puisse remonter, même à moyen terme :



récession économique mondiale (notamment baisse brutale des achats en Asie), un important stockage, incapacité des pays de l'OPEP à reconstruire un cartel, mise en exploitation de nouveaux champs offshore encouragée par l'amélioration des techniques d'exploitation. Les risques de dépression économique mondiale font craindre que ce prix ne passe en dessous de la barre fatidique des 10 dollars. Dans ces conditions, les compagnies pétrolières sont tentées de limiter leurs efforts d'exploration. Elles sont même réticentes à investir dans le pipe-line de 1700 kilomètres, qui joindrait Bakou à Ceyhan, et permettrait d'exporter massivement le pétrole de la mer Caspienne vers l'Ouest (voir encadré p. 30).

Un nouvel Émirat ?

Si la transformation de l'ancienne république soviétique en nouvel Émirat pétrolier est loin d'être assurée sur le plan économique, elle semble par contre mieux engagée sur le plan politique. Depuis trente ans, le président Heydar Aliiev (76 ans), ancien secrétaire général du Parti communiste d'Azerbaïdjan, (puis membre du Politburo du PCUS), n'a été écarté du pouvoir que pendant quelques années, à la suite de la

déclaration d'indépendance de 1991. Il n'a pas tardé à reprendre le pouvoir par un coup d'État en 1993, puis à se faire plébisciter à 97% par un référendum suivi d'une élection présidentielle. En 1995, il a organisé un nouveau référendum ratifiant une nouvelle constitution et des élections législatives, dénoncées par les observateurs internationaux, assurant la domination de sa formation, le Nouveau Parti d'Azerbaïdjan. Les contribuables des États-Unis ont apporté leur pierre à cet exploit : 400 000 dollars d'appui à l'organisation de ces élections. Le président, à l'affût de n'importe quelle reconnaissance internationale, a d'emblée demandé l'adhésion de son parti à l'Internationale socialiste, à l'Internationale libérale et à l'Union démocratique. Il a été à nouveau réélu en 1998, à 76%, dans des conditions à nouveau dénoncées par les observateurs internationaux.

L'un des patrons de la première société du pays, la SOCAR, holding pétrolier d'État, est Ilham Aliiev, fils du président, que les médias officiels mettent en avant à toute occasion. Selon l'un d'eux, Aliiev junior a « *le code génétique non d'un homme ordinaire mais du patriarche de la nation* ». Et après avoir fait l'objet de nombreuses rumeurs, le projet supposé du vieux président, de voir son fils lui succéder, est désormais discuté sur la place publique.

La question est d'autant plus pertinente que, depuis le début de l'année, Aliiev père a déjà été hospitalisé en Turquie puis opéré aux États-Unis, et que le pays a tous les principaux traits d'une dictature. Cédant aux supplications de ses partenaires occidentaux soucieux d'"élections libres", le président Aliiev a officiellement supprimé la censure de la presse en août dernier. Mais il n'a pas tardé, au lendemain de l'élection du mois d'octobre, à museler la presse d'opposition par des amendes astronomiques au regard de ses maigres ressources (1). Confrontés à cette nouvelle forme de censure, une vingtaine de rédacteurs en chef et quarante journalistes se sont relayés pour faire la grève de la faim. Parallèlement, les manifestations contre la fraude électorale des dernières élections présidentielles ou pour la liberté d'expression sont interdites ou violemment réprimées. Les organisations de défense des droits de l'Homme font état d'une situation critique marquée par la répression du droit d'expression, les arrestations

1. 700 000 dollars, par exemple, demandés au journal *Azadlig* (*Azernews* du 2 décembre 1998)

Azerbaïdjan

tions arbitraires et la torture (2). Après le départ des observateurs électoraux, le vieux président a repris ses vieilles habitudes. Il est à vrai dire difficile d'imaginer que le régime puisse contrôler la population autrement que par la répression, tant les mécontentements et la colère montent au fil des années de « *transition vers la démocratie et l'économie de marché* » contre la corruption généralisée qui accule la majorité de la population à vivre dans des conditions désormais indignes.

Les statistiques officielles font état d'un effondrement de l'activité économique et d'un taux d'exploitation accru. Depuis 1990, le PIB a été réduit de plus de moitié. Le secteur manufacturier a été le plus affecté puisque sa production n'est plus que 10% de son niveau de 1990. Seul le secteur de l'exploitation pétrolière explique la remontée du PIB en 1998. La productivité du travail a été réduite à 45 % de son niveau de 1990. Le taux officiel de chômage a atteint 38 % dès 1997 tandis que le niveau du salaire moyen réel était amputé des trois quarts. D'où un transfert de valeur spectaculaire du travail vers le capital : les revenus du travail ne représentaient plus en 1996 que 21 % de la valeur ajoutée, contre 54 % en 1990. Le salaire moyen se situe désormais à environ 50 dollars par mois. Le salaire indirect (sécurité sociale, accès à la santé, à l'éducation, aux loisirs, aux transports), héritage de l'ancien régime bureaucratique, est également laminé. Le PIB annuel par tête est désormais inférieur à 500 dollars, soit le bas de l'échelle des pays dits en voie de développement. Et ce qui aux yeux de certains constituait un

Capitalisme "populaire"

Comme en Russie, l'enjeu principal de la "transition" est l'accaparement par quelques multinationales et leurs associés de la nomenklatura mafieuse ou bureaucratique des principaux actifs productifs. Comme en Russie, les dirigeants d'Azerbaïdjan ont vendu à leurs concitoyens l'idée que les moyens de production, autrefois propriété de l'État, allaient être "socialisés", c'est à dire devenir la propriété de chaque citoyen, à travers la distribution de coupons donnant accès aux actions de leur choix. En fait, la grande majorité des citoyens, privés de moyens de subsistance, ont déjà dû vendre ces coupons à la nouvelle bourgeoisie. De plus, le cours de ces coupons baisse régulièrement, car les entreprises de valeur sont mises de côté pour une vente hors coupon. Le coupon de privatisation a vu son cours chuter de 50 à 30 dollars pendant les 9 premiers mois de 1998.

2. voir notamment Amnesty International 1998 Report et Human Rights Watch 1999 Report.

3. Michael Gorbatchev, *Memoirs*, Doubleday,

Haut Karabakh : des pertes et des profits

Le Haut Karabakh, région autonome dans la République soviétique d'Azerbaïdjan, mais peuplée majoritairement par des Arméniens, a profité de la perestroïka et d'un réveil général des nationalismes pour demander en 1988 son indépendance, puis son rattachement à la République soviétique d'Arménie. Les dirigeants des deux républiques, loin de chercher une issue sur la base du respect des minorités, ont entraîné les deux nations dans un conflit armé accompagné d'opérations de nettoyage ethnique et créant plus d'un million de réfugiés. Comme l'a écrit Gorbatchev dans ses *Mémoires* : « Dans les deux républiques, beaucoup de hauts dirigeants s'étaient installés dans la corruption. Mais lorsque la perestroïka a commencé, ils ont senti le sol s'effondrer sous leurs pieds, ce sont eux qui ont attisé les conflits ethniques. Les sentiments nationaux ont été exploités sans pitié. » (3) Dix ans plus tard, ils continuent à l'être, par les mêmes "hauts dirigeants".

atout de développement, à savoir un niveau d'éducation moyen relativement élevé, est remis en cause par l'éducation payante, la fuite des enseignants vers n'importe quelle autre activité, la chute de l'intérêt des étudiants pour les carrières scientifiques, la possibilité croissante d'acheter des diplômes.

La rente pétrolière accaparée

Certes, l'Azerbaïdjan disposera dans les années qui viennent de ressources nouvelles et importantes. Toutefois, comment sera répartie la rente pétrolière ? A en juger par la prédation massive en cours des richesses transférées sur des comptes étrangers et au vu de l'expérience d'autres grands producteurs de pétrole, en l'absence d'un régime démocratique, elle profitera aux actionnaires des multinationales pétrolières et à leurs associés locaux, singulièrement la "kleptocrature" au pouvoir. Il n'existe aucun cadre légal contraignant, donc chaque « accord de partage de production » (*production sharing agreement*) peut-être négocié à la discrétion du pouvoir.

L'explosion sociale et politique généralisée n'est toutefois sans doute pas à attendre avant plusieurs années, pour trois raisons au moins. Premièrement, la construction d'une véritable opposition organisée et prête à affronter le régime, dans les conditions d'une dictature, prend des années. Deuxièmement, la population d'Azerbaïdjan survit encore grâce au patrimoine légué par les générations précédentes et l'ancien système. Les Azerbaïdjanais subsistent encore

en vendant les biens de famille : bijoux, bibliothèques ou tapis, meubles et œuvres d'art, qui font la richesse des antiquaires et des collectionneurs étrangers. Il n'est désormais plus rare qu'ils vendent aussi à la nouvelle bourgeoisie l'appartement dont ils disposaient sous l'ancien régime et pour lequel ils ont reçu un titre de propriété au début de la transition. Mais que se passera-t-il ensuite ? Troisièmement, le régime dispose encore d'une marge de manœuvre politique grâce au conflit avec l'Arménie (voir ci-contre). En éloignant tout règlement politique du conflit dans le Haut Karabakh, le président Aliiev entretient, aux dépens des libertés publiques, l'union sacrée autour de la patrie et de ses forces armées.

SOUSCRIPTION

25 000 francs pour les 25 ans d'Inprecor

Vingt cinq ans après son apparition, *Inprecor* continue à lutter pour sa survie. Dans le n° 435 de mai 1999 nous avons lancé un appel à nos lecteurs : faites connaître *Inprecor* autour de vous, abonnez vos ami(e)s et, en attendant que vos efforts permettent à *Inprecor* d'atteindre le seuil critique d'autofinancement, aidez-nous en souscrivant.

Malgré le retard d'acheminement de votre mensuel (posté à Paris il met quinze jours pour parvenir à...Paris au tarif "rapide" - c'est un des succès de la privatisation larvée de la Poste), vous avez entendu notre appel.

Le 1 juin nous avons reçu :

Delphine M., France	140,00 F
Stéphane M., France	40,00 F
Gaston G., Suisse	40,00 F
Didier B., France	100,00 F
Denis A., France	500,00 F
Frédéric P., France	100,00 F
Charles-Henri V., Réunion	140,00 F
Pierre D., Belgique	40,00 F
Jean-Pierre D., Québec	103,00 F
Gérard B., France	40,00 F
Antoni M., Luxembourg	40,00 F
Total au 1 juin 1999	1 283,00 F

1 283 francs, c'est un peu plus de 5 % de l'objectif. C'est un bon début pour la première semaine de la souscription. Merci à tous ! Et que celles et ceux qui n'ont pas encore souscrit, fassent un effort.

Inprecor a besoin de vous !



Une nouvelle phase, dix ans après Tien Anmen ?

Par
Livio Mitan*

La Chine fêtera au mois d'octobre le quarantième anniversaire de la fondation de la République populaire alors que le mois de juin marquera le dixième anniversaire du drame de Tien Anmen. Au delà des célébrations propagandistes opposées, c'est l'occasion pour dresser un bilan synthétique et encore plus de s'interroger sur la dynamique d'un pays qui, de toute façon, va jouer dans les prochaines décennies un rôle majeur à l'échelle mondiale.

Dans le bilan d'ensemble une distinction s'impose : alors que les trois décennies après 1949 ont été marquées par une succession de différentes orientations et de tournants brusques, dans les vingt années suivantes, à part quelques corrections et reculs partiels ou conjoncturels, on n'a pas changé de cap y compris après des événements majeurs comme la révolte de juin 1989.

Nous ne revenons pas sur la signification historique de la révolution chinoise ni sur les vicissitudes de 1949 à 1979. Notre mouvement a analysé cette période aussi bien dans des documents de ses congrès et de ses organismes de direction que dans ses publications. Quant à la période suivante, rappelons tout simplement que la Chine a enregistré une croissance économique beaucoup plus importante et constante. Selon les chiffres officiels, au cours du dernier plan quinquennal achevé, de 1992 à 1997, son produit national brut a augmenté de 12,1% par an, alors que le niveau de vie a augmenté de 7,2% par an dans les villes et de 5,7% dans les campagnes (1).

Des difficultés et des tensions qui s'accroissent

Un changement s'est toutefois dessiné les deux dernières années. Ainsi, la question se pose de savoir si le pays est en train d'entrer dans une nouvelle phase où tensions et contradictions à l'oeuvre iront s'aggravant au niveau socio-économique avec également des répercussions au niveau politico-

institutionnel.

Tout d'abord, il faut constater un ralentissement incontestable du taux de croissance. Selon les évaluations les plus optimistes, le PNB aurait augmenté l'année dernière d'environ 8% (7,8% selon le dernier rapport de Zhu Rongji à l'Assemblée nationale) alors que d'après d'autres sources il n'aurait même pas atteint 6%. Pour la prochaine décennie on projette une croissance de 7% (*Beijing Information*, n° 1/1999), mais de nombreux commentateurs conseillent de prendre ce chiffre sous bénéfice d'inventaire.

Rappelons qu'au dernier congrès du parti (septembre 1997) Jiang Zemin avait synthétisé la situation comme suit : « *La qualité et l'efficacité de l'économie nationale dans son ensemble demeurent relativement faibles, la structure irrationnelle pose encore un problème assez prééminent et, tout particulièrement, certaines entreprises d'État manquent de vitalité. Le style de travail du Parti et du gouvernement, la conduite sociale actuelle et la sécurité publique demeurent encore en-deçà des attentes du peuple ; la corruption, l'extravagance et le gaspillage et d'autres phénomènes indésirables sont encore chose courante et connaissent même une recrudescence ; le style de travail bureaucratique, le formalisme et la tromperie constituent de sérieux problèmes. La relation entre le revenu et la distribution doit être redressée, l'inégalité du développement régional est flagrante et certains citadins et ruraux vivent encore dans l'embaras* ».

En novembre 1998 une publication officielle écrivait : « *L'offre des articles de consommation, des financements et des installations d'infrastructure dépasse nettement la demande du pays. Le surplus de force productive a rendu inactifs 40% des équipements destinés à la transformation des machines et à la fabrication des appareils ménagers. A présent, les effets des goulots d'étranglement, fruit de l'économie planifiée traditionnelle, laisse la place aux effets des demandes, fruit de l'économie de marché. On assiste à la faillite de certaines entreprises et à la mise en chômage de certains employés excédentaires, et cela, à cause de*

la concurrence soulevée par les capitaux privés et à la commercialisation des banques (...) Le problème de l'emploi devient un problème crucial de l'économie chinoise » (B.I., n° 47/1998).

Début février de cette année *The China Economic Times* écrivait que les deux tiers des principaux produits manufacturés étaient excédentaires (+38,7% par rapport à l'année précédente). Différentes sources, dont le *Financial Times*, expliquaient que les entreprises pétrochimiques étaient en train de réduire leur production ; que les investissements dans le secteur de l'acier diminueraient de 50 % ; que la décision avait été prise de fermer 25 800 mines de charbon avec une perte de 400 000 emplois ; que le secteur de l'électricité était en train de passer d'une carence de production chronique à une surproduction ; que des phénomènes de stagnation ou de recul se produisaient aussi dans d'autres secteurs (transport aérien, autocars) ; que les sociétés chinoises avaient enregistré à la Bourse les pires résultats depuis le début des années 1990. Le fameux district modèle de Pudong, près de Shanghai, avait été également frappé par des tendances déflationnistes. Des sociétés étrangères faisaient elles aussi les frais de ces difficultés : selon des estimations de TA Kerney de Hong Kong plus de la moitié des multinationales — 30 % selon d'autres sources — n'obtiendraient pas de bénéfices.

Par ailleurs, comme nous l'avons mentionné, la situation des entreprises d'État déficitaires est plus grave que jamais. Le fait qu'elles sont toujours considérées comme « *le pilier de l'économie chinoise* » et qu'à la fin de 1997 56 % de la force de travail

*Livio Maitan, dirigeant de la IVe Internationale, est membre de la direction du Parti de la refondation communiste (Italie).

1. L'auteur de cet article a contribué aux analyses et aux réflexions de notre mouvement par deux livres : *Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise*, Maspero, 1971, et *Il dilemma cinese*, Data News, 1994. En ce qui concerne les dernières années cf. les articles sur la Chine parus dans *Inprecor* n° 405 de septembre 1996, n° 419 de décembre 1997 et n° 423 d'avril 1998.

urbaine y était employée suffit à indiquer la portée du problème. Il est vrai que des restructurations avec des fusions et des suspensions d'activité ont été réalisées en 1998 à une échelle plus large qu'auparavant (par exemple, dans le textile et dans l'industrie charbonnière). Toutefois, selon la Commission nationale pour l'économie et le commerce, des problèmes aigus subsistent, dont « *la chute du rendement des entreprises publiques, la mauvaise santé de nombreuses entreprises, la pléthore croissante des employés et des ouvriers et la pression accrue sur l'emploi (...), la mise en place d'entreprises faisant double emploi depuis des années (...), des équipements de production massivement au repos (...), l'approbation de projets même si on manque de capitaux, des entreprises lourdement endettées* » (B.I., n° 2/1999). Il faut ajouter que même le secteur des entreprises dites collectives, qui a joué et joue toujours un rôle important, commence à connaître des difficultés avec une tendance à la diminution du taux de croissance. Plus généralement, si l'on en croit un responsable du Bureau des statistiques, « *il sera difficile de surmonter en peu de temps les contradictions au sein de couches profondes de l'économie nationale. Premièrement, les problèmes structurels accumulés depuis longtemps sont difficiles à résoudre d'un seul coup ; deuxièmement, les entreprises chinoises ne sont pas compétitives dans le contexte de l'intégration à l'économie globale ; troisièmement, après avoir subi la crise financière, les pays d'Asie du sud-est vont avoir une compétitivité accrue sur le plan international et cela risque de nuire aux exportations chinoises* » (B.I., n° 7/1999).

Plus récemment, l'attention a été attirée encore une fois sur la difficulté pour l'État de s'assurer un revenu fiscal adéquat (ce revenu correspondrait à 12% du PIB contre 32% en moyenne pour les pays sous-développés). Si aucune amélioration ne se produisait dans ce domaine, cela pourrait remettre en question les mesures "keynésiennes" adoptées pour faire face aux tensions accentuées par la crise asiatique (cf., par exemple, *Financial Times*, du 7 avril 1999).

Les conséquences sur le plan social sont assez largement connues. Le chômage ne cesse de monter. Sans remonter plus loin, en 1998, selon un économiste de l'Académie des sciences, Hu Angang, le chômage urbain aurait atteint 8% de la population active (de 13 à 15 millions) et pourrait croître davantage cette année. Selon des sources citées par *Le Monde* (5 mai 1998), les travailleurs excédentaires des entreprises d'État seraient de 30 à 40 millions. Par ailleurs, la décision a

été prise, en principe, de réduire de 50% le nombre des fonctionnaires publics. Plus généralement, selon Zhou Lukuan de l'Université de Pékin, mentionné par la *Far Eastern Economic Review*, le taux du chômage réel serait proche de 20% de la population active.

Toutes ces tendances sont d'autant plus graves que la population dite excédentaire est loin de diminuer dans les campagnes. Rappelons que déjà en 1995 on avait avancé le chiffre de 120 millions dans une perspective de 200 millions pour l'année 2000. Il n'y a eu aucun changement substantiel depuis lors. Qui plus est, les campagnes doivent faire face à d'autres problèmes majeurs. En plus de la stagnation de produits agricoles fondamentaux et de la détérioration ultérieure de l'environnement, c'est le rétrécissement des surfaces cultivables qui menace la Chine : selon l'agronome Bao Jianzhong dans 30 ou 40 ans la surface cultivable par tête d'habitant se réduirait à 0,08 hectare et en même temps la disponibilité d'eau correspondrait au tiers de la disponibilité actuelle.

Finalement, au cours des deux dernières années l'attention des spécialistes a été attirée par l'évolution des investissements et des activités financières. Bref, en ce qui concerne les investissements, y compris étrangers, un ralentissement s'est dessiné depuis 1997 et a continué en 1998 (si on tient compte des investissements effectivement réalisés et non de ceux annoncés). Au niveau des activités plus proprement financières, les préoccupations des milieux internationaux ont sensiblement augmenté à la suite de la faillite en 1998 de la puissante agence des investissements Guandong International and Investment Corporation (GITIC) et de la décision des autorités centrales de ne pas compenser les pertes subies par des hommes d'affaires étrangers.

Mais à la question de savoir si la Chine est en train d'entrer dans une nouvelle phase on ne saurait répondre, en fin de compte, qu'en abordant le thème des transformations structurelles socio-économiques.

Nous ne revenons pas sur les analyses que nous avons développées dans des articles précédents au sujet des transformations structurelles des deux dernières décennies. Nous sommes d'avis qu'aucun changement qualitatif ne s'est produit par la suite : à la différence de la Russie et d'autres Républiques de l'ancienne Union Soviétique, le système capitaliste n'a pas été restauré et la Chine reste une société de transition bureaucratifiée en dépit des bouleversements qu'elle a connus. La couche sociale dominante est toujours représentée par

cette bureaucratie qui s'était formée et assez rapidement cristallisée au lendemain de la victoire de la révolution (même auparavant dans les régions antérieurement libérées) et qui continue à sécréter sa propre idéologie, réadaptée selon les besoins de sa propagande, intrinsèquement inconsistante et de plus en plus éclectique. Par ailleurs, ce sont justement des mécanismes socio-économiques non capitalistes qui ont permis à la Chine de faire face à la crise asiatique mieux que d'autres pays. George Soros l'a remarqué lui-même en expliquant que la grande différence qui a sauvé la Chine réside dans le fait que sa monnaie n'est pas convertible et que son gouvernement peut encore exercer un contrôle sur l'afflux de capitaux.

Ceci dit, il faut quand même constater que l'intégration dans l'économie mondiale, aussi limitée soit-elle, pèse de plus en plus et c'est un fait que se produisent désormais en Chine des phénomènes de surchauffe, de surproduction, d'oscillations boursières, de variations des prix des terrains et de spéculation immobilière qui sont typiques de ce qu'on appelle une économie de marché beaucoup plus que d'une société de transition bureaucratifiée.

Des changements pourraient se préciser y compris au niveau social si des hypothèses esquissées en matière de sociétés par action, notamment dans le but d'aborder plus résolument le problème des entreprises d'État déficitaires, se traduisaient dans la réalité. Si, plus concrètement, on adoptait, pour reprendre les propres mots de l'économiste Li Ji, « *un système d'actions sur le capital* » avec une « *distribution des dividendes* », cela ouvrirait inévitablement des brèches dans le système. Une accumulation privée, embryonnaire mais susceptible de se développer assez rapidement, deviendrait ainsi possible. Le chemin serait déblayé vers cette restauration capitaliste qui n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant (2).

Tien Anmen : rupture du substitutisme

Dans notre article susmentionné nous avons emprunté des clés d'interprétation de l'histoire contemporaine chinoise aussi bien à Étienne Balazs qu'à Roland Lew, en nous référant en même temps aux années 1920

2. Cf. à ce sujet notre article dans *Imprecor* n° 423 d'avril 1998, p.32. Il faut ajouter qu'au mois de mars dernier on a corrigé un article de la Constitution dans le sens de reconnaître un statut plus important au secteur privé : « *Dans le cadre de la loi, les entreprises privées et individuelles et autres entités économiques du secteur non étatique sont une composante importante du système d'économie de marché socialiste* ».

et 1930, à la période cruciale de la guerre révolutionnaire avant 1949 et, sous des formes plus particulières, à la "révolution culturelle" de la fin des années 1960. Ajoutons que le concept de substitutisme pourrait aussi aider à comprendre certains phénomènes des années 1990.

En effet, la formation physiologique d'une classe capitaliste, d'une véritable bourgeoisie, s'est avérée extrêmement difficile, voire, jusqu'ici, impossible : aussi bien pour des raisons historiques nationales qu'à cause de la dynamique du capitalisme international d'aujourd'hui. Dans un tel contexte des fractions de la couche dominante bureaucratique — composées beaucoup plus de jeunes que de survivants des vieilles générations — pourraient jouer le rôle d'une classe capitaliste en tant que gérants de nouveaux mécanismes d'accumulation. Un tel processus ne pourrait, toutefois, se développer et à plus forte raison s'achever sans une neutralisation ou une relégation à un rôle passif aussi bien des masses ouvrières et populaires urbaines que des masses paysannes. De toute façon, une contradiction surgirait entre cette dynamique socio-économique nouvelle et le cadre politico-institutionnel fonctionnel quant au maintien et à la gestion d'une société de transition bureaucratisée.

Le recours à la clé d'interprétation du substitutisme, qui se base sur des éléments analytiques réels, risquerait d'amener à une conception schématique et unilatérale et d'inspirer une vue pessimiste du futur si on oubliait ces moments cruciaux où la logique substitutionniste n'est pas entrée en jeu, voire a été brisée. En d'autres termes, si on ignorait les phases de marée montante où les masses ont réussi à jouer le rôle de protagonistes.

Tout au long de sept décennies nous pouvons saisir trois de ces phases. La première correspond aux mobilisations ouvrières et populaires lors de la révolution de 1925-27. La deuxième remonte aux années 1946-47 alors qu'une nouvelle montée du mouvement paysan met à l'ordre du jour le renversement de l'ancien régime. La troisième est la révolte de juin 1989.

Cette révolte représente la rupture la plus spectaculaire avec le substitutisme de toute l'histoire de la Chine post-révolutionnaire. Ce sont des larges couches de la jeunesse estudiantine qui en ont pris l'initiative. Mais leur mobilisation a eu rapidement un écho puissant dans des couches ouvrières et populaires, parmi des fonctionnaires, des intellectuels et des journalistes, en provoquant des clivages même au sein du parti. Le caractère démocratique révolutionnaire du

mouvement a été confirmé par le fait que dès le début, alors que les organisations officielles disparaissaient ou restaient passives, faisaient leur apparition de nouvelles formes organisationnelles et de nouveaux dirigeants, expression directe des jeunes générations. L'auto-organisation comportait également des formes de réorganisation embryonnaire de la vie sociale alors que des piquets se donnaient des fonctions d'ordre public. Qui plus est, des jeunes soldats fraternisaient avec les gens qui occupaient la grande place de Pékin, ce qui empêcha pendant deux semaines le gouvernement d'appliquer la loi martiale qu'il avait adoptée.

On peut se poser encore une fois la question de savoir pourquoi un tel mouvement a été écrasé et si rapidement dissous. La réponse est, en fin de compte, assez simple. Justement à cause de ses objectifs radicaux et de sa dynamique, il n'aurait pas pu gagner sans s'étendre au pays tout entier. En dépit des mobilisations dans d'autres villes, cela ne s'est pas produit et, qui plus est, ne se sont pas mobilisées, à quelques exceptions près, ces masses paysannes qui représentent la grande majorité de la population. Même si le mouvement avait acquis une dimension nationale, se serait posé un deuxième problème : l'élaboration d'une stratégie d'ensemble pour mener à bien une révolution antibureaucratique, démocratique et égalitaire, nécessaire y compris pour fixer des objectifs plus avancés. En d'autres termes une chose est de provoquer une situation tendancielle de dualité de pouvoirs, autre chose de généraliser cette situation et de construire une direction alternative.

Le printemps 1989 a donc marqué une rupture avec le substitutisme, mais n'a pas permis de le dépasser organiquement.

Vers de nouveaux déséquilibres et déchirements

En ce dixième anniversaire de Tien Anmen il est légitime de s'interroger : est-ce qu'il est possible d'envisager pour le futur d'autres événements comparables à ceux de 1989 ?

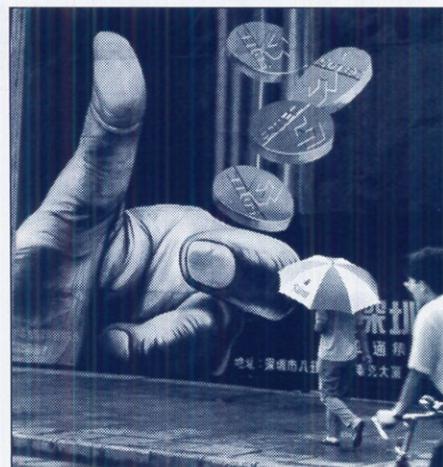
Nous ne sous-estimons pas que des facteurs jouent encore en faveur d'un maintien du status quo, au delà des transformations qui ont eu lieu et pourront se poursuivre. Après tout, comme nous l'avons mentionné, les structures et les mécanismes qui existent ont permis à la Chine de rester partiellement à l'abri des tempêtes de l'économie mondiale. Les couches bureaucratiques tendent à ne pas remettre en question un statu quo social et politique qui ne cesse de leur garantir des privilèges substantiels, cela d'autant

plus qu'elles ont devant leurs yeux l'exemple dissuasif de la Russie. Pour leur part, de larges couches ouvrières et populaires peuvent avoir des réflexes de conservation dans la mesure où des acquis sociaux post-révolutionnaires leur donnent encore une protection, aussi limitée et précaire soit-elle.

Mais à la longue une telle situation ne saurait se prolonger. Face à des difficultés économiques croissantes et à l'éclatement de conflits sociaux, des secteurs de la couche dominante seront tentés de surmonter leurs contradictions par un retour en arrière, en mettant un frein à l'intégration dans l'économie mondiale et bloquant tout élargissement ultérieur de "l'économie de marché". D'autres pourront faire un choix diamétralement opposé. Si cette tendance avait le dessus, c'est le cadre politico-institutionnel lui-même qui serait remis en question.

Toutes les informations dont on dispose indiquent qu'au cours de la dernière année, pour ne pas remonter plus loin, des conflits sociaux ont éclaté aussi bien dans des secteurs urbains que dans les campagnes. A plusieurs reprises, même des dirigeants ou leurs porte-parole l'ont explicitement admis sans cacher leurs préoccupations. A l'heure actuelle il est difficile d'apprécier la portée de tous ces phénomènes et à plus forte raison leur dynamique. Quoi qu'il en soit, si les dizaines de millions de travailleurs des villes menacés par les restructurations en cours ou annoncées, les centaines de millions de paysans qui n'ont pas profité de la croissance économique et craignent d'être relégués parmi les "excédentaires", et les étudiants, qu'ils proviennent des villes ou des campagnes, se mobilisent en renouant avec les traditions les plus fécondes des phases révolutionnaires et de la révolte de Tien Anmen, s'ils jouent un rôle de protagonistes sans faire confiance à de nouveaux mandarins, une époque nouvelle s'ouvrira en Chine avec des répercussions majeures sur la situation mondiale.

15 avril 1999



Les élections européennes ont été un excellent révélateur de tous les processus qui traversent et bousculent nos sociétés et les partis politiques. Une fois de plus — et plus librement que lors d'une élection parlementaire nationale — les populations, et singulièrement les travailleurs, ont saisi l'occasion de sanctionner leurs gouvernements.

Par une abstention massive d'abord. La vague est générale (sauf dans pays où le vote est légalement obligatoire), et dans certains pays sans précédent. L'Angleterre atteint même des chiffres d'outre-Atlantique (78 %). Ce n'est pas un désintérêt par rapport à l'Europe qui en est la cause. Toutes les enquêtes et études prouvent au contraire une nette prise de conscience de l'impact des institutions de l'UE sur la vie quotidienne. Mais voilà, il ne faut pas de pesantes analyses pour comprendre que le parlement européen a encore moins de pouvoir de décision que l'Assemblée nationale. Cela, ainsi que la défiance, voire la démoralisation du monde du travail vis-à-vis de "leur" propres partis, expliquent cette abstention.

C'est la social-démocratie européenne, portée au pouvoir dans 13 pays membres (avec un premier ministre dans 11), qui est la plus durement frappée. A peine portée au pouvoir en septembre 1998 par un spectaculaire raz-de-marée, le SPD (allemand), avec 30,7 %, perd 10 % en 9 mois ! Du coup, la démocratie-chrétienne, pourtant en crise, atteint, avec 48 %, le score le plus élevé de son histoire ! La débâcle de Blair est pire : il tombe à 28 % effondrant la victoire (38 %) à un parti conservateur toujours en lambeaux ! Les deux avaient misé l'impact de la guerre des Balkans (Blair comme "chef guerrier", Schröder comme "artisan de la paix") pour écraser leur misérable bilan social. Raté !

Punition bien méritée, dont le sens est éclairé par la publication, à la veille du scrutin, d'un Manifeste qui relance l'offensive néolibérale après le désastreux Sommet de Cologne. Paradoxe : Jospin a la partie facile pour marquer sa différence et prétendre réussir par une politique à gauche. Double mystification : car il recule à 21,96 % de sa liste unitaire (en 1994, PS+MDC+Radicaux de gauche obtinrent 28 % !) et même *Le Monde* reconnaît que sa politique diffère à peine de celle de Blair et Schröder.

Cette punition infligée par le monde du travail à ses propres dirigeants et partis traduit incontestablement la résistance sociale et un rejet de leur politique. Même si cela ne se reflète que très imparfaitement dans un choix actif et alternatif à gauche.

Il n'est pas vrai que l'Europe bascule politiquement à droite à travers ces élections, comme un journalisme superficiel veut nous le faire croire. D'abord, parce que si les partis de la bourgeoisie progressent en pourcentage des votants, ils reculent (comme pratiquement tous les partis) en nombre absolu. Ensuite, il n'est pas vrai que la droite devient majoritaire au sein du "Parlement européen", parce qu'elle l'a toujours été ! Encore une mystification, savamment entretenue par les sociaux-démocrates, qui provient du fait que la droite a jus-

qu'à présent constitué plusieurs groupes parlementaires, faisant de la social-démocratie le groupe le plus nombreux, mais minoritaire. Finalement, la crise des droites européennes reste profonde. Elle est directement liée au passage historique de l'État national à l'UE comme proto-État (bourgeois) supranational. La première étape est réussie dans plusieurs pays, là où la social-démocratie et la démocratie chrétienne dominant. Mais ce n'est pas le cas en France et en Grande-Bretagne. Là, les partis bourgeois dominants sont consubstantiellement liés à la longue histoire — "républicaine" ou "impériale", selon le cas — de leur État national. Et ils y ont gagné leur enracinement populaire. La transition y est douloureuse et loin d'être terminée.

Le score des PC, dans la mesure où ils ne sont pas réduits à l'état groupusculaire, donne des indications précieuses quant à leur positionnement politique. Par ailleurs ce résultat aura sans doute un impact direct sur leur évolution immédiate. Tous (sauf le Parti de gauche suédois qui poursuit une croissance fulgurante, aujourd'hui à 16 %) passent en-dessous de la barre des 10 % : France (6,8 %), Espagne (5,8 %), Italie (4,3 %), Portugal (10,32 % en coalition avec un Parti Vert), Grèce (8,6 % pour le KKE et 5,1 % pour Synapsismos), Allemagne (5,8 %). Tirailés depuis dix ans, entre la collaboration avec la social-démocratie (au pouvoir) et le maintien d'une identité propre, une clarification tend à se préciser. Le PCF se social-démocratise à vive allure, le PRC (italien) se radi-

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Désaveu massif des partis dévoués au grand capital

Ainsi, la résistance sociale que reflète le désaveu massif des principaux partis, dévoués au grand capital, s'est en partie, positivement, traduit dans un vote en faveur des Partis verts, des Partis communistes, et de la gauche radicale. La droite fasciste ou fascisante marque le pas sur le plan électoral (notamment en France et en Autriche) sauf dans la partie flamande de la Belgique, où le Vlaams Blok continue sa progression dépassant désormais la social-démocratie !

Alors que les Verts allemands passent par leur crise "d'août 1914" (6,5 %, contre 10,1 % en 1994), ailleurs la progression continue, parfois très spectaculaires : en France (9,71 %), en Belgique (12,1 %), aux Pays-Bas (11,9 % pour la Gauche verte, qui a fusionné le PC, les socialistes pacifistes, des chrétiens de gauche et... des écologistes), en Autriche (9,2 %), et quelques percées ailleurs comme en Grande Bretagne

(deux élus). Au-delà, de facteurs occasionnels forts (la dioxine !) ou spécifiquement nationaux, il y a la consolidation à l'échelle de l'Europe d'un courant politique, devenu incontournable dans le jeu institutionnel et prêt à y aller. La multiplicité des contradictions qu'il réussit à embrasser jusqu'à présent tant sur le plan de sa base sociale multiple que de ses éléments idéologiques, a créé des formations politiques hétérogènes. S'ils font bien partie de "l'air du temps", c'est qu'ils sont aussi porteurs d'une problématique forte. Et donc incontournable pour la construction d'une nouvelle formation anticapitaliste.

calise vers une formation anticapitaliste "recomposée", le KKE s'accrochant à son identité historique empreinte de stalinisme.

Dans ce contexte, la réussite en France de la liste LO-LCR (passant la barre des 5%), crée une situation nouvelle. D'autant plus qu'elle a lieu d'emblée face à l'Europe. Et elle n'est pas seule. Dans d'autres pays, des listes radicales ont réussi à passer l'épreuve du suffrage universel, cette fois-ci, ou déjà antérieurement : au Danemark l'Alliance rouge verte (5 députés au parlement national), au Pays Basque le succès remarquable de Herri Batasuna (qui rentre au Parlement européen, et se renforce dans les élections municipales), au Pays Bas le Parti Socialiste (ex-maoïste, un député européen), au Luxembourg le mouvement "La gauche" (rassemblant communistes, ex-PC, trotskistes, féministes, écologistes..., un élu au parlement national), le Parti Socialiste Écossais (1 élu au parlement régional), un 1 élu du Parti Socialiste (ex-Militant) en Irlande (au parlement national)...

Ce progrès électoral et institutionnel est important, car il crée une légitimité parmi la masse des salarié(e)s et la jeunesse. Mais l'enjeu est bien entendu de mettre cet outil à la disposition des milliers de militants du mouvement social, syndical et associatif. Ce processus implique une approche politique en direction des courants de gauche dans la social-démocratie et les partis verts et singulièrement par rapport aux réalignements en cours dans la mouvance "communiste". Il ne s'agit pas de se lancer dans un jeu de mécano en circuit fermé entre courants politiques. Mais au contraire, de partir des problèmes quotidiens de millions d'hommes et de femmes et de créer une formation politique militante à la hauteur de leurs aspirations et de leurs combats.

François Vercaemmen*

